Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ÉTUDES ÉCONOMIQUES

ANALYSES

L'industrie manufacturière en 2017

DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES

Directeur de la publication : Pascal Faure, DGE, directeur général
Rédacteur en chef : François Magnien, DGE, SCIDE, sous-directeur de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques
Secrétaires de rédaction : Martine Automme, Nicole Merle-Lamoot, DGE, SCIDE, sous-direction de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques
Création graphique et maquette : Hélène Allias-Denis, Brigitte Baroin, DGE, SCIDE, sous-direction de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques

Auteur : Alexandre Aubourg, DGE, SCIDE, sous-direction de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques

ISSN : 2606-9652
Dépôt légal : 2018
DGE - 67, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine

L'industrie manufacturière en 2017

Sommaire

Synthèse 7

Production manufacturière 17

Échanges extérieurs 27

Facteurs de compétitivité 37

Facteurs de production 47

Synthèse

L'industrie manufacturière en 2017 : accélération de la production, hausse de l'emploi mais nouvelle dégradation du solde extérieur

La production manufacturière française a fortement accéléré en 2017 : + 2,8 %, après + 0,3 % en 2016. L'activité, portée par un contexte conjoncturel favorable, a progressé dans la plupart des branches. Le déficit commercial en biens manufacturés s'est néanmoins creusé de 7,1 Md€, atteignant son plus bas niveau historique (- 51,1 Md€), en dépit d'une forte augmentation des exportations (+ 4,7 %). L'augmentation plus rapide de la productivité horaire (+ 2,7 %) que du coût horaire du travail (+ 1,4 %) a conduit à un nouveau recul des coûts salariaux unitaires (- 1,2 %). L'industrie manufacturière a été confrontée aux augmentations du prix du pétrole et du taux de change de l'euro. Ses prix de production ont augmenté pour la première fois depuis 2012 (+ 2,2 %), mais moins fortement que dans l'ensemble des pays de la zone euro. Le taux de marge dans l'ensemble des branches a très légèrement reculé (- 0,1 point) mais demeure à un niveau élevé (37,0 %). L'emploi salarié total a progressé pour la première fois depuis 2001 (+ 31 200 en moyenne annuelle) grâce à une hausse de l'emploi intérimaire (+ 34 800) et à un recul modéré de l'emploi salarié direct (- 3 600). L'emploi salarié direct a même augmenté en glissement annuel (+ 7 100). L'investissement aurait progressé de 3 % en valeur en 2017.

La production manufacturière a fortement accéléré en 2017

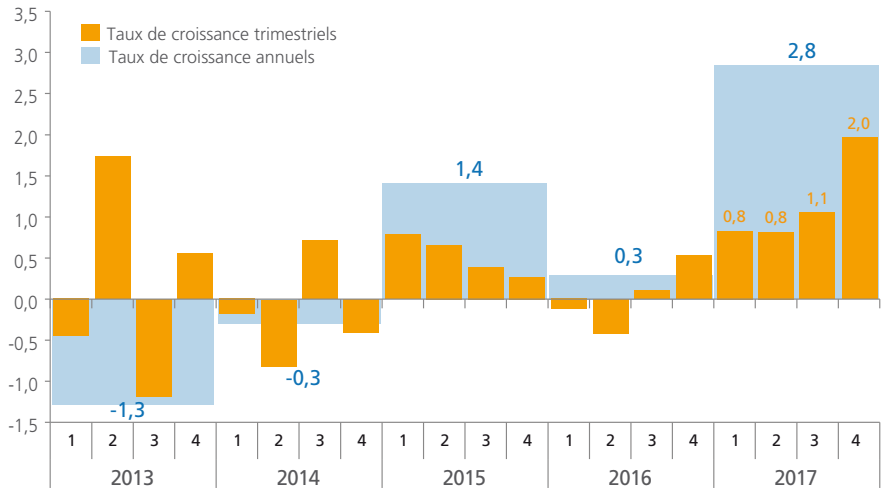
La production manufacturière française a fortement accéléré en 2017 (+ 2,8 %, après + 1,4 % en 2015 puis + 0,3 % en 2016 – *graphique 1*). Elle a augmenté pour la troisième année consécutive (+ 1,5 % par an en moyenne depuis 2014), pour la première fois depuis la phase de croissance du milieu des années 2000 (+ 1,2 % par an entre 2003 et 2007). En rythme infra-annuel, la production a progressé tout au long de l'année 2017, en particulier lors du quatrième trimestre (+ 2,0 %).

L'activité manufacturière a été tirée par le dynamisme de la demande intérieure française en produits manufacturés[1] (+ 2,8 % en volume en 2017, comme en 2016), qui croît régulièrement depuis 2013 (+ 2,2 % par an en moyenne). Elle a également été

[1] Source : Insee, comptes nationaux trimestriels. Demande intérieure : consommation finale des ménages et des administrations publiques, consommations intermédiaires et investissement du secteur privé et des administrations publiques, hors variations de stocks.

Graphique 1 : Évolution de la production manufacturière en France

Évolution en volume, en %, CVS-CJO



Source : Insee, indice de la production industrielle.

soutenue par l'accélération des échanges mondiaux de marchandises (+ 4,7 %, après + 1,8 % en 2016)[2], qui ont enregistré leur plus forte hausse depuis 2011. Dans ce contexte favorable, l'indice du climat des affaires dans l'industrie manufacturière a augmenté sur l'ensemble de l'année et se trouvait en janvier 2018 à son plus haut niveau depuis décembre 2000. La production manufacturière française a toutefois augmenté moins rapidement qu'en moyenne dans l'Union européenne (+ 3,4 %, après + 2,0 % en 2016) et dans la zone euro (+ 3,2 %, après + 1,9 %). La croissance de la production a par exemple été moins forte qu'en Italie (+ 3,8 %), qu'en Allemagne (+ 3,5 %) ou qu'en Espagne (+ 3,4 %), mais plus élevée qu'au Royaume-Uni (+ 2,5 %). En 2017, en moyenne annuelle, la production manufacturière française s'est établie 9,7 % en deçà de son niveau de 2007, alors que l'activité a dépassé son niveau d'avant-crise dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 0,7 % par rapport à 2007).

La croissance de la production a été portée par le dynamisme de six branches

La branche dont la production a le plus augmenté en 2017 est la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 8,5 %, après - 0,5 % – *tableau 1*), qui avait déjà fortement progressé en 2015 (+ 6,1 %). La croissance récente de cette branche met un terme une longue période de stagnation ayant suivi l'éclatement de la bulle internet en 2001-2002 puis la crise économique et financière de 2008-2009. L'activité est également en hausse soutenue dans l'industrie pharmaceutique, dont la production a crû de 6,7 % en 2017 (après + 15,8 % en 2015 puis - 1,2 % en 2016).
La production a augmenté pour la quatrième année consécutive dans l'industrie automobile (+ 6,8 %, après + 4,4 % en 2016), qui a de nouveau profité de l'expansion des marchés français et européen. Elle a accéléré dans l'industrie chimique (+ 5,7 %, après + 2,0 % en 2016), dont l'activité est sensiblement plus dynamique que la moyenne de l'Union européenne depuis 2012. La production s'est de nouveau accrue dans l'industrie du caoutchouc, du plastique et des autres produits minéraux non métalliques (+ 4,7 %, après + 1,7 % en 2016) et dans la fabrication de matériels de transport hors automobile[3] (+ 4,5 %, après + 3,9 %), qui a été tirée par le dynamisme de la construction aéronautique et spatiale et de la construction navale.

Certaines branches en difficulté ces dernières années ont profité de l'amélioration de la conjoncture

La production a rebondi dans des branches en difficulté structurelle comme la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (+ 2,7 %, première hausse depuis 2011) et l'industrie du bois,

[2] Moyenne des exportations et des importations. Source : OMC.

[3] Construction aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, etc.

Tableau 1 : Évolution de la production par branche dans l'industrie manufacturière française

Évolution en volume, en %, CVS-CJO

	2017	2016	2017/2013	2017/2000
Industrie manufacturière	2,8	0,3	4,3	-7,0
Produits informatiques, électroniques et optiques	8,5	-0,5	11,2	-2,8
Industrie automobile	6,8	4,4	23,6	-17,1
Industrie pharmaceutique	6,7	-1,2	17,9	65,7
Industrie chimique	5,7	2,0	14,2	19,6
Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	4,7	1,7	5,3	-11,9
Matériels de transport hors automobile (aéronautique, naval, ferroviaire, etc.)	4,5	3,9	6,9	61,6
Métallurgie et produits métalliques	2,7	-0,3	1,3	-22,2
Machines et équipements	2,3	-1,2	1,9	-12,5
Bois, papier et imprimerie	2,1	-1,1	-2,7	-32,7
Cokéfaction-raffinage	0,7	-2,4	1,0	-33,6
Industries agroalimentaires	0,0	-1,3	-0,6	2,9
Réparation, installation et produits manufacturés divers	-1,1	-1,0	-3,8	-2,9
Équipements électriques	-1,9	0,3	-10,5	-33,4
Textile, habillement, cuir et chaussures	-3,1	-0,2	-4,7	-75,8

Source : Insee, indice de la production industrielle.

du papier et de l'imprimerie (+ 2,1 %, première hausse depuis 2004). Elle a également augmenté dans la fabrication de machines et équipements (+ 2,3 %), qui avait reculé lors des deux années précédentes malgré l'accélération des investissements dans ce type d'actif dans l'ensemble de l'économie. Cette accélération a notamment été portée par la mesure de « suramortissement » des investissements instaurée entre avril 2015 et avril 2017, qui permettait aux entreprises de déduire de leur résultat imposable le montant de leurs investissements productifs à hauteur de 40 % supplémentaires. L'activité a légèrement progressé dans la cokéfaction-raffinage (+ 0,7 %), dont la production avait fortement décroché entre 2008 et 2014 (- 36,4 %).

L'amélioration de la conjoncture n'a toutefois pas bénéficié à l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (- 3,1 %), en baisse structurelle depuis les années 1970. La production s'est aussi contractée dans la fabrication d'équipements électriques (- 1,9 % en 2017) et la branche « réparation, installation et produits manufacturés divers » (- 1,1 %), où elle diminue régulièrement depuis la crise de la zone euro (voir *chapitre 1 : Production manufacturière, encadré p. 23*). L'activité a par ailleurs stagné dans l'ensemble des industries agroalimentaires, dont la production est relativement peu sensible à l'évolution de la conjoncture.

Le solde des échanges extérieurs en produits manufacturés a atteint son plus bas niveau historique

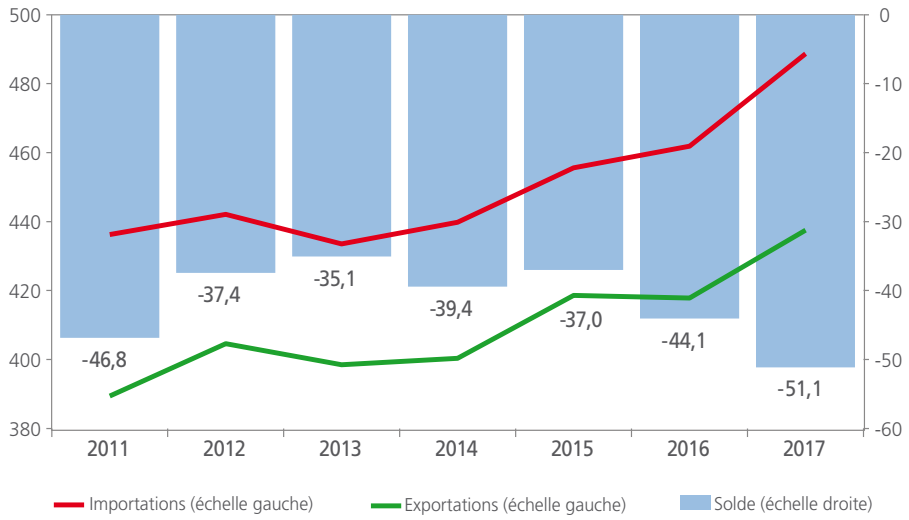
Le déficit des échanges extérieurs de produits manufacturés s'est creusé pour la deuxième année consécutive (baisse de 7,1 Md€, comme en 2016) et se situe désormais à son plus bas niveau historique (- 51,1 Md€ – *graphique 2*). Cette dégradation a résulté d'une augmentation plus rapide des importations (+ 5,8 %) que des exportations (+ 4,7 %). La croissance des échanges de produits manufacturés de la France en 2017 est la plus forte enregistrée depuis 2011 et reflète notamment l'accélération du commerce mondial. La hausse des exportations a été toutefois plus modérée qu'en Espagne (+ 8,0 %), qu'en Italie (+ 7,4 %), qu'en Allemagne (+ 6,6 %) ou que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+ 8,0 %).

La dégradation du solde a concerné une majorité de produits manufacturés

Le creusement du déficit manufacturier français en 2017 est notamment imputable à l'évolution des échanges de produits de la cokéfaction-raffinage, dont le solde s'est dégradé pour la première fois depuis 2012 dans un contexte d'augmentation du prix du pétrole (baisse de 1,3 Md€, à - 9,9 Md€ – *graphique 3*). L'excédent en produits aéronautiques et spatiaux s'est contracté pour la deuxième année consécutive (baisse de 1,0 Md€ à + 17,4 Md€) à la suite d'un recul plus marqué des exportations (- 3,8 %) que des importations (- 3,0 %). Le solde s'est aussi dégradé pour de nombreux autres regroupements de produits fortement déficitaires comme la fabrication de métaux et de produits métalliques (baisse du solde de 1,0 Md€), de produits informatiques, électroniques et optiques (- 0,9 Md€), d'équipements électriques (- 0,8 Md€) et l'industrie du caoutchouc, du plastique et des autres

Graphique 2 : Exportations, importations et solde manufacturier français

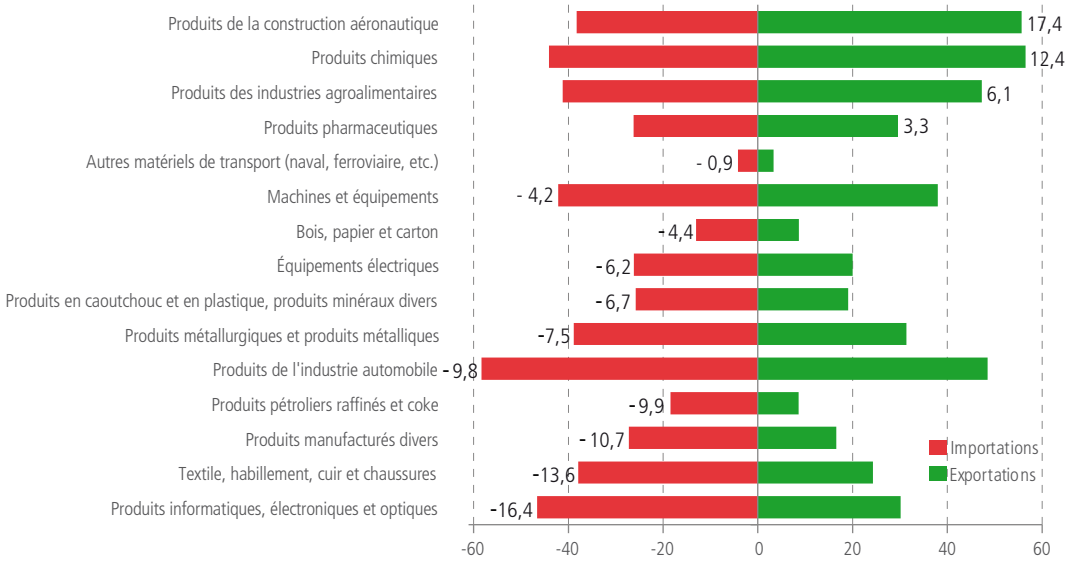
Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives



Source : Douanes.

Graphique 3 : Structure des échanges de produits manufacturés de la France en 2017

Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives



Nomenclature NAF, niveau A38, sauf matériels de transport.
Note de lecture : En 2017, le solde extérieur des industries agroalimentaires a été excédentaire de 6,1 Md€. Les exportations des industries agroalimentaires se sont élevées à 47,3 Md€, les importations à 41,2 Md€. Les produits manufacturés sont classés par solde décroissant.
Source : Douanes.

produits minéraux non métalliques (- 0,7 Md€). Le solde a toutefois augmenté en 2017 dans l'industrie chimique (hausse de 1,6 Md€, à + 12,4 Md€) grâce à la progression de l'excédent en parfums, cosmétiques et produits d'entretien (hausse de 1,2 Md€, à + 10,6 Md€). L'excédent s'est aussi consolidé dans les industries agroalimentaires (hausse de 0,3 Md€, à + 6,1 Md€), qui ont été une nouvelle fois portées par les échanges de boissons (hausse du solde de 0,8 Md€, à + 12,3 Md€).

La baisse du solde s'explique principalement par l'évolution des échanges avec les pays de l'Union européenne

Le déficit en produits manufacturés avec les pays de l'Union européenne s'est creusé de 10,8 Md€ en 2017, à - 43,2 Md€. Cette dégradation s'explique notamment par une baisse de 3,0 Md€ du déficit avec l'Allemagne (à - 17,0 Md€), induite par une baisse des exportations concentrée dans l'aéronautique et l'industrie pharmaceutique. Le solde s'est également contracté de 2,9 Md€ vis-à-vis du Royaume-Uni (à + 3,8 Md€), vers lequel les exportations ont diminué pour la deuxième année consécutive (- 0,9 %) dans des circonstances marquées par la dépréciation de la livre sterling, le maintien des incertitudes liées au *Brexit* et le ralentissement de la demande intérieure britannique (+ 1,8 % en volume, après + 2,4% en 2016)[4]. La baisse du solde a également concerné l'Autriche (- 1,6 Md€), les Pays-Bas (- 1,5 Md€), l'Italie (- 0,9 Md€) et l'Espagne (- 0,8 Md€).

Le solde s'est néanmoins amélioré avec les États-Unis (+ 2,3 Md€) du fait d'une accélération des exportations et d'une baisse des importations dans un contexte d'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar. Le solde a également augmenté de 2,5 Md€ avec la zone Asie-Océanie grâce à une forte progression des exportations (+ 14,7 %), qui avaient stagné en 2016.

Le coût horaire du travail a progressé au même rythme que dans l'ensemble de la zone euro

Le coût horaire du travail (salaires bruts, charges patronales et taxes nettes des subventions liées à la masse salariale ou à l'emploi) dans l'industrie manufacturière française s'est établi à 38,1 €/h en 2017 *(tableau 2)*. Il a augmenté de 1,4 % par rapport à 2016, un rythme similaire à celui observé en moyenne annuelle entre 2012 et 2016 dans un contexte de faible inflation des prix à la consommation et de mise en place de mesures visant à réduire le coût du travail, comme le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Le coût horaire du travail dans l'industrie manufacturière française a progressé au même rythme que dans l'ensemble de la zone euro en 2017 (+ 1,4 %, à 33,0 €/h). Il a de nouveau augmenté

[4] Source : OCDE.

Tableau 2 : Évolution du coût horaire du travail, de la productivité horaire du travail et des coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière en 2017

En %

	Zone euro	Allemagne	Espagne	France	Italie
Coût horaire du travail [1]	1,4	1,6	0,6	1,4	0,0
Productivité horaire du travail [2]	1,5	1,9	1,9	2,7	-0,1
Coûts salariaux unitaires [3]	-0,2	-0,3	-1,3	-1,2	0,1
Niveau du coût horaire du travail en 2017 (en €/h)	33,0	40,1	22,9	38,1	27,1

[1] salaires, charges patronales et taxes nettes des subventions liées à la masse salariale ou à l'emploi.
[2] valeur ajoutée en volume/heures travaillées des salariés directs.
[3] coût horaire du travail/productivité horaire du travail.
Sources : Eurostat, enquête ECMO et ICT (coût horaire du travail), comptes nationaux trimestriels (productivité horaire du travail).

moins rapidement qu'en Allemagne (+ 1,6 %, à 40,1 €/h), où le coût de la main-d'œuvre a ralenti après quatre années de hausse soutenue. Le coût du travail a continué de croître à un rythme modéré en Espagne (+ 0,6 %, à 22,9 €/h) et est resté stable en Italie (à 27,1 €/h).

Les gains de productivité ont conduit à une nouvelle baisse des coûts salariaux unitaires

La productivité horaire du travail (ratio de la valeur ajoutée en volume et des heures travaillées des salariés directs, c'est-à-dire hors intérim) a augmenté de 2,7 % en 2017, soit plus fortement qu'en Allemagne (+ 1,9 %), qu'en Espagne (+ 1,9 %), qu'en Italie (- 0,1 %) et que dans l'ensemble de la zone euro (+ 1,5 %). Cette hausse modérée prolonge la tendance au ralentissement de la productivité observée depuis 2011 (+ 2,1 % par an en moyenne depuis cette période, contre + 3,3 % par an entre 2000 et 2011), qui est également enregistrée dans l'ensemble de la zone euro (+ 1,8 % par an en moyenne depuis 2011, contre + 2,8 % par an entre 2000 et 2011).
L'augmentation plus rapide de la productivité horaire que du coût horaire du travail a néanmoins conduit à une baisse de 1,2 % des coûts salariaux unitaires en 2017, qui ont ainsi reculé pour la cinquième année consécutive. En 2017, ces coûts salariaux unitaires ont évolué plus favorablement qu'en Allemagne (- 0,3 %), qu'en Italie (+ 0,1 %) et que dans l'ensemble de la zone euro (- 0,2 %). Ils ont diminué à un rythme similaire à celui enregistré en Espagne (- 1,3 %).

L'industrie manufacturière a été confrontée aux remontées du prix du pétrole et du taux de change de l'euro

Le prix du pétrole (en dollars) a augmenté de 24,0 % en moyenne annuelle en 2017. Le prix du baril de *Brent* a progressé au premier trimestre à la suite d'un accord sur la limitation de la production comprenant les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Russie. Tiré par l'accélération de l'économie mondiale, il est de nouveau reparti à la hausse au quatrième trimestre. En moyenne annuelle, le prix du pétrole en dollars a toutefois évolué à un niveau inférieur de moitié à sa valeur moyenne observée entre 2011 et 2014. L'accélération de l'activité a contribué à l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar (+ 2,0 %), qui est néanmoins resté inférieur de 18,3 % à son dernier point haut de mars 2014 sur l'ensemble de l'année. L'euro a également progressé face à la livre sterling (+ 7,0 %), au yen (+ 5,3 %), au yuan (+ 3,8 %) et au franc suisse (+ 2,0 %), mais a reculé par rapport au rouble (- 11,2 %), au réal (- 6,7 %) et au won (- 0,7 %). Ces évolutions ont entraîné une hausse de 1,1 % du taux de change effectif nominal de la France[5] (après + 1,6 % en 2016), soit autant qu'en Allemagne.

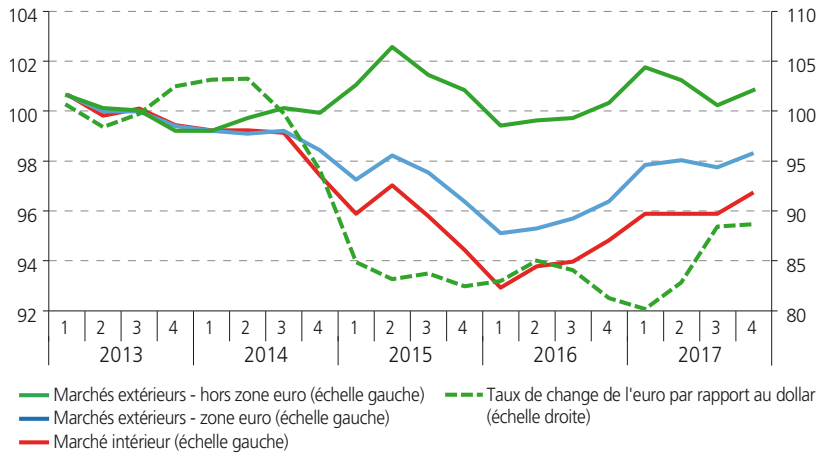
Les prix de production dans l'industrie manufacturière française ont augmenté pour la première fois depuis 2012 malgré les efforts de marge consentis par les exportateurs hors zone euro

L'augmentation du prix du pétrole a conduit à la première hausse des prix de production en euros dans l'industrie manufacturière française depuis 2012 (+ 2,2 % en moyenne annuelle) malgré la baisse du prix des consommations intermédiaires importées induite par l'appréciation du taux de change de l'euro. Cette hausse a davantage concerné les prix à destination des marchés de la zone euro (+ 2,5 %) et des marchés français (+ 2,4 %) que ceux à destination des marchés situés hors zone euro (+ 1,2 %).

[5] Le taux de change effectif nominal tient compte des fluctuations de l'euro par rapport à l'ensemble des monnaies étrangères et de l'intensité des échanges avec l'ensemble des partenaires commerciaux. Il diffère donc selon les pays de la zone euro.

Graphique 4 : Évolution des prix de production dans l'industrie manufacturière française (en euros) selon le type de marché et du taux de change de l'euro par rapport au dollar

Indices base 100 en 2013



Source : Eurostat.

La divergence d'évolution entre les prix d'exportation à destination des marchés de la zone euro et hors zone euro s'est concentrée lors des deuxième et troisième trimestres, soit au cours de l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar (*graphique 4)*. Cette appréciation aurait donc conduit les exportateurs hors zone euro à consentir à des efforts de marges afin de limiter la dégradation de leur compétitivité-prix en zone dollar. De tels écarts entre les rythmes de croissance des prix de production à destination des marchés de la zone euro et ceux situés hors zone euro ont été également observés en Allemagne (respectivement + 2,2 % et + 1,2 %), en Italie (+ 2,0 % et + 1,4 %) et dans l'ensemble de la zone euro (+ 2,9 % et + 2,0 %).

La compétitivité-prix de l'industrie manufacturière française s'est améliorée vis-à-vis des autres pays de la zone euro

La hausse des prix de production dans l'industrie manufacturière française en 2017 (+ 2,2 %) a été moins forte que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+ 2,7 %). Cette nouvelle divergence prolonge la tendance à l'amélioration de la compétitivité-prix des entreprises françaises par rapport aux autres pays de la zone euro depuis 2013 (baisse des prix de 2,9 % en France depuis cette période, contre - 0,8 % dans l'ensemble de la zone euro), y compris vis-à-vis de l'Allemagne (+ 1,1 %), de l'Espagne (- 1,1 %) et de l'Italie (- 1,0 %).

En 2017, les prix des produits manufacturés français ont toutefois progressé plus fortement que les prix des importations en provenance des pays hors zone euro, à la fois sur le marché français (respectivement + 2,4 % et + 1,6 %) et sur l'ensemble des marchés de la zone euro (+ 2,5 % et + 1,9 %).

Le taux de marge dans l'industrie manufacturière se stabilise à un niveau élevé

Le taux de marge (ratio de l'excédent brut d'exploitation et des revenus mixtes à la valeur ajoutée) dans l'ensemble des branches manufacturières françaises a diminué de 0,1 point en 2017[6], après s'être stabilisé en 2016. En 2017, le taux de marge a été soutenu par l'amélioration de la conjoncture et par la hausse plus rapide des gains de productivité que du coût du travail. Il a toutefois pâti des effets de l'augmentation du prix du pétrole et des efforts de marges consentis par les entreprises exportatrices hors zone euro.

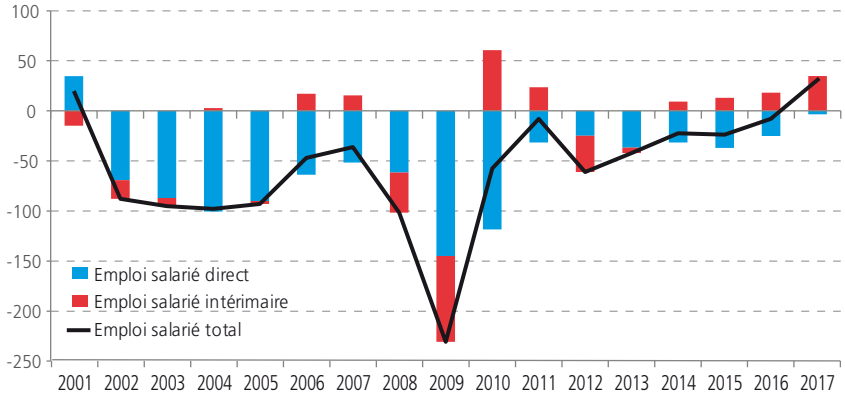
Le taux de marge dans l'industrie manufacturière s'est établi à 37,0 % sur l'ensemble de l'année, soit 4,9 points au-dessus de son dernier point bas de 2009 et à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme (34,8 % en moyenne entre 1978 et 2017). Le maintien des marges à un niveau élevé pourrait permettre une reprise durable de l'investissement et le redressement de la compétitivité hors prix de l'industrie manufacturière française, qui se serait dégradée entre 2008 et 2013 selon une étude du Conseil d'analyse économique[7].

[6] Les données sur le taux de marge diffèrent sensiblement de celles présentées dans Le 4 Pages de la DGE n°82 (avril 2018) « L'industrie manufacturière en 2017 : accélération de la production, hausse de l'emploi mais nouvelle dégradation du solde extérieur » en raison d'une révision des données des comptes nationaux.

[7] Le Bas M., Fontagné L., Martin P., Mayer T., « À la recherche des parts de marché perdues », Note du Conseil d'Analyse Économique, n° 23, 2013.

Graphique 5 : Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière française

En milliers de personnes, moyenne des quatre fins de trimestre de chaque année, CVS



Source : Insee-Dares-Acoss.

La baisse de l'emploi salarié direct en moyenne annuelle est la plus faible depuis 2001

Les effectifs salariés directs (c'est-à-dire hors intérim) dans l'industrie manufacturière française ont progressé de 7 100 entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017, enregistrant leur première hausse en glissement annuel depuis 2000. En moyenne annuelle, l'emploi salarié direct a diminué de 3 600 en 2017 (- 0,1 % – *graphique 5*)[8], la baisse la plus faible depuis 2001. En baisse structurelle (- 49 % depuis 1974, soit 61 000 salariés directs en moins par an en moyenne), l'emploi salarié manufacturier direct évolue moins favorablement que la production sous l'effet de gains de productivité élevés.

L'amélioration de l'emploi salarié direct dans l'industrie manufacturière en 2017, sur l'ensemble de l'année, a été particulièrement marquée au deuxième semestre, au cours duquel les effectifs ont légèrement rebondi (+ 8 300 entre fin juin et fin décembre 2017). Elle prolonge la tendance à la réduction des pertes d'emplois observée depuis 2010 (27 200 salariés directs en moins par an en moyenne) dans un contexte de moindres gains de productivité. Les effectifs s'étaient auparavant repliés de 74 800 par an en moyenne entre 2001 et 2008, avant de se contracter plus fortement encore en 2009 et en 2010 à la suite de la crise économique et financière (- 131 700 par an en moyenne).

En 2017, l'emploi salarié direct a continué de progresser dans la fabrication de matériels de transport hors automobile (+ 2,1 %), les industries agroalimentaires (+ 0,7 %) et l'industrie pharmaceutique (+ 0,7 %). Il a, par ailleurs, rebondi dans les secteurs « textile, habillement, cuir et chaussures » (+ 0,6 %) et « réparation, installation et produits manufacturés divers », l'industrie chimique (+ 0,2 %) et la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 0,1 %). Les effectifs salariés directs ont diminué dans les autres secteurs, mais moins fortement qu'en 2016.

La nouvelle hausse de l'emploi intérimaire a permis la première hausse de l'emploi salarié total depuis 2001

Les effectifs salariés intérimaires ont progressé pour la quatrième année consécutive en 2017 (+ 13,8 %, soit + 34 800). Cette hausse a concerné l'ensemble des secteurs manufacturiers et est la plus importante depuis le rebond de 2010 ayant suivi la crise économique et financière. L'intérim représente désormais 9,4 % de l'emploi salarié manufacturier total, soit son plus haut niveau historique.

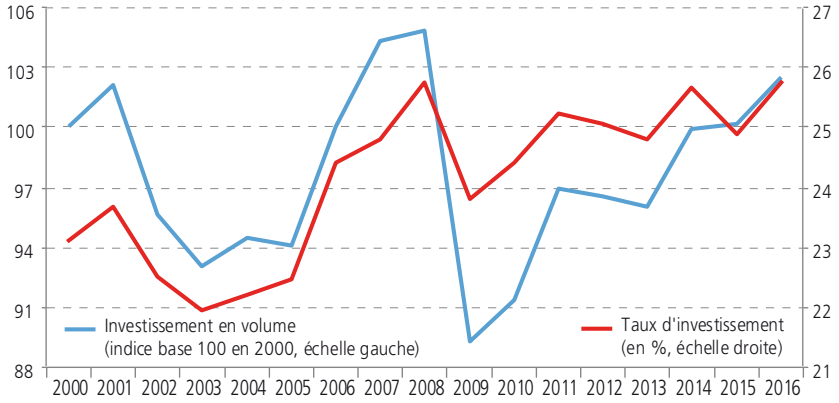
La nouvelle augmentation de l'emploi salarié intérimaire a conduit, en 2017, au premier rebond de l'emploi salarié total dans l'industrie manufacturière depuis 2001 (+ 1,0 %, soit + 31 200). Cette hausse a concerné la plupart des secteurs, notamment l'industrie du textile, du cuir et de la chaussure (+ 2,3 %), la fabrication de machines et équipements (+ 1,3 %) et les industries agroalimentaires (+ 1,3 %). Les effectifs salariés totaux se sont néanmoins contractés dans la cokéfaction-raffinage (- 1,0 %), l'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie (- 0,6 %) et la fabrication d'équipements électriques (- 0,5 %) malgré la hausse de l'emploi intérimaire.

L'investissement aurait de nouveau progressé en 2017

Interrogés par l'Insee en avril 2018, les industriels estiment avoir augmenté leurs dépenses

[8] Moyenne de l'emploi (en nombre de personnes) des quatre fins de trimestre de chaque année.

Graphique 6 : Évolution de l'investissement dans l'industrie manufacturière française



Source : Insee, comptes nationaux annuels.

d'investissement en valeur de 3 % en 2017. L'investissement aurait été particulièrement dynamique dans la fabrication de biens d'équipement (+ 17 %) et les industries agroalimentaires (+ 5 %) mais se serait contracté dans la fabrication de matériels de transport (- 7 %).

Les données des comptes nationaux sur l'investissement des branches manufacturières en 2017 ne sont pas encore disponibles. L'investissement manufacturier a progressé en moyenne de 2,2 % par an en volume entre 2013 et 2016 *(graphique 6)*. Cette hausse de l'investissement a été permise par la restauration des marges, qui a redonné aux entreprises des moyens d'investir, la persistance de bonnes conditions de financement, ainsi que la reprise de la production industrielle. L'investissement a également été soutenu par la mesure de « suramortissement » des investissements.

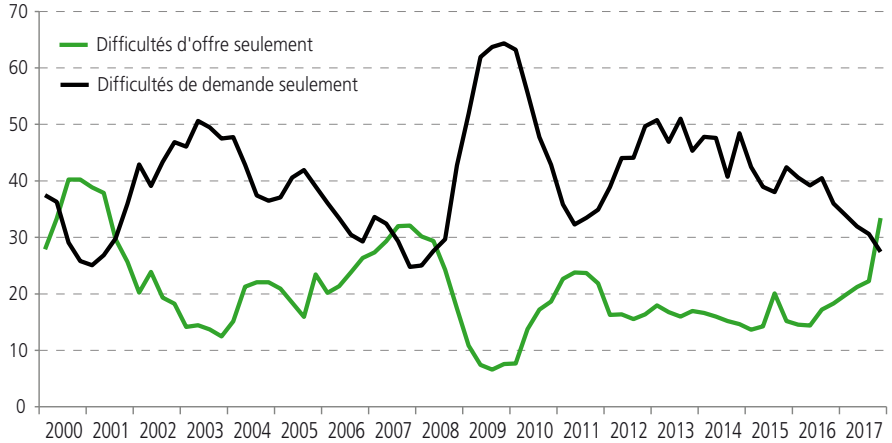
Le taux d'investissement (ratio des dépenses d'investissement à la valeur ajoutée) dans l'industrie manufacturière française s'est élevé à 25,7 % en 2016, soit à un niveau supérieur à celui observé en 2000 (23,1 %). Il était plus élevé qu'en Italie (24,0 % en 2016), qu'en Espagne (20,1 % en 2015) et qu'en Allemagne (19,3 % en 2016).

L'amélioration de la conjoncture s'est accompagnée d'un renforcement des difficultés d'offre

Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie de l'Insee, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière s'est élevé à 84,3 % sur l'ensemble de l'année 2017 (après 82,5 % en 2016), soit au-dessus de sa moyenne de long terme (82,9 % sur la période 1976-2017). Sa progression traduit l'amélioration de

Graphique 7 : Proportion d'entreprises confrontées à des difficultés d'offre et de demande dans l'industrie manufacturière française

En %, CVS



Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture.

la conjoncture ainsi que l'apparition de tensions sur l'appareil de production. La proportion d'entreprises manufacturières uniquement confrontées à des difficultés d'offre a en effet progressé tout au long de l'année pour s'élever à 33 % au quatrième trimestre 2017, contre 18 % un an auparavant. Elle est devenue supérieure à la part des industriels contraints seulement par des difficultés de demande (28 % au quatrième trimestre 2017 – *graphique 7)*, pour la première fois depuis 2008[9].

[9] Par ailleurs, la proportion d'entreprises confrontées à la fois à des difficultés d'offre et de demande a atteint 9 % au quatrième trimestre 2017, contre 10 % un an auparavant.

Le renforcement des difficultés d'offre s'explique notamment par une augmentation des contraintes liées à l'insuffisance des équipements, qui concernait 12 % des entreprises manufacturières françaises au quatrième trimestre 2017 selon l'enquête trimestrielle de conjoncture d'Eurostat (contre 9 % un an auparavant). La hausse des difficultés d'offre est également imputable aux contraintes dues à un manque de main-d'œuvre, qui traduisent pour partie les difficultés croissantes de recrutement dans l'industrie manufacturière et concernaient 11 % des entreprises en fin d'année 2017 (contre 9 % un an auparavant).

La production manufacturière française s'est fortement contractée au cours du premier trimestre 2018, après six trimestres consécutifs de hausse

La production dans l'industrie manufacturière française a diminué de 1,8 % lors du premier trimestre 2018 (après + 2,0 % au quatrième trimestre 2017). Cette contraction constitue la plus forte baisse trimestrielle de la production depuis la fin de la crise de la zone euro (voir *chapitre 1 : Production manufacturière, encadré p. 23*). Elle met aussi un terme à six trimestres consécutifs de hausse de l'activité (+ 5,4 % durant cette période). La production s'est fortement repliée dans l'industrie pharmaceutique (- 4,9 %), la fabrication de matériels de transport hors automobile (- 4,6 %), l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (- 4,6 %), la branche « caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques » (- 3,3 %) et l'industrie chimique (- 2,7 %). Elle a néanmoins progressé dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 2,2 %), la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (+ 0,5 %) et les industries agroalimentaires (+ 0,4 %). La production manufacturière française a de nouveau évolué moins favorablement que dans l'ensemble de l'Union européenne (- 0,3 %) et de la zone euro (- 0,7 %). L'activité a, par exemple, reculé de seulement 0,6 % en Espagne, et a continué de progresser en Allemagne (+ 0,3 %), au Royaume-Uni (+ 0,2 %) et en Italie (+ 0,1 %).

Le déficit manufacturier s'est alourdi de 4,2 Md€ au premier trimestre 2018 sous l'effet d'une diminution plus rapide des exportations (- 0,8 %) que des importations (- 0,1 %)[10]. Cette dégradation est principalement imputable à une baisse des livraisons de produits aéronautiques et spatiaux, dont l'excédent s'est contracté de 4,1 Md€. Le solde a diminué pour d'autres regroupements de produits, comme les machines et équipements (- 0,9 Md€), les industries agroalimentaires (- 0,9 Md€) et la fabrication de métaux et produits métalliques (- 0,7 Md€). Inversement, il s'est nettement amélioré pour les produits informatiques, électroniques et optiques (+ 1,5 Md€), la construction navale (+ 1,2 Md€) et les produits chimiques (+ 0,6 Md€).

Le coût horaire du travail dans l'industrie manufacturière française a progressé de 0,9 % au cours du premier trimestre 2018 (à 38,6 €/h), enregistant sa plus forte progression trimestrielle depuis le quatrième trimestre 2015. Il a augmenté plus rapidement qu'en Allemagne (+ 0,5 %), qu'en Espagne (+ 0,0 %) et que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+ 0,6 %), mais moins fortement qu'en Italie (+ 1,6 %). Le recul de la productivité horaire (- 1,1 % par rapport au trimestre précédent) a aussi conduit à la plus forte hausse trimestrielle des coûts salariaux unitaires (+ 2,0 %) depuis le quatrième trimestre 2008. Ces coûts salariaux unitaires ont, dans le même temps, diminué de 1,1 % dans l'ensemble de la zone euro.

La nouvelle progression du prix du pétrole (+ 8,5 % en dollars par rapport au quatrième trimestre 2017) a tiré à la hausse les prix de production de l'industrie manufacturière (+ 0,5 %). Ces derniers ont néanmoins crû moins fortement que dans l'ensemble de la zone euro (+ 0,7 %). L'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar (+ 4,4 %) et du taux de change effectif nominal de la France (+ 0,9 %) semble avoir de nouveau conduit les exportateurs hors zone euro à limiter l'augmentation de leurs prix de production en euros, qui sont restés stables sur l'ensemble du trimestre (contre + 0,7 % sur le marché intérieur et + 0,3 % sur les marchés de la zone euro). Le taux de marge dans l'ensemble des branches manufacturières a fortement reculé (- 0,5 point), à 36,5 %.

L'emploi salarié direct dans l'industrie manufacturière française s'est stabilisé (- 600 emplois), après le rebond enregistré au deuxième semestre 2017. Les effectifs salariés directs se sont toutefois contractés dans de nombreux secteurs, notamment la cokéfaction-raffinage (- 1,1 %), l'industrie pharmaceutique (- 0,4 %), la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (- 0,2 %), la fabrication d'équipements électriques (- 0,2 %) et celle de produits informatiques, électroniques et optiques (- 0,2 %). Les effectifs salariés intérimaires se sont repliés (- 0,9 %) pour la première fois depuis le troisième trimestre 2014. Cette baisse a entraîné celui de l'emploi salarié total (- 0,1 %), qui augmentait continuellement depuis le deuxième trimestre 2016.

[10] Source : Douanes, données CVS-CJO.

Production manufacturière

La production manufacturière française a fortement accéléré en 2017

L'activité manufacturière a progressé pour la troisième année consécutive

La production manufacturière française a augmenté de 2,8 % en 2017

La production manufacturière française a fortement accéléré en 2017 (+ 2,8 %, après + 1,4 % en 2015 puis + 0,3 % en 2016 – *graphique 1*). Elle a augmenté pour la troisième année consécutive (+ 1,5 % par an en moyenne depuis 2014), pour la première fois depuis la phase de croissance du milieu des années 2000 (+ 1,2 % par an entre 2003 et 2007). En rythme infra-annuel, l'activité manufacturière a progressé tout au long de l'année 2017, en particulier lors du quatrième trimestre (+ 2,0 %).

En 2017, en moyenne annuelle, le niveau de la production manufacturière française se situait 8,4 % au-dessus de son niveau de 2009, mais 9,7 % en deçà de celui de 2007. L'industrie manufacturière a en effet été fortement affectée par la crise économique et financière (- 16,7 % entre 2007 et 2009) et n'a que partiellement rebondi en 2010 et en 2011 (+ 8,4 %). Sa production a, par la suite, nettement diminué avec la crise de la zone euro entre 2011 et 2013 (- 4,1 %).

L'activité manufacturière a évolué dans un contexte conjoncturel favorable

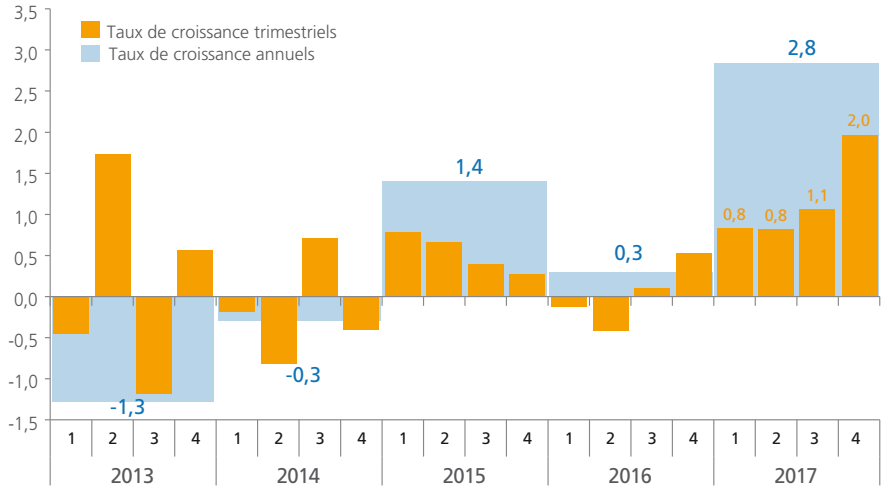
L'activité manufacturière a été tirée par le dynamisme de la demande intérieure française en produits manufacturés[1] (+ 2,8 % en volume en 2017, comme en 2016), qui croît régulièrement depuis 2013 (+ 2,2 % par an en moyenne). Cette nouvelle hausse est notamment imputable à une augmentation de la demande de consommations intermédiaires adressée par l'ensemble des entreprises et les administrations publiques (+ 3,2 %, après + 2,8 % en 2016). L'activité a également été portée par l'accélération des dépenses de consommation finale en produits manufacturés (+ 2,0 % en volume, après + 1,8 % en 2016), qui ont crû plus fortement que les dépenses en services marchands (+ 1,7 %). Certaines branches ont aussi bénéficié de la nouvelle hausse des investissements en biens manufacturés (+ 3,7 %, après + 7,3 % en 2016[2]).

[1] Source : Insee, comptes nationaux trimestriels. Demande intérieure : consommation finale des ménages et des administrations publiques, consommations intermédiaires et investissement du secteur privé et des administrations publiques, hors variations de stocks.

[2] Ce ralentissement s'explique surtout par une baisse des investissements des administrations publiques (- 17,4 %, après + 31,4 % en 2016), les investissements en biens manufacturés ayant très légèrement décéléré dans les entreprises non financières (+ 5,2 %, après + 5,4 % en 2017).

Graphique 1 : Évolution de la production manufacturière en France

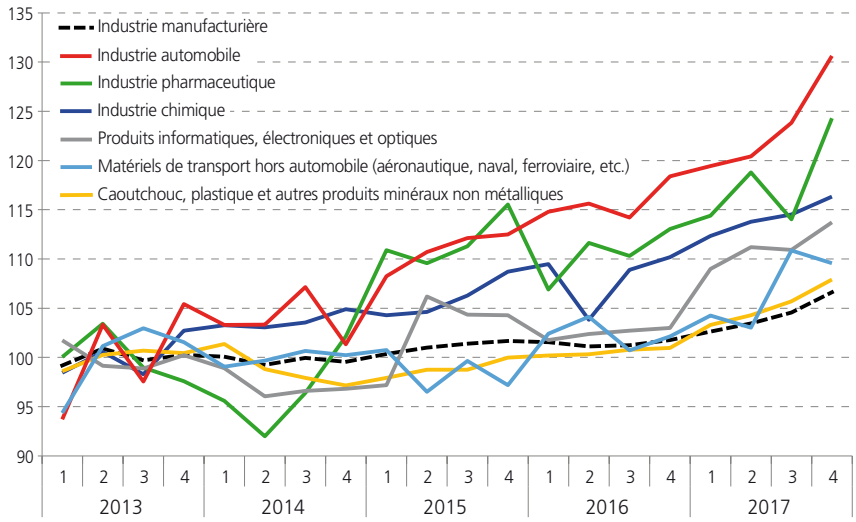
Évolution en volume, en %, CVS-CJO



Source : Insee, indice de la production industrielle.

Graphique 2 : Branches évoluant à un rythme supérieur à la moyenne de l'industrie manufacturière française depuis 2013

Indices base 100 en 2013, en volume, CVS-CJO



Source : Insee, indice de la production industrielle.

La production manufacturière a par ailleurs été soutenue par l'accélération des échanges mondiaux de marchandises[3] (+ 4,7 %, après + 1,8 % en 2016), qui ont enregistré leur plus forte hausse depuis 2011 (voir *chapitre 2 : Échanges extérieurs*). Dans ce contexte favorable, l'indice du climat des affaires dans l'industrie manufacturière a augmenté sur l'ensemble de l'année et se trouvait en janvier 2018 à son plus haut niveau depuis décembre 2000.

La croissance de la production manufacturière a été principalement soutenue par six branches

En 2017, la production a progressé à un rythme soutenu dans six branches manufacturières, qui ont enregistré des performances supérieures ou similaires à la moyenne européenne. Ces branches portent également la croissance de l'industrie manufacturière française depuis 2013, année de la reprise de l'activité dans l'ensemble de l'Union européenne *(graphique 2)*.

La production a fortement rebondi dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques et dans l'industrie pharmaceutique

La branche dont la production a le plus augmenté en 2017 est la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 8,5 %, après - 0,5 % en 2016 - *tableau 1*), qui avait déjà fortement progressé en 2015 (+ 6,1 %). La croissance récente de cette branche de haute technologie (+ 14,5 % depuis 2014) met un terme à une longue période de stagnation ayant suivi l'éclatement de la bulle internet en 2001-2002 puis la crise économique et financière. La hausse de l'activité en 2017 a concerné l'ensemble des produits à l'exception de la fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques, qui a reculé pour la quinzième fois en seize ans. Sa progression a même été nettement plus importante que celle enregistrée dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 5,6 % en 2017), dont la production est traditionnellement portée par l'Allemagne et les pays d'Europe centrale et orientale.

La production a également fortement rebondi dans l'industrie pharmaceutique (+ 6,7 %, après + 15,8 % en 2015 puis - 1,2 % en 2016), davantage dans la fabrication de préparations pharmaceutiques (+ 7,1 %), à fort contenu en R & D, que dans celle de produits pharmaceutiques de base (+ 2,4 %). Cette forte croissance fait suite à une période de stagnation ayant suivi la crise économique et financière (- 2,8 % entre 2008 et 2014). L'activité de cette branche bénéficie notamment de la bonne tenue de la consommation des ménages en produits pharmaceutiques (+ 3,9 % par an en moyenne depuis 2014, contre + 1,5 % par an pour l'ensemble des biens et services). Les groupes pharmaceutiques évoluent par ailleurs dans un contexte de levées de nombreux brevets, qui nécessite la mise en œuvre d'importants efforts de R & D ou l'achat de nouveaux titres de propriété industrielle.

[3] Source : OMC.

Tableau 1 : Évolution de la production par branche dans l'industrie manufacturière française

Évolution en volume, en %

	2017	2016	2017/2013	2017/2007	2017/2000
Industrie manufacturière	2,8	0,3	4,3	-9,7	-7,0
Produits informatiques, électroniques et optiques	8,5	-0,5	11,2	-3,5	-2,8
Industrie automobile	6,8	4,4	23,6	-19,3	-17,1
Industrie pharmaceutique	6,7	-1,2	17,9	17,9	65,7
Industrie chimique	5,7	2,0	14,2	13,9	19,6
Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	4,7	1,7	5,3	-17,1	-11,9
Matériels de transport hors automobile (aéronautique, naval, ferroviaire, etc.)	4,5	3,9	6,9	32,0	61,6
Métallurgie et produits métalliques	2,7	-0,3	1,3	-23,3	-22,2
Machines et équipements	2,3	-1,2	1,9	-25,5	-12,5
Bois, papier et imprimerie	2,1	-1,1	-2,7	-28,0	-32,7
Cokéfaction-raffinage	0,7	-2,4	1,0	-31,4	-33,6
Industries agroalimentaires	0,0	-1,3	-0,6	-0,5	2,9
Réparation, installation et produits manufacturés divers	-1,1	-1,0	-3,8	-7,5	-2,9
Équipements électriques	-1,9	0,3	-10,5	-28,5	-33,4
Textile, habillement, cuir et chaussures	-3,1	-0,2	-4,7	-41,9	-75,8

Source : Insee, indice de la production industrielle.

La production a poursuivi sa progression dans l'industrie automobile et l'industrie chimique

L'activité a progressé pour la quatrième année consécutive dans l'industrie automobile (+ 6,8 %, après + 4,4 % en 2016), qui a de nouveau profité de l'expansion des marchés français et européen. La production de cette branche a même été plus dynamique en France que dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 4,2 %), après avoir évolué à un rythme similaire en 2016. Elle a par exemple augmenté plus fortement qu'en Italie (+ 4,4 %), qu'en Allemagne (+ 3,3 %) ou qu'au Royaume-Uni (+ 0,5 %), mais moins rapidement que dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale. Le niveau de la production automobile française reste inférieur de 26,2 % à celui enregistré pendant l'année 2004, à partir de laquelle l'activité avait fortement décroché jusqu'en 2013. Cette chute s'explique par sa forte réactivité aux crises de 2008-2009 et de la zone euro, mais reflète également la mise en œuvre de stratégies de délocalisation visant à conquérir de nouveaux marchés ou réduire les coûts de production. L'industrie automobile française pâtit en outre d'un déficit de niveau de gamme, notamment par rapport à l'Allemagne[4], qui accentue sa sensibilité aux facteurs de compétitivité-prix (coût du travail, taux de change de l'euro, etc.).

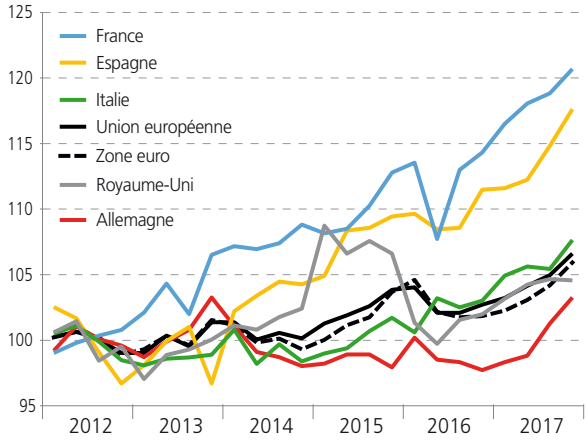
L'activité a augmenté de 5,7 % dans l'industrie chimique, après + 2,0 % en 2016. L'accélération de la production a été particulièrement forte dans la fabrication de parfums, de savons et de produits d'entretien (+ 7,8 %) et celle de produits chimiques de base (+ 5,7 %). L'activité a aussi rebondi dans la fabrication de pesticides et de produits agrochimiques (+ 7,6 %) dans un contexte de reprise de la production agricole (+ 3,2 % en volume, après - 6,1 % en 2016[5]). En hausse pour la cinquième année consécutive, l'industrie chimique française a progressé de 18,5 % depuis 2012, soit beaucoup plus fortement que dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 4,7 %) ou qu'en Allemagne (+ 0,4 % – *graphique 3*).

[4] Le Bas M., Fontagné L., Martin P. & Mayer T., « La France en mal de qualité ? », La Lettre du CEPII, n° 355, 2015.

[5] Source : Insee, comptes de l'agriculture.

Graphique 3 : Évolution de la production de l'industrie chimique dans les principaux pays de l'Union européenne

Indices base 100 en 2012, en volume, CVS-CJO



Sources : Insee (France) et Eurostat (autres pays), indice de la production industrielle.

La production a accéléré dans la fabrication de produits en plastique, caoutchouc et d'autres produits minéraux non métalliques et la fabrication de matériels de transport hors automobile

La production a nettement accéléré dans l'industrie du caoutchouc, du plastique et des autres produits minéraux non métalliques (+ 4,7 %, après + 1,7 % en 2016), qui a de nouveau été tirée par la fabrication de produits en plastique (+ 4,3 %) et en verre (+ 4,9 %). L'activité a aussi rebondi dans la fabrication de produits en caoutchouc (+ 2,4 %), notamment celle de pneumatiques (+ 3,3 %), qui s'était contractée lors des cinq années précédentes malgré le rebond de l'industrie automobile. La production de certains autres produits minéraux non métalliques (ciment, béton, plâtre, produits réfractaires, etc.) a également été tirée par la reprise de l'activité dans la branche de la construction en France, qui a progressé de 2,8 % en 2017 après avoir diminué de 19,5 % entre 2007 et 2016[6].

La production a progressé de 4,5 % dans la fabrication de matériels de transport hors automobile (après + 3,9 % en 2016). Elle a par exemple augmenté pour la deuxième année de suite dans la construction aéronautique et spatiale (+ 4,5 %, après + 4,4 % en 2016), qui s'était contractée en 2014 (- 0,3 %) puis en 2015 (- 2,9 %) sous l'effet de difficultés d'approvisionnement et de contraintes pesant sur les capacités de production[7]. L'aéronautique française progresse toutefois à un rythme moins soutenu que celui enregistré pendant les dix années ayant suivi la fin de la crise du secteur aérien entre 2003 et 2013 (+ 6,0 % par an en moyenne durant cette période). Elle est aussi moins dynamique qu'en Allemagne (+ 6,2 % par an en moyenne depuis 2015). La production a de nouveau fortement augmenté dans la construction navale (+ 7,2 %, après + 4,8 % en 2016), qui a progressé pour la quatrième année consécutive. Cette forte croissance fait suite à une longue période de stagnation au cours des années 2000 et à une baisse prononcée de la production entre 2011 et 2013 (- 15,7 %). La construction navale française bénéficie notamment du dynamisme du marché de la croisière et de la reprise de la demande de bateaux de plaisance. Elle a également été moins affectée que ses concurrents par les effets du ralentissement du commerce mondial, qui a tiré à la baisse la production de navires-cargo. La production a au contraire diminué dans la construction ferroviaire (- 2,5 %, après - 1,3 % en 2013), dont l'activité se contracte régulièrement depuis 2010 (- 9,1 % depuis cette période).

Certaines branches en difficulté ces dernières années ont profité de l'amélioration de la conjoncture

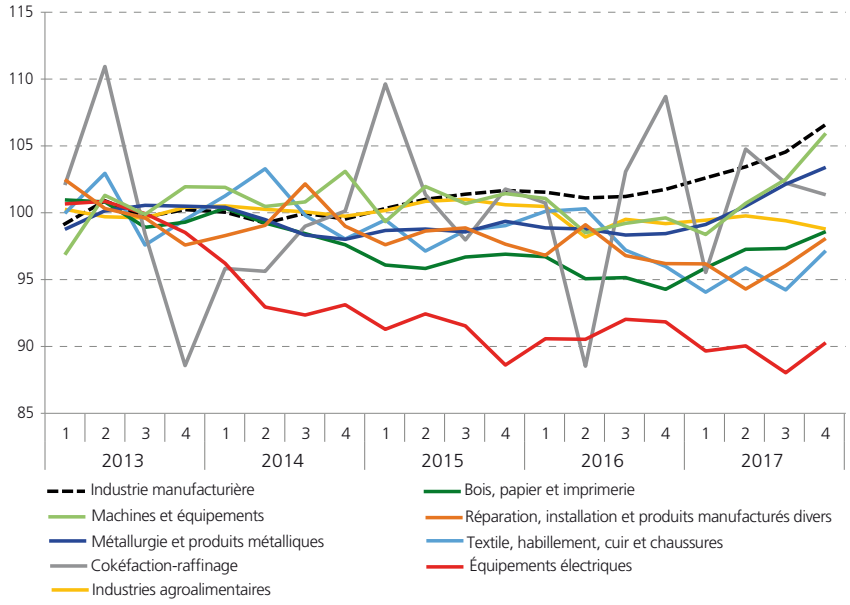
Huit branches enregistrent des performances inférieures à l'ensemble de l'industrie manufacturière française depuis 2013 *(graphique 4)*. Ces branches ont été également nettement moins dynamiques que la moyenne européenne en 2017.

[6] Source : Insee, indice de production industrielle.

[7] « Après deux ans de turbulence, le secteur aéronautique français peut redécoller », Note de conjoncture, Insee, décembre 2016.

Graphique 4 : Branches évoluant à un rythme inférieur à la moyenne de l'industrie manufacturière française depuis 2013

Indices base 100 en 2013, en volume, CVS-CJO



Source : Insee, indice de la production industrielle.

La production a rebondi dans la métallurgie et la fabrication de produits métalliques, la fabrication de machines et équipements, l'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie et la cokéfaction-raffinage

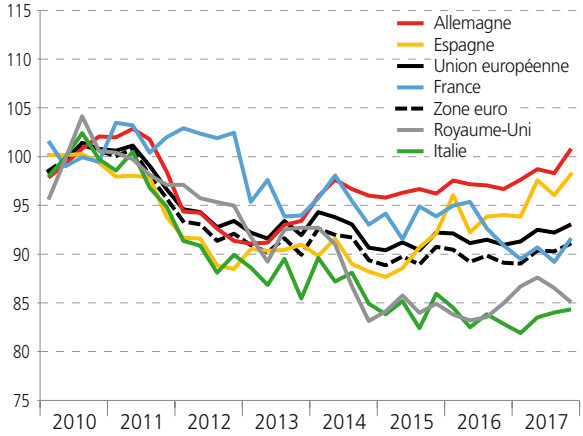
La production a rebondi dans la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (+ 2,7 %), qui avait reculé lors des cinq années précédentes (- 9,2 % entre 2011 et 2016). L'activité de cette branche avait notamment pâti de la crise de l'industrie automobile entre 2004 et 2013 puis de celle du secteur de la construction entre 2007 et 2016. Elle a aussi été affectée par l'apparition de surcapacités de production en Chine, qui se sont traduites par une diminution sensible du prix des exportations de ce pays puis par la mise en place de mesures antidumping dans l'Union européenne.

La production a également rebondi en 2017 dans la fabrication de machines et équipements (+ 2,3 %). Cette branche avait reculé lors des deux années précédentes malgré l'accélération des investissements dans ce type d'actif dans l'ensemble de l'économie (+ 5,2 % par an en moyenne entre 2014 et 2016, après + 0,6 % par an en 2010 et 2014). Cette accélération a notamment été portée par la mesure de « suramortissement » des investissements instaurée entre avril 2015 et avril 2017, qui permettait aux entreprises de déduire de leur résultat imposable le montant de leurs investissements productifs à hauteur de 40 % supplémentaires. L'activité a progressé pour la première fois depuis 2004 dans l'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie (+ 2,1 %). La longue décrue de cette branche fortement exposée à la concurrence internationale (- 31,2 % entre 2004 et 2016) s'est aussi inscrite dans des circonstances par un net ralentissement marqué de la consommation des ménages (+ 0,6 % par an en moyenne depuis 2004, contre + 1,5 par an entre 1990 et 2004) et un déficit d'investissement[8].

La production a légèrement augmenté dans la cokéfaction-raffinage (+ 0,7 %). Cette branche s'était repliée en 2016 (- 2,4 %) après avoir été affectée par des mouvements sociaux au deuxième trimestre. L'industrie française de la cokéfaction-raffinage avait précédemment fortement décroché à partir de la crise économique et financière (- 34,6 % entre 2008 et 2014), davantage qu'en Italie (- 29,3 % sur la même période), qu'au Royaume-Uni (- 24,5 %) ou qu'en Allemagne (- 11,4 %). Ces difficultés ont notamment résulté de la baisse de la demande européenne en produits pétroliers et du renforcement de la concurrence des États-Unis, du Moyen-Orient et des pays émergents. Elles sont également imputables à la poursuite de la transformation de la structure de la consommation intérieure en produits pétroliers au profit du gazole[9], dont la fabrication en France est contrainte par la rigidité de la structure de production des raffineries. La crise du raffinage s'est traduite par d'importants efforts de restructuration sur le territoire français, qui ont conduit à la fermeture de quatre raffineries. Cette tendance à la baisse de la production s'est achevée au cours de l'année 2015 (+ 5,2 %), pendant laquelle l'activité avait été portée par la baisse du prix du pétrole brut et la reprise de la demande de carburants routiers.

Graphique 5 : Évolution de la production dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure dans les principaux pays de l'Union européenne

Indices base 100 en 2010, en volume, CVS-CJO



Sources : Insee (France) et Eurostat (autres pays), indice de la production industrielle.

L'activité a stagné dans les industries agro-alimentaires et reculé dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, la fabrication d'équipements électriques et la branche « réparation, installation et produits manufacturés divers »

La production a stagné dans l'ensemble des industries agroalimentaires (après - 1,3 % en 2016), qui constitue la principale branche manufacturière française en termes de valeur ajoutée (19,4 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière). Cette stagnation s'explique par la fermeture de la dernière usine de cigarettes en France et par la stabilité de la production dans les industries alimentaires, dont l'activité est relativement

[8] Selon les données des comptes nationaux, le taux d'investissement de la branche « bois, papier, imprimerie » a diminué de 0,3 point entre 1995 et 2016, à 15,2 %. Il a évolué beaucoup moins favorablement que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, où il a augmenté de 5,6 points sur la même période (à 25,7 %).

[9] « La facture énergétique française comparée à celle des autres pays européens », Études et Éclairages, Douanes, n°50, août 2014. Selon les données du Comité professionnel du pétrole (CPDP), le poids du gazole dans la consommation intérieure française en produits pétroliers augmente régulièrement depuis les années 1970. Il s'est élevé à 31 % en 2000, 39 % en 2008 puis 47 % en 2016. Le gazole représente aussi plus de 80 % de la consommation de carburants en France.

peu sensible à l'évolution de la conjoncture. La production a dans le même temps fortement augmenté dans la fabrication de boissons (+ 3,2 %), qui constitue un point fort traditionnel de l'industrie française.

La branche dont la production a le plus fortement diminué en 2017 est l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (- 3,1 %, après - 0,2 % en 2016). Fortement exposée à la concurrence des pays émergents et en voie de développement, l'activité de cette branche est en baisse structurelle en France depuis les années 1970. Désormais davantage concentrée sur les activités haut de gamme, sa production décroît à un rythme relativement modéré depuis la fin de la crise économique et financière (- 1,3 % par an en moyenne depuis 2010, contre - 12,2 % par an entre 2000 et 2010) et similaire à celui observé dans l'ensemble de l'Union européenne *(graphique 5)*.

La production a rechuté dans la fabrication d'équipements électriques (- 1,9 %), qui avait légèrement rebondi en 2016 (+ 0,3 %) après quatre années de baisse soutenue (- 14,5 % entre 2011 et 2015). Cette diminution contraste avec l'augmentation prononcée de la production enregistrée dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 4,4 %), notamment en Allemagne (+ 5,1 %), en Espagne (+ 4,9 %) et au Royaume-Uni (+ 4,2 %). Les difficultés récentes de cette branche en France se concentrent dans la fabrication de matériels électriques, l'activité progressant au contraire régulièrement dans la fabrication d'appareils ménagers.

La production tend également à diminuer depuis la crise de la zone euro dans la branche « réparation, installation, et produits manufacturés divers », qui a reculé pour la sixième année consécutive (- 1,1 % en 2017). Ce décrochage est entièrement imputable aux activités de réparation et d'installation de machines et équipements (- 2,5 % en 2017), dont la production a diminué de 9,1 % depuis 2011. Cette contraction de l'activité intervient dans un contexte d'accélération des importations de services d'entretien et de réparation (+ 24,9 % par an en moyenne depuis 2011), qui progressent beaucoup plus rapidement que l'ensemble des importations de services (+ 6,9 % par an) selon les données de la balance des paiements publiées par la Banque de France.

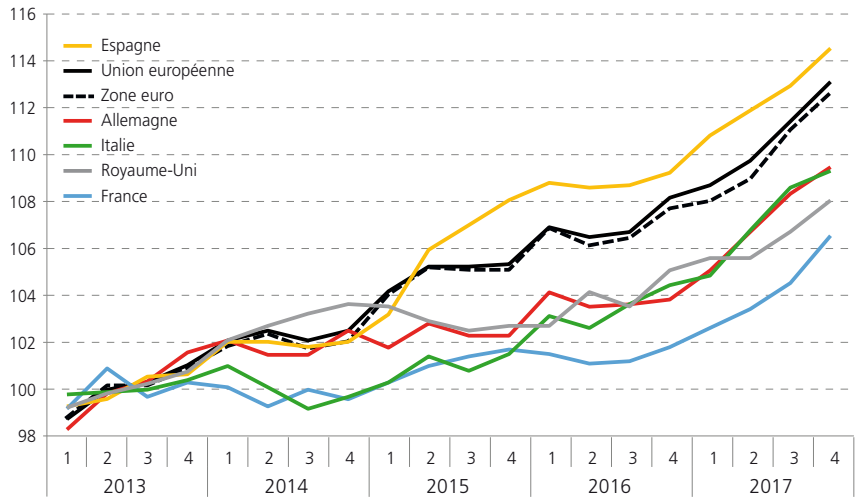
L'activité manufacturière a progressé dans les principales économies mondiales

La production a augmenté dans chacun des pays de l'Union européenne

La production manufacturière a accéléré dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 3,4 %, après + 2,0 % en 2016) et de la zone euro (+ 3,2 %, après + 1,9 % – *graphique 6*), où l'activité a progressé dans toutes les branches. La production européenne a été particulièrement dynamique dans la fabrication de machines et équipements (+ 6,0 % dans l'Union européenne – *tableau 2*) et celle de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 5,6 %), mais a crû à un rythme nettement moins soutenu dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (+ 0,9 %) et les industries agroalimentaires (+ 1,4 %). En hausse pour la quatrième année consécutive, l'activité manufacturière dans l'Union européenne se situe désormais 10,7 % au-dessus de son dernier point bas atteint en 2013 pendant la crise de la zone euro (voir *encadré*). Elle a également dépassé son précédent point haut de 2007 (+ 0,9 %)

Graphique 6 : Évolution de la production manufacturière dans les principaux pays de l'Union européenne

Indices base 100 en 2013, en volume, CVS-CJO



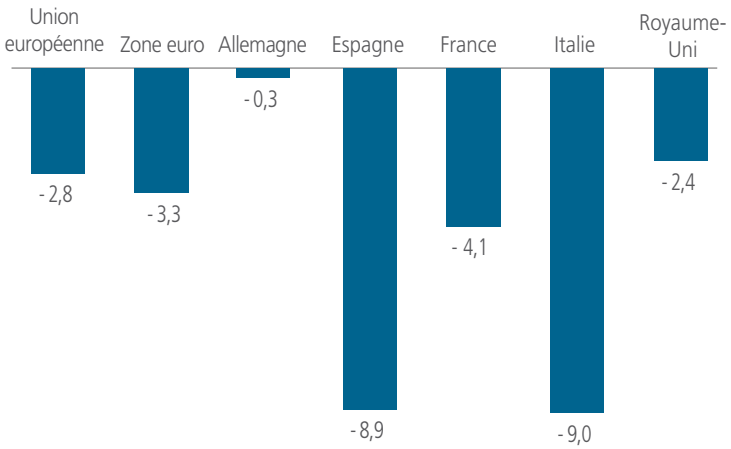
Sources : Insee (France) et Eurostat (autres pays), indice de la production industrielle.

L'industrie manufacturière a fortement pâti des conséquences de la crise des dettes souveraines dans la zone euro entre 2011 et 2013

La crise des dettes souveraines dans la zone euro a résulté des tensions financières apparues à la suite du creusement des déficits publics de certains pays de la zone pendant la crise économique et financière de 2008-2009. Ces tensions se sont traduites par une détérioration des conditions économiques à partir du deuxième semestre 2011 du fait d'un resserrement des conditions de financement, de la dégradation de la confiance des investisseurs et des consommateurs puis en raison des effets de transmission transitant par le canal du commerce extérieur. La crise de la zone euro a conduit à une baisse du PIB en volume de 1,1 % dans l'ensemble de la zone euro entre 2011 et 2013, mettant fin au rebond ayant suivi la crise économique et financière. L'activité économique s'est par exemple fortement contractée en Espagne (baisse du PIB de 4,5 % entre 2011 et 2013) et en Italie (- 4,5 %), et a ralenti en France (+ 0,9 %) et en Allemagne (+ 1,0 %). La crise de la zone euro a particulièrement affecté l'industrie manufacturière, dont la sensibilité aux retournements conjoncturels est renforcée par son exposition aux échanges internationaux. Entre 2011 et 2013, la production manufacturière a par exemple reculé de 9,0 % en Italie, de 8,9 % en Espagne, de 4,1 % en France, de 0,3 % en Allemagne et de 3,3 % dans l'ensemble de la zone euro *(graphique 7)*. La contraction de l'activité manufacturière a également concerné des pays non membres de la zone euro, comme le Royaume-Uni (- 2,4 %).

Graphique 7 : Évolution de la production manufacturière pendant la crise de la zone euro entre 2011 et 2013

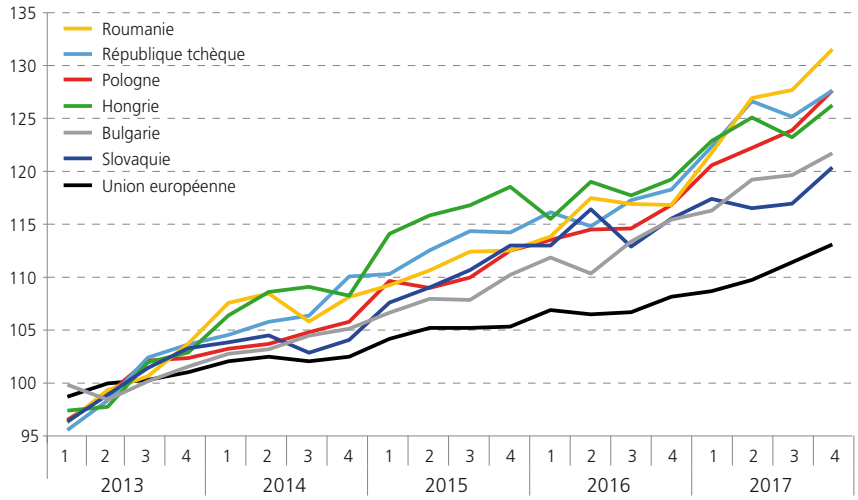
Évolution en volume, en %, CVS-CJO



Sources : Insee (France) et Eurostat (autres pays), indice de la production industrielle.

Graphique 8 : Évolution de la production manufacturière dans les principaux pays d'Europe centrale et orientale

Indices base 100 en 2013, en volume, CVS-CJO



Sources : Insee (France) et Eurostat (autres pays), indice de la production industrielle.

Tableau 2 : Évolution de la production manufacturière dans les principaux pays de l'Union européenne

Évolution en volume, en %, CVS-CJO

	Union européenne	Zone euro	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
2017/2016							
Industrie manufacturière	3,4	3,2	3,5	3,4	2,8	3,8	2,5
Industries agroalimentaires	1,4	1,1	1,2	0,2	0,0	3,2	1,0
Textile, habillement, cuir et chaussures	0,9	0,6	1,8	2,5	-3,1	0,0	3,1
Bois, papier et imprimerie	2,2	1,5	1,6	0,7	2,1	0,3	2,6
Cokéfaction-raffinage	2,4	2,4	-0,5	3,9	0,7	3,5	0,4
Industrie chimique	1,9	1,2	1,7	4,1	5,7	3,5	3,0
Industrie pharmaceutique	1,9	1,9	5,6	2,8	6,7	6,8	-4,8
Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	4,2	4,1	3,3	5,2	4,7	4,1	0,8
Métallurgie et produits métalliques	4,7	4,6	4,5	5,7	2,7	4,5	1,7
Produits informatiques, électroniques et optiques	5,6	5,5	6,9	-1,4	8,5	0,6	4,5
Équipements électriques	4,4	4,2	5,1	4,9	-1,9	1,0	4,2
Machines et équipements	6,0	5,5	4,5	10,5	2,3	6,4	8,1
Industrie automobile	4,2	3,7	3,3	-1,2	6,8	4,4	0,5
Matériels de transport hors automobile (aéronautique, naval, ferroviare, etc.)	4,8	3,8	2,5	3,0	4,5	5,6	8,5
Réparation, installation et produits manufacturés divers	2,0	1,4	2,4	8,1	-1,1	4,6	5,9
2016/2015							
Industrie manufacturière	2,0	1,9	1,5	2,6	0,3	2,4	0,9
Industries agroalimentaires	1,0	1,0	1,1	1,4	-1,3	2,3	-0,4
Textile, habillement, cuir et chaussures	0,4	0,1	0,9	4,8	-0,2	-1,1	-1,0
Bois, papier et imprimerie	0,2	-0,2	-1,1	0,2	-1,1	-0,9	-0,5
Cokéfaction-raffinage	0,0	1,0	0,2	3,0	-2,4	-2,1	-1,5
Industrie chimique	0,3	0,9	0,2	1,6	2,0	2,1	-5,8
Industrie pharmaceutique	4,0	4,5	3,2	4,0	-1,2	1,2	3,5
Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	2,9	2,7	2,3	2,7	1,7	4,1	3,2
Métallurgie et produits métalliques	1,6	1,8	1,8	1,4	-0,3	3,6	-1,9
Produits informatiques, électroniques et optiques	-0,8	-1,6	1,8	2,0	-0,5	0,0	1,4
Équipements électriques	1,5	1,6	0,9	0,5	0,3	0,4	-2,9
Machines et équipements	1,1	1,3	-0,1	5,0	-1,2	4,4	0,8
Industrie automobile	4,5	3,3	2,6	6,2	4,4	3,0	5,0
Matériels de transport hors automobile (aéronautique, naval, ferroviare, etc.)	4,5	6,3	6,7	4,9	3,9	8,5	2,3
Réparation, installation et produits manufacturés divers	2,3	1,9	1,1	2,9	-1,0	3,7	4,7

Sources : Insee (France) et Eurostat (autres pays), indice de la production industrielle.

enregistré avant l'éclatement de la crise économique et financière de 2008-2009.

L'ensemble des pays de l'Union européenne ont enregistré une performance supérieure à la France en 2017, à l'exception du Royaume-Uni (+ 2,5 %, après + 0,9 % en 2016). La production a par exemple accéléré en Allemagne (+ 3,5 %, après + 1,5 % en 2016), qui concentre près d'un tiers de la valeur ajoutée manufacturière de l'Union européenne (30 %) devant l'Italie (11 %), la France (10 %), le Royaume-Uni (10 %) et l'Espagne (7 %). L'activité a continué de croître à un rythme soutenu dans l'industrie manufacturière espagnole (+ 3,4 %, après + 2,6 % en 2016), lui permettant d'effacer les effets de la crise de la zone euro entre 2011 et 2013 (baisse de la production de 8,9 % durant cette période, contre - 2,8 % dans l'ensemble de l'Union européenne). La crise de la zone euro a aussi fortement affecté l'industrie manufacturière italienne (- 9,0 % entre 2011 et 2013), dont la production avait même stagné en 2014. Ce pays enregistre néanmoins des performances supérieures à la moyenne européenne depuis 2015 (hausse de la production de 3,8 % en 2017, après + 2,4 % en 2016).

La croissance de la production manufacturière européenne a également été tirée par de nombreux

pays d'Europe centrale et orientale *(graphique 8)*, comme la Roumanie (+ 9,2 % en 2017), la République tchèque (+ 7,6 %), la Pologne (+ 7,6 %), la Bulgarie (+ 5,7 %), la Hongrie (+ 5,5 %) et la Slovaquie (+ 2,9 %).

La production manufacturière a légèrement rebondi aux États-Unis et plus nettement au Japon

La production a augmenté de 1,2 % dans l'industrie manufacturière américaine, qui avait reculé lors des deux années précédentes (- 0,5 % en 2015 puis - 0,8 % en 2016 – *graphique 9*). Outre la reprise du commerce mondial, l'industrie manufacturière américaine a notamment bénéficié d'une légère accélération de sa demande intérieure (+ 2,5 % en volume, après + 2,1 % en 2016)[10] et des effets de la dépréciation du taux de change du dollar. La croissance de la production américaine a été tirée par la fabrication de machines et équipements (+ 6,5 %, après - 7,7 % en 2017) et celle de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 3,2 %, après + 2,1 % en 2016). L'activité a toutefois stagné dans la construction aéronautique et spatiale (+ 0,1 %), qui avait fortement diminué en 2016 (- 6,9 %). Elle s'est également contractée dans l'industrie automobile (- 0,9 %), qui avait progressé de 8,3 % par an en moyenne entre 2010 et 2015. L'industrie manufacturière américaine n'a toujours pas effacé les effets de la crise économique et financière de 2008-2009 (- 6,5 % par rapport à 2007), contrairement à l'industrie manufacturière dans l'ensemble de l'Union européenne.

[10] Source : OCDE.

La production a nettement rebondi dans l'industrie manufacturière japonaise (+ 4,5 %, après - 0,3 % en 2016), qui a enregistré sa plus forte hausse depuis 2010. La production manufacturière japonaise avait précédemment pâti des conséquences du tremblement de terre de 2011 (- 2,7 %), avant de stagner malgré le mouvement de dépréciation du yen entre 2013 et 2015. Son niveau reste inférieur de 10,8 % à celui observé avant la crise économique et financière de 2008-2009.

La production a augmenté de 2,2 % en Corée du Sud (après + 2,1 % en 2016), où l'activité manufacturière croît à un rythme relativement peu soutenu depuis 2011 (+ 1,1 % par an en moyenne depuis cette période, contre + 6,6 % par an entre 2000 et 2011). La décélération durable de l'économie sud-coréenne a conduit les pouvoirs publics à annoncer la mise en place d'un nouveau plan de relance de près de 9 milliards d'euros au mois de juin 2017.

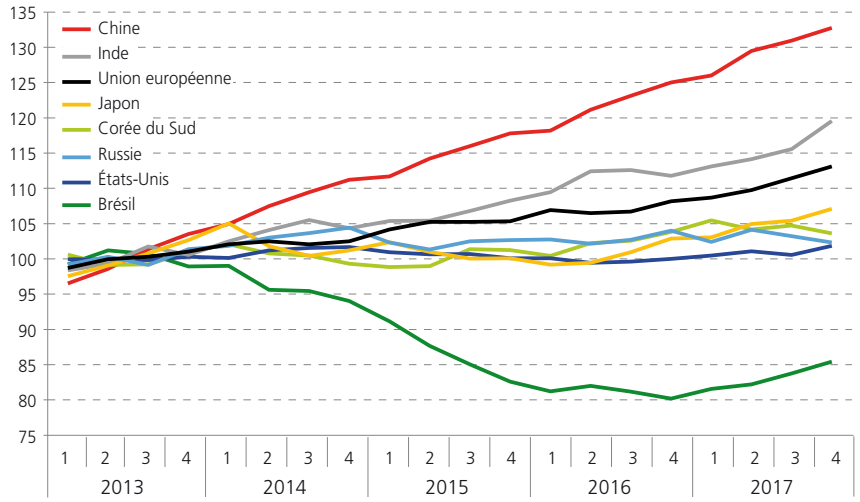
L'activité a accéléré en Chine, rebondi au Brésil et stagné en Russie

La production industrielle a légèrement accéléré en Chine (+ 6,5 %, après + 6,1 % en 2016), pour la première fois depuis 2010. La production a notamment été soutenue par les effets de la politique fiscale chinoise et par la reprise des échanges mondiaux, en particulier ceux liés aux activités d'assemblage[11]. L'industrie chinoise poursuit la montée en gamme de sa production, mais pourrait pâtir à moyen terme d'une détérioration

[11] « Perspectives et politiques économiques mondiales », Fonds monétaire international, avril 2018.

Graphique 9 : Évolution de la production manufacturière dans le monde

Indices base 100 en 2013, en volume



Sources : Eurostat (Union européenne, CVS-CJO), Coe-Rexecode (Chine, CVS) et OCDE (autres pays, CVS), indice de la production industrielle.

Tableau 3 : Évolution de la production manufacturière dans le monde

Évolution en volume, en %

	2017	2016	2017/2013	2017/2007	2017/2000
Union européenne	3,4	2,0	10,7	0,9	14,7
Zone euro	3,2	1,9	10,2	-0,9	12,1
Allemagne	3,5	1,5	7,4	7,9	30,5
Espagne	3,4	2,6	12,5	-22,0	-16,4
France	2,8	0,3	4,3	-9,7	-7,0
Italie	3,8	2,4	7,4	-18,0	-18,6
Royaume-Uni	2,5	0,9	6,5	-2,2	-1,9
Brésil	2,6	-6,3	-16,8	-11,8	8,3
Chine	6,5	6,1	29,8	157,8	587,4
Corée du Sud	2,2	2,1	4,5	35,8	112,3
États-Unis	1,2	-0,8	1,0	-6,5	3,8
Inde	3,6	4,8	15,6	46,1	186,3
Japon	4,5	-0,3	5,1	-10,8	-2,4
Russie	0,1	0,7	3,0	13,3	83,2

Sources : Insee (France, CVS-CJO), Eurostat (autres pays de l'Union européenne, CVS-CJO), Coe-Rexecode (Chine, CVS) et OCDE (autres pays, CVS), indice de la production industrielle.

de sa compétitivité-prix. Cette dégradation pourrait provenir de la progression rapide du coût de sa main-d'œuvre, du ralentissement graduel des gains de productivité et de l'appréciation du taux de change du yuan. La trajectoire de croissance de l'industrie chinoise pourrait être aussi affectée par la résorption des surcapacités de production apparues après la crise économique et financière de 2008-2009 et par la hausse de la pollution, qui a conduit à des fermetures hivernales d'usines dans les principales villes du nord du pays à la fin de l'année 2017.

La production manufacturière a rebondi au Brésil (+ 2,6 % – *tableau 3*), après s'être fortement contractée lors des trois années précédentes (- 6,7 % par an en moyenne entre 2013 et 2016). L'économie brésilienne est sortie de la pire récession économique de son histoire (hausse du PIB de 1,0 %, après - 3,5 % en 2015 puis en 2016), qui a notamment été induite par les répercussions de la baisse du prix des matières premières et des tensions politiques. La production a stagné en Russie (+ 0,1 %), après avoir légèrement rebondi en 2016 (+ 0,7 %). Elle a décéléré en Inde (+ 3,6 %, après + 4,8 % en 2016), où l'activité manufacturière a nettement ralenti depuis 2011 (+ 2,6 % par an en moyenne, contre + 8,6 % par an entre 2000 et 2011).

Échanges extérieurs

Le déficit commercial en biens manufacturés s'est creusé pour la deuxième année consécutive

Le solde manufacturier s'est établi à son plus bas niveau historique

Le solde manufacturier a reculé de 7,1 Md€ en 2017

Le solde des échanges de produits manufacturés s'est creusé de 7,1 Md€ en 2017, comme en 2016. Cette dégradation a résulté d'une accélération des importations (+ 5,8 % en valeur, après + 1,4 % en 2016), dont la progression a été particulièrement marquée lors des premier et troisième trimestres. Cette hausse n'a été que partiellement compensée par le rebond des exportations (+ 4,7 %, après - 0,2 % en 2017), qui se sont redressées à partir du deuxième trimestre. Le déficit manufacturier français se situe désormais à - 51,1 Md€, soit son plus bas niveau historique *(graphique 1)*. Encore excédentaire en 2004 (+ 3,2 Md€), ce solde s'est régulièrement dégradé jusqu'en 2011, année pendant laquelle il s'était établi à - 46,8 Md€. Le solde s'est par la suite nettement amélioré en 2012 (hausse de 9,4 Md€), avant de se stabiliser jusqu'en 2015.

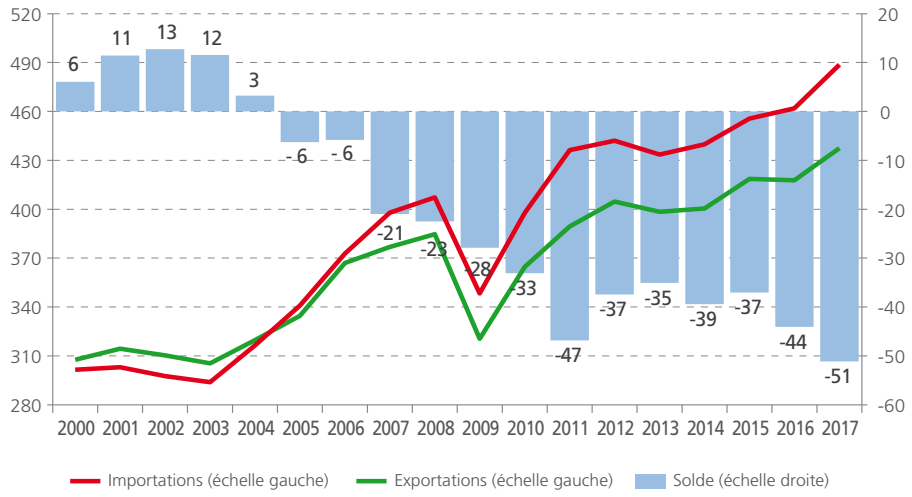
La croissance des échanges de produits manufacturés de la France s'est inscrite dans un contexte d'accélération du commerce mondial

La hausse soutenue des échanges de produits manufacturés en France reflète l'accélération du commerce mondial de marchandises (+ 4,7 % en volume en 2017[1], après + 1,8 % en 2016), qui a enregistré sa plus forte hausse depuis 2011 *(graphique 2)*. Cette accélération du commerce mondial a notamment été portée par la croissance de l'investissement et le dynamisme des activités d'assemblage[2]. Elle a concerné l'ensemble des continents, comme l'Asie (+ 8,2 %, après 2,9 % en 2016), l'Amérique du Nord (+ 4,1 %, après + 0,4 % en 2016) et l'Europe (+ 3,0 %, après + 2,1 % en 2016). Cette hausse soutenue met un terme à une longue période de faible croissance des échanges internationaux entre 2011 et 2016 (+ 2,3 % par an en moyenne). La croissance du commerce mondial

[1] Moyenne des exportations et des importations. Source : OMC.
[2] « Perspectives et politiques économiques mondiales », Fonds monétaire international, avril 2018.

Graphique 1 : Exportations, importations et solde manufacturier français

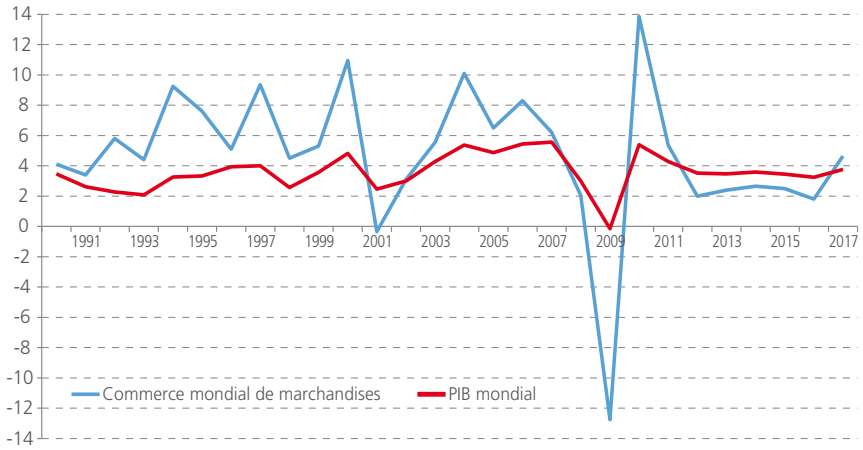
Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives



Source : Douanes.

Graphique 2 : Croissance du commerce mondial de marchandises* et du PIB mondial

Taux de croissance annuel en volume, en %



* moyenne des exportations et des importations.
Sources : OMC (commerce mondial) et FMI (PIB mondial).

avait précédemment pâti des effets de la crise de la zone euro et de certains pays émergents, comme la Russie et le Brésil (voir *chapitre 1 : Production manufacturière*). Le ralentissement des échanges internationaux refléterait également l'essoufflement du développement des chaînes de valeur mondiales, qui pourrait provenir de la réalisation désormais achevée des gains les plus importants pour les entreprises et de la prise de conscience des risques associés aux éventuels dysfonctionnements d'un maillon de la chaîne de production (tremblement de terre au Japon et inondations en Thaïlande en 2011). Cet essoufflement pourrait être également imputable à la hausse du coût de la main-d'œuvre en Chine, qui diminue l'attractivité de ce pays pour la localisation des activités d'assemblage et de tâches intensives en travail peu qualifié.

En 2017, le commerce mondial de marchandises a toutefois progressé moins fortement que lors de la période d'expansion des échanges internationaux entre 1993 et 2007 (+ 6,5 % par an en moyenne pendant cette période). Son taux de croissance n'a par ailleurs été que 1,2 fois plus élevé que celui du PIB mondial, alors que le ratio de la croissance du commerce mondial du PIB mondial atteignait en moyenne 1,6 entre 1993 et 2007.

L'évolution des exportations manufacturières françaises en 2017 a également été influencée par les effets de la remontée du prix du pétrole. Les entreprises manufacturières françaises ont en effet pâti de l'effet négatif de cette augmentation sur la demande adressée par les pays non producteurs de pétrole, mais a bénéficié de son impact positif sur la demande intérieure des pays producteurs.

La dégradation du solde manufacturier français a concerné la plupart des produits

Le rebond du prix des matières premières s'est accompagné d'une dégradation du déficit en produits pétroliers raffinés et en métaux et produits métalliques

Le solde des échanges de produits de la cokéfaction-raffinage s'est dégradé pour la première fois depuis 2012 (baisse de 1,3 Md€) dans un contexte d'augmentation du prix du pétrole, qui a soutenu la croissance en valeur des exportations (+ 23,1 %) et des importations (+ 18,8 % – *tableau 1*). Le déficit de la France en produits pétroliers raffinés et coke s'élève désormais à - 9,9 Md€, contre - 18,4 Md€ en 2012. Ses approvisionnements à l'international sont principalement assurés par les pays de l'Union européenne (à hauteur de 44 %), la Russie (12 %), les États-Unis (11 %) et l'Arabie saoudite (9 %). La progression des cours mondiaux des métaux au cours de l'année 2017 a conduit au rebond de la valeur des échanges de métaux et produits métalliques, dont les importations ont augmenté légèrement plus rapidement (+ 12,9 %) que les exportations (+ 12,5 %). Le déficit de cette branche s'est par conséquent accru pour la troisième année consécutive (baisse de 1,0 Md€), à - 7,5 Md€. Ce déficit est essentiellement concentré sur les pays de l'Union européenne (- 5,8 Md€) et la Chine (- 1,9 Md€), le solde étant à l'inverse très légèrement excédentaire vis-à-vis des États-Unis (+ 0,2 Md€).

Tableau 1 : Évolution des échanges de produits manufacturés de la France

Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives

	Exportations (évolution en %)		Importations (évolution en %)		Solde (évolution en Md€)	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Industrie manufacturière	-0,2	4,7	1,4	5,8	-7,1	-7,1
Produits chimiques	-2,7	9,1	-3,1	7,5	-0,2	1,6
Produits des industries agroalimentaires	0,2	6,2	2,3	6,2	-0,8	0,3
Textile, habillement, cuir et chaussures	4,1	4,9	1,5	3,5	0,4	-0,1
Produits de l'industrie automobile	4,0	9,7	10,0	8,3	-3,2	-0,2
Bois, papier et carton	0,2	2,6	0,1	4,0	0,0	-0,3
Machines et équipements	0,2	3,8	3,7	4,7	-1,4	-0,5
Produits manufacturés divers	3,2	2,8	5,8	3,7	-1,0	-0,5
Produits pharmaceutiques	0,4	0,9	-1,4	3,5	0,5	-0,6
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	0,8	4,2	1,2	5,9	-0,1	-0,7
Équipements électriques	-0,3	4,6	2,1	7,1	-0,5	-0,8
Produits informatiques, électroniques et optiques	-1,9	2,9	-1,2	3,8	0,0	-0,9
Produits métallurgiques et produits métalliques	-6,4	12,5	-4,4	12,9	-0,3	-1,0
Produits de la construction aéronautique	-0,1	-3,8	10,7	-3,0	-3,8	-1,0
Autres matériels de transport (naval, ferroviaire, etc.)	42,9	-21,9	8,0	4,8	1,0	-1,1
Produits pétroliers raffinés et coke	-18,4	23,1	-20,6	18,8	2,5	-1,3

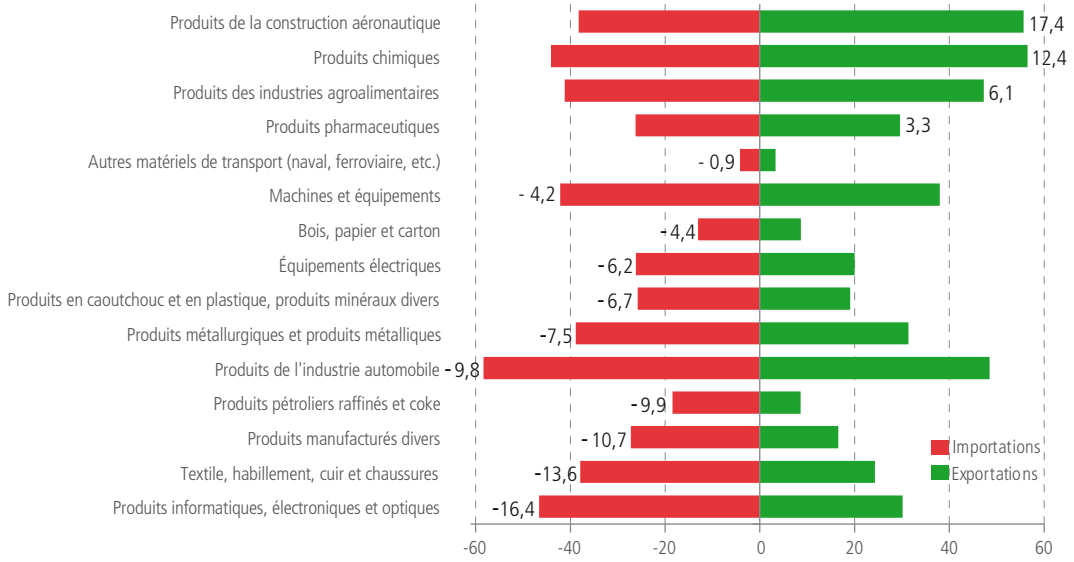
Nomenclature NAF, niveau A38, sauf matériels de transport.
Source : Douanes.

Le solde s'est à nouveau dégradé dans l'ensemble des matériels de transport

L'excédent en produits aéronautiques et spatiaux s'est contracté pour la deuxième année consécutive (baisse de 1,0 Md€, après - 3,8 Md€ en 2016) à la suite d'un recul plus marqué des exportations (- 3,8 %, après - 0,1 % en 2016) que des importations (- 3,0 %, après + 10,7 % en 2016). Cette diminution des échanges s'explique par un recul des livraisons d'avions entiers entre la France et l'Allemagne ainsi que par une baisse des approvisionnements effectués auprès des États-Unis. Les flux de produits aéronautiques et spatiaux ont néanmoins été partiellement soutenus par la croissance des livraisons extracommunautaires et par une forte poussée des achats de turboréacteurs auprès du Royaume-Uni.

Graphique 3 : Structure des échanges de produits manufacturés de la France en 2017

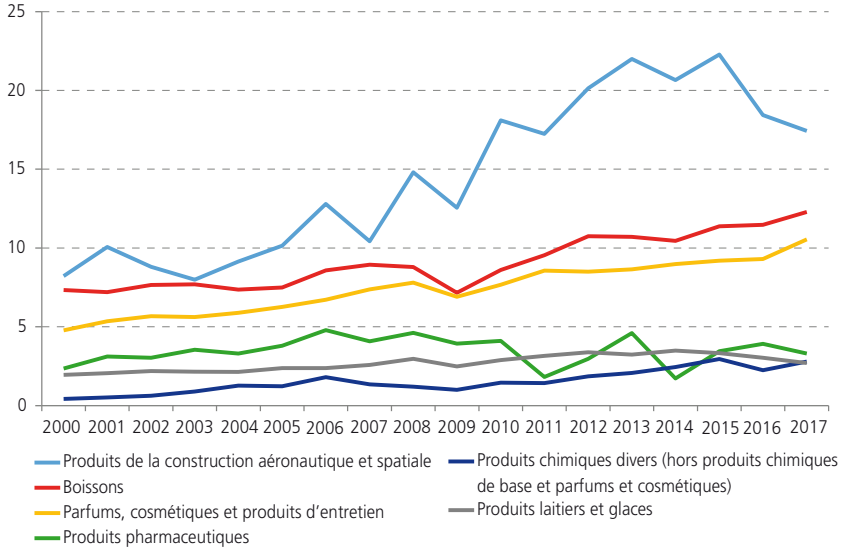
Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives



Nomenclature NAF, niveau A38, sauf matériels de transport.
Note de lecture : en 2017, le solde extérieur des industries agroalimentaires a été excédentaire de 6,1 Md€. Les exportations des industries agroalimentaires se sont élevées à 47,3 Md€, les importations à 41,2 Md€. Les produits manufacturés sont classés par solde décroissant.
Source : Douanes.

Graphique 4 : Principaux produits excédentaires dans l'industrie manufacturière française

Solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives



Nomenclature NAF, niveau A129.
Source : Douanes.

Point fort du commerce extérieur français, le solde de la construction aéronautique et spatiale s'était auparavant régulièrement amélioré entre 2003 et 2015 grâce au dynamisme de ses exportations (+ 141,5 % durant cette période, contre + 37,0 % pour l'ensemble des produits manufacturés). Cette branche demeure le premier excédent de l'industrie manufacturière française (+ 17,4 Md€) et le premier poste à l'exportation *(graphique 3)*.

Le solde a reculé de 0,5 Md€ dans la construction navale (à + 1,1 Md€) à la suite d'une baisse prononcée des exportations (- 25,8 %), contrecoup de la livraison du paquebot *Harmony of the Seas* en 2016. Les ventes à l'international ont également diminué dans la construction ferroviaire (- 33,7 %), dont le solde s'est dégradé de 0,3 Md€ en 2017 (à - 0,1 Md€). Les exportations ont néanmoins progressé dans la fabrication de cycles et de motocycles (+ 1,5 %), mais moins rapidement que les importations (+ 14,6 %), creusant pour la quatrième année consécutive le déficit de ce type de produits (baisse de 0,3 Md€, à - 1,9 Md€).

Le solde a de nouveau diminué dans l'industrie automobile (baisse de 0,2 Md€) mais beaucoup moins fortement que lors des deux années précédentes (baisse de 1,8 Md€ en 2015 puis de 3,2 Md€ en 2016). Cette relative amélioration s'explique par une forte accélération des exportations (+ 9,7 %, après + 4,0 % en 2016), qui ont été tirées par la demande européenne. En hausse pour la quatrième année consécutive, les exportations de l'industrie automobile se situent désormais à leur plus haut niveau depuis 2007. Les importations ont dans le même temps continué de croître à un rythme soutenu (+ 8,3 %, après + 10,0 % en 2016), notamment en provenance des pays d'Europe centrale et orientale, de Turquie, d'Italie et de Corée du Sud. Premier poste à l'importation, l'industrie automobile enregistre désormais un déficit de - 9,8 Md€, dont - 9,4 Md€ proviennent des échanges de véhicules.

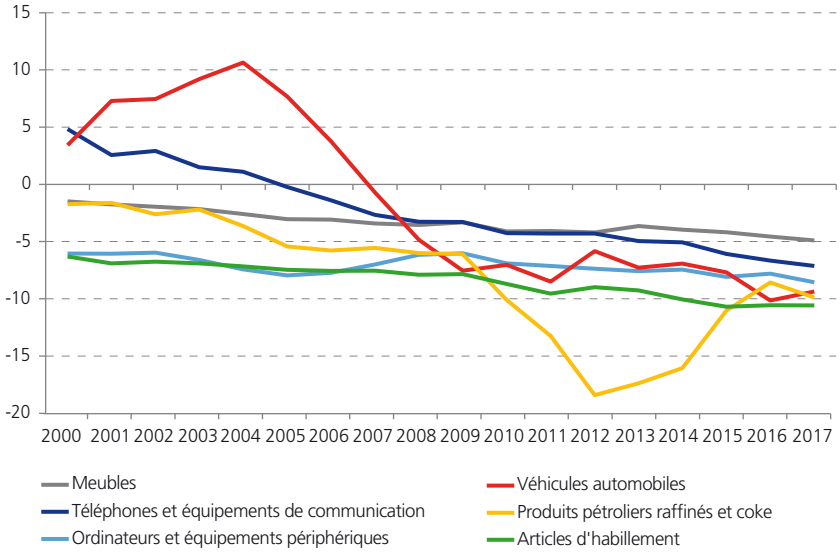
L'industrie chimique et les industries agroalimentaires ont consolidé leur excédent, à l'inverse de l'industrie pharmaceutique

Le solde a progressé de 1,6 Md€ dans l'industrie chimique, qui constitue le deuxième poste à l'exportation, le troisième poste à l'importation et le deuxième principal excédent de l'industrie manufacturière française (+ 12,4 Md€ en 2017). L'augmentation de ce solde en 2017 a résulté d'un rebond plus rapide des exportations (+ 9,1 %, après - 2,7 % en 2016) que des importations (+ 7,5 %, après - 3,1 % en 2016). Cette reprise est notamment imputable aux échanges de produits chimiques de base, dont la valeur dépend fortement de l'évolution du prix du pétrole. La croissance des exportations s'explique également par une forte accélération des ventes de parfums, cosmétiques et produits d'entretien (+ 11,0 %, après + 2,4 % en 2016), dont l'excédent a progressé pour la huitième année de suite (hausse de 1,2 Md€, à + 10,6 Md€ – *graphique 4*).

Le solde a légèrement progressé dans les industries agroalimentaires (hausse de 0,3 Md€, à + 6,1 Md€) dans un contexte de forte accélération des exportations (+ 6,2 %, après + 0,2 % en 2016) et des importations (+ 6,2 %, après + 2,3 % en 2016). Les exportations ont de nouveau été portées par

Graphique 5 : Principaux produits déficitaires dans l'industrie manufacturière française

Solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives



Nomenclature NAF, niveau A129.
Source : Douanes.

l'industrie des boissons (+ 6,9 %), dont l'excédent augmente régulièrement depuis 2009 (hausse de 0,8 Md€ en 2017, à + 12,3 Md€). Parmi les industries alimentaires, la progression des ventes à l'international a surtout concerné la fabrication de produits laitiers et celle des « autres produits alimentaires » (sucre, café, thé, cacao, plats préparés), dont les échanges sont également excédentaires (respectivement + 2,7 Md€ et + 0,5 Md€).

Inversement, l'excédent en produits pharmaceutiques a reculé de 0,6 Md€, à + 3,3 Md€. Cette dégradation est provenue d'un rebond des importations (+ 3,5 %) induit par des approvisionnements exceptionnels en principes actifs depuis l'Autriche. Les exportations de produits pharmaceutiques ont dans le même temps progressé de seulement 0,9 % (après + 0,4 % en 2016), soit à un rythme largement inférieur à celui observé entre 2000 et 2015 (+ 5,7 % par an en moyenne).

Le solde a reculé dans les autres branches manufacturières

Le déficit s'est creusé dans de nombreuses autres branches déjà fortement déficitaires. C'est notamment le cas de la fabrication de machines et équipements (baisse de 0,5 Md€, à - 4,2 Md€). Les importations ont de nouveau été portées par la progression de l'investissement en France (+ 4,7 %, après + 3,7 % en 2016), qui a notamment été soutenu par la mesure de « suramortissement » des investissements entre avril 2015 et avril 2017. L'amélioration de la conjoncture mondiale a également tirée l'accélération des exportations de machines et équipements (+ 3,8 %, après + 0,2 % en 2016), qui se sont établies pour la première fois au-dessus de leur niveau de 2008.

Le solde a reculé de 0,9 Md€ dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques à la suite d'une augmentation plus rapide des importations (+ 3,8 %) que des exportations (+ 2,9 %), ces dernières se situant toujours 24,8 % en deçà de leur niveau observé avant l'éclatement de la bulle internet. Cette branche constitue le deuxième poste à l'importation et le premier déficit de l'industrie manufacturière française (- 16,4 Md€). Ce déficit est concentré sur les échanges d'ordinateurs et d'équipements périphériques (- 8,6 Md€), de téléphones et d'équipements de communication (- 7,1 Md€) et de produits électroniques grand public (- 3,6 Md€), dont près de la moitié des importations sont originaires de Chine.

Le solde a reculé de seulement 0,1 Md€ dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, après une hausse de 0,4 Md€ en 2016. La stabilisation de ce solde depuis deux ans s'explique notamment par le dynamisme des exportations d'articles en cuir, de bagages et de chaussures (+ 7,8 %, soit autant qu'en 2016), dont les ventes à l'international reposent fortement sur des produits haut de gamme et progressent chaque année depuis 2009. En forte dégradation entre 2003 et 2015, le solde de cette branche constitue toujours le deuxième principal déficit de l'industrie manufacturière (- 13,6 Md€). Ce déficit est principalement imputable aux échanges d'articles d'habillement (- 10,6 Md€ – *graphique 5*), dont les importations proviennent principalement de Chine (à hauteur de 29 %), du Bangladesh (11 %) et d'Italie (10 %).

Tableau 2 : Échanges de produits manufacturés de la France avec ses principaux partenaires

Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes

	Niveaux en 2017 (en Md€)			Écart avec le solde 2016	Évolution (en %)			
					Exportations		Importations	
	Exportations	Importations	Solde		2016	2017	2016	2017
Union européenne	254,3	297,5	-43,2	-10,8	1,0	2,6	1,6	6,2
Allemagne	65,6	82,6	-17,0	-3,0	0,4	-4,5	-1,1	0,0
Espagne	31,4	31,4	0,0	-0,8	2,9	5,3	1,9	8,2
Italie	31,3	40,6	-9,3	-0,9	3,8	7,5	1,5	8,3
Royaume-Uni	29,7	25,9	3,8	-2,9	-0,6	-0,9	4,6	11,4
Belgique	29,1	28,4	0,7	0,8	0,4	7,3	0,3	4,3
Pays-Bas	15,6	23,9	-8,3	-1,5	-7,4	5,8	7,7	10,7
Pologne	8,9	9,8	-0,9	-0,1	6,0	10,7	1,8	10,9
Europe hors Union européenne	30,7	28,1	2,6	0,7	3,4	5,9	-3,0	3,9
Suisse	14,1	13,9	0,2	0,7	7,2	8,4	-1,6	3,0
Turquie	6,4	7,3	-0,8	-0,8	-1,1	-5,0	5,9	6,7
Russie	5,4	3,6	1,8	0,6	8,3	13,7	-18,0	1,5
Asie et Océanie	62,8	90,9	-28,1	2,5	0,0	14,7	1,1	6,5
Chine	18,3	48,8	-30,5	0,0	-7,2	18,0	-1,5	6,1
Singapour	6,7	2,1	4,6	0,6	15,1	10,1	-15,0	0,5
Japon	6,3	9,9	-3,6	-0,3	-2,8	4,1	10,9	5,7
Hong Kong	6,1	0,6	5,4	1,0	19,5	16,7	-2,4	-17,3
Inde	5,3	5,3	0,0	0,8	22,8	39,7	-13,1	14,8
Corée du Sud	4,9	3,4	1,5	0,9	-19,2	29,1	5,9	5,2
Amériques	48,0	42,9	5,1	1,7	-1,1	1,5	2,3	-2,2
États-Unis	33,1	33,6	-0,5	2,3	0,6	3,5	3,0	-3,4
Brésil	4,1	2,0	2,1	-0,2	-10,1	-3,7	-9,6	0,6
Mexique	3,4	2,3	1,1	-0,5	15,2	-6,9	10,1	11,1
Afrique	23,6	12,6	11,0	-0,7	-10,4	2,1	-0,2	9,9
Algérie	4,3	0,8	3,4	-0,2	-17,3	-1,1	-25,4	26,0
Maroc	3,9	4,1	-0,2	-0,3	9,0	7,2	4,3	16,8
Tunisie	3,1	4,0	-0,9	0,0	-10,8	1,2	1,8	1,2
Proche et Moyen-Orient	14,7	4,8	9,9	0,4	-7,7	7,8	-1,8	16,9
Arabie saoudite	4,3	1,8	2,4	-0,1	29,9	6,4	5,3	26,6
Émirats arabes unis	3,2	1,0	2,3	-0,3	-6,1	-7,6	11,0	5,1
Qatar	2,0	0,3	1,7	0,0	-34,0	10,9	-19,5	155,0
Divers	2,8	10,5	-7,8	-0,3	-2,2	35,1	3,5	11,2

Source : Douanes.

La dégradation du solde s'explique principalement par l'évolution des échanges avec les pays de l'Union européenne

Le déficit avec l'Union européenne s'est creusé de 10,8 Md€

Le déficit en produits manufacturés avec les pays de l'Union européenne s'est creusé de 10,8 Md€ en 2017 (à - 43,2 Md€) sous l'effet d'une hausse plus rapide des importations (+ 6,2 %) que des exportations (+ 2,6 % – *tableau 2*). Cette dégradation provient notamment d'une baisse de 3,0 Md€ du solde bilatéral avec l'Allemagne (à - 17,0 Md€), qui a pâti d'une baisse des exportations (- 4,5 %) concentrée dans l'aéronautique et l'industrie pharmaceutique. Le solde s'est également contracté de 2,9 Md€ vis-à-vis du Royaume-Uni, qui constituait jusqu'en 2016 le principal excédent bilatéral de l'industrie manufacturière française (+ 3,8 Md€ en 2017). Les exportations vers ce pays ont diminué pour la deuxième année consécutive (- 0,9 %, après 0,6 % en 2016) dans des circonstances marquées par la dépréciation de la livre sterling, le maintien des incertitudes liées au *Brexit* et le ralentissement de la demande intérieure britannique (+ 1,8 % en volume, après + 2,4 % en 2016)[3]. La diminution du solde avec l'Union européenne a concerné de nombreux autres pays malgré le dynamisme des exportations, notamment l'Autriche (baisse du solde de 1,6 Md€), les Pays-Bas (- 1,5 Md€), l'Italie (- 0,9 Md€) et l'Espagne (- 0,8 Md€).

[3] Source : OCDE.

L'excédent avec les pays européens hors Union européenne s'est accru de 0,7 Md€ (à + 2,6 Md€) grâce à une hausse du solde avec la Suisse (+ 0,7 Md€) et la Russie (+ 0,6 Md€). La forte croissance des exportations vers la Russie en 2017 (+ 13,7 %) a concerné la plupart des produits, alors que le rebond de 2016 (+ 8,3 %) avait été uniquement imputable aux échanges de produits aéronautiques. Elle traduit pour partie le rebond de la demande intérieure russe (+ 2,9 % en volume, après - 8,6 % en 2015 puis - 0,8 % en 2016)[4], dont la contraction avait fortement affecté les ventes de produits français en 2015.

Le solde s'est sensiblement amélioré avec la zone Asie-Pacifique et les États-Unis

Le solde a progressé de 2,5 Md€ avec la zone Asie-Pacifique (à - 28,1 Md€) grâce à une forte progression des exportations (+ 14,7 %), qui avaient stagné en 2016. Les exportations ont crû de manière soutenue vers de nombreux pays de la zone, comme l'Inde (+ 39,7 %), la Thaïlande (+ 37,1 %), Taïwan (+ 36,3 %), la Corée du Sud (+ 29,1 %), la Chine (+ 18,0 %), Hong Kong (+ 16,7 %), l'Australie (+ 14,8 %), Singapour (+ 10,1 %) et le Japon (+ 4,1 %). Parmi ces destinations, Hong Kong et Singapour constituent désormais les deux premiers excédents bilatéraux de l'industrie manufacturière française (respectivement + 5,4 Md€ et + 4,6 Md€ en 2017), ces pays constituant des importantes plateformes de réexportations. À l'inverse, la Chine concentre toujours le principal déficit (- 30,5 Md€).

Le solde s'est également amélioré de 1,7 Md€ avec l'ensemble du continent américain, à + 5,1 Md€. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du solde avec les États-Unis (hausse de 2,3 Md€, à - 0,5 Md€), qui a résulté d'une accélération des exportations (+ 3,5 %) et d'une baisse des importations (- 3,4 %) enregistrées dans un contexte d'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar. Le solde a aussi légèrement progressé vis-à-vis du Canada (hausse de 0,2 Md€, à + 0,9 Md€) grâce à un rebond des exportations (+ 4,3 %), qui pourraient être à l'avenir soutenues par les effets de l'Accord économique et commercial global (AECG) entré en vigueur au mois de septembre 2017. Le solde a toutefois reculé vis-à-vis du Mexique (- 0,5 Md€), de l'Argentine (- 0,2 Md€) et du Brésil (- 0,2 Md€), avec lesquels les échanges sont structurellement excédentaires. Plus particulièrement, les exportations vers le Brésil ont diminué pour la troisième année consécutive (- 3,7 %) malgré la stabilisation de la demande intérieure brésilienne (+ 0,2 %, après - 4,9 % en 2015 puis - 4,6 % en 2016)[5].

[4] Source : OCDE.

[5] Source : OCDE.

L'excédent avec le Proche et Moyen-Orient s'est consolidé, à l'inverse de celui enregistré avec l'Afrique

Le solde a augmenté vis-à-vis de l'ensemble du Proche et Moyen-Orient (hausse de 0,4 Md€, à + 9,9 Md€) grâce à une amélioration de 0,8 Md€ du solde avec l'Iran, qui a bénéficié du dynamisme des exportations des industries automobile et aéronautique. Les échanges avec ce pays ont de nouveaux été soutenus par les effets de la levée des sanctions économiques et financières de l'Union européenne, qui a été mise en oeuvre à partir du mois de janvier 2016 dans le cadre du Plan d'action global commun.

L'excédent enregistré avec l'ensemble du continent africain a dans le même temps reculé de 0,7 Md€, à + 11,0 Md€. Cette contraction s'explique par l'évolution du solde bilatéral avec le Maroc, qui a diminué de 0,3 Md€ à la suite d'une hausse soutenue des importations de produits automobiles, mais aussi par le creusement du déficit avec l'Algérie (baisse de 0,2 Md€) du fait du renchérissement de la valeur des importations de produits pétroliers raffinés.

L'accélération du commerce mondial s'est de nouveau accompagnée d'un recul du poids de la France dans les exportations de la zone euro

Les exportations de produits manufacturés ont augmenté moins fortement que dans les autres principales économies de la zone euro...

La hausse des exportations manufacturières françaises en 2017 (+ 4,7 % en valeur) a été plus modérée que dans l'ensemble de la zone euro (+ 8,0 %, après + 1,3 % en 2016). Les exportations ont par exemple fortement accéléré en Espagne (+ 8,0 % – *graphique 6a*), en Italie (+ 7,4 %) et en Allemagne (+ 6,6 %). Elles ont également augmenté de 17,6 % aux Pays-Bas et de 5,8 % en Belgique, dont les ventes à l'international comportent une part importante de réexportations à partir des ports de Rotterdam et d'Anvers.

Cet écart de performance en valeur s'explique principalement par une divergence des volumes exportés[6], qui ont crû beaucoup moins fortement en France (+ 2,9 % en 2017) qu'en Italie (+ 5,7 %), qu'en Allemagne (+ 5,0 %), qu'en Espagne (+ 4,8 %) et ainsi que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+ 5,7 %). Il n'est que légèrement imputable à une évolution différenciée des prix des exportations, qui ont progressé moins rapidement dans l'industrie

[6] Valeur des exportations selon les données des Douanes déflatées par les indices de prix à la production pour les marchés extérieurs (voir chapitre 3 : Facteur de compétitivité).

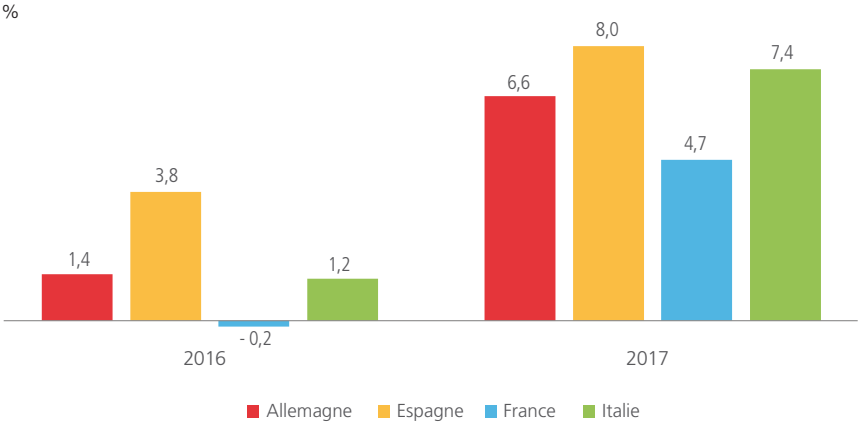
manufacturière française (+ 1,8 %) que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+ 2,3 % – voir *chapitre 3 : Facteurs de compétitivité*).
L'écart de performance entre les exportations françaises et celles de l'ensemble des pays de la zone euro a concerné la plupart des produits manufacturés. Il a par exemple été particulièrement important pour les produits informatiques, électroniques et optiques (+ 2,9 % en valeur en France, contre + 10,1 % dans l'ensemble de la zone euro) et les machines et équipements (+ 3,8 %, contre + 8,8 % dans l'ensemble de la zone euro). À l'inverse, les exportations françaises ont été relativement plus dynamiques dans l'industrie automobile (+ 9,7 %, contre + 5,4 % dans l'ensemble de la zone euro) et l'industrie chimique (+ 9,1 %, contre + 8,4 % dans l'ensemble de la zone euro).
La croissance des importations de produits manufacturés en France (+ 5,8 %) a également été moins forte que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+ 8,5 % – *graphique 6b*), y compris en Espagne (+ 7,9 %), en Allemagne (+ 7,1 %) et en Italie (+ 6,9 %).

... conduisant à un nouveau recul de la part de marché de la France parmi l'ensemble des pays membres de la monnaie unique

Le poids de la France dans les exportations manufacturières de la zone euro a diminué de 0,4 point en 2017, à 11,5 %. La France constitue désormais le quatrième exportateur de la zone euro derrière l'Allemagne (32,2 % des exportations de la zone – *tableau 3*), les Pays-Bas (13,7 %) et l'Italie (11,6 %), mais devant la Belgique (9,2 %) et l'Espagne (6,7 %). Située à 17,4 % en 2000, la part de marché de la France avait déjà reculé à un rythme relativement soutenu entre 2001 et 2007 (- 0,6 point par an en moyenne) puis lors du rebond ayant suivi la crise économique et financière (- 0,5 point par an entre 2009 et 2011). Elle avait par la suite baissé beaucoup plus modérément jusqu'en 2016 (- 0,1 point par an en moyenne).
Les produits pour lesquels la part de marché française à l'exportation est la plus élevée parmi les pays de la

Graphique 6a : Évolution des exportations de produits manufacturés dans les principaux pays de la zone euro

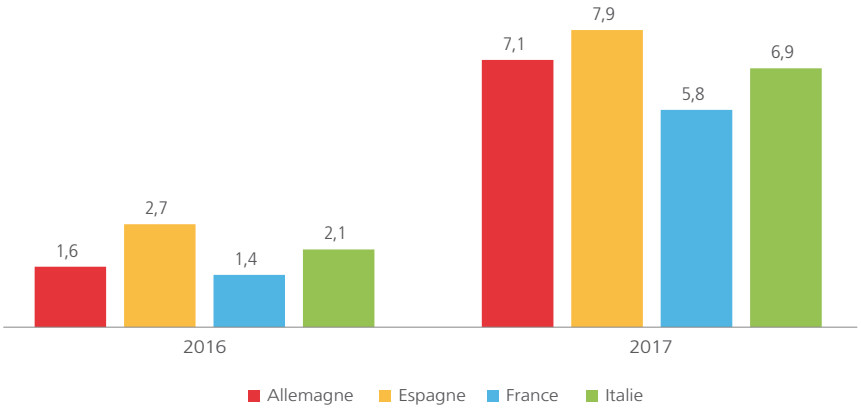
Exportations FAB, en %



Sources : Douanes (France, données brutes estimées des valeurs tardives) et Eurostat (autres pays, données brutes).

Graphique 6b : Évolution des importations de produits manufacturés dans les principaux pays de la zone euro

Importations CAF, en %



Sources : Douanes (France, données brutes estimées des valeurs tardives) et Eurostat (autres pays, données brutes).

Tableau 3 : Poids dans les exportations manufacturières de la zone euro

En %, données brutes

	Allemagne		Espagne		France		Italie	
	2000	2017	2000	2017	2000	2017	2000	2017
Industrie manufacturière	28,9	32,2	6,0	6,7	17,4	11,5	13,4	11,6
Produits de la construction aéronautique	26,0	32,8	2,3	5,8	58,6	43,8	6,2	4,3
Produits des industries agroalimentaires	17,9	20,5	7,8	10,0	20,8	14,9	9,8	10,8
Produits chimiques	25,9	27,6	5,2	6,5	17,4	13,0	8,0	7,4
Textile, habillement, cuir et chaussures	17,2	20,0	6,5	10,7	12,6	12,4	31,8	25,8
Produits manufacturés divers	20,9	24,8	4,5	3,4	11,6	10,6	28,0	16,7
Produits pharmaceutiques	24,8	27,1	3,9	4,0	19,6	10,5	11,9	8,9
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	28,2	34,2	8,6	8,4	14,8	10,4	19,6	14,8
Équipements électriques	35,9	43,7	5,4	5,8	16,2	10,2	15,9	12,1
Produits de l'industrie automobile	40,9	47,5	11,8	10,5	16,8	9,7	7,9	7,6
Produits métallurgiques et produits métalliques	30,4	29,9	6,2	7,6	14,4	9,3	13,9	14,6
Produits informatiques, électroniques et optiques	27,3	33,3	2,6	2,0	16,2	9,0	5,8	4,4
Machines et équipements	41,1	41,9	3,6	3,8	12,5	8,6	21,1	18,4
Bois, papier et carton	24,4	26,5	4,8	5,9	11,7	8,6	8,1	8,6
Autres matériels de transport (naval, ferroviaire, etc.)	18,9	34,5	9,6	7,1	25,6	8,0	22,7	19,0
Produits pétroliers raffinés et coke	11,5	9,0	8,8	9,2	11,4	6,2	10,5	9,8

Note de lecture : les produits sont classés selon la part de marché à l'exportation de la France parmi les pays de la zone euro en 2017.
Source : Eurostat.

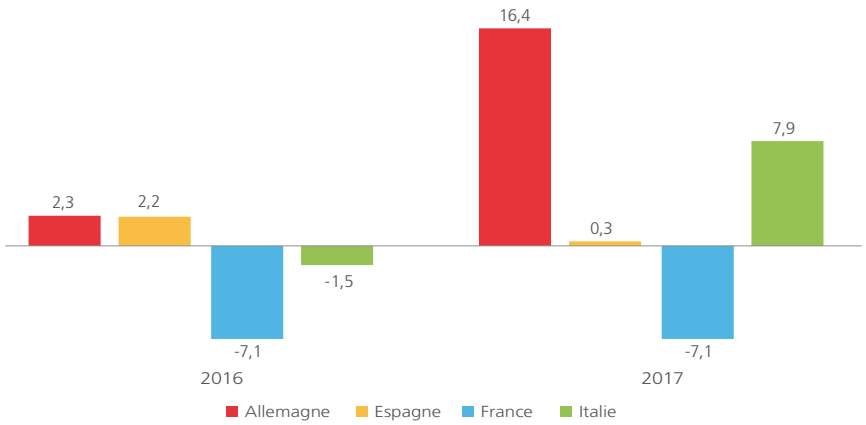
zone euro sont ceux de la construction aéronautique et spatiale (43,8 %), des industries agroalimentaires (14,9 %) et de l'industrie chimique (13,0 %). Cette part de marché est également supérieure à la moyenne de l'industrie manufacturière dans l'industrie du textile, de l'habillement du cuir et de la chaussure (12,4 %), qui constitue la seule branche française dont la part de marché française s'est maintenue depuis 2000. À l'inverse, le poids de la France dans les exportations de la zone euro est relativement peu élevé dans la coséfaction-raffinage (6,2 %), la fabrication de matériels de transport hors automobile et aéronautique (8,0 %) et l'industrie du bois, du papier et du carton (8,6 %).

Le solde manufacturier a progressé dans les autres principales économies de la zone euro

Le solde des échanges de produits manufacturés a augmenté pour la huitième année consécutive en Allemagne (hausse de 16,4 Md€ – *graphique 7*), à + 332,1 Md€. Cette progression s'explique notamment par l'évolution favorable des échanges de machines et équipements (hausse du solde de

Graphique 7 : Évolution du solde manufacturier dans les principaux pays de la zone euro

Solde en valeur, milliards d'euros



Sources : Douanes (France, données brutes estimées des valeurs tardives) et Eurostat (autres pays, données brutes).

9,3 Md€), qui constituent le deuxième principal excédent de l'industrie manufacturière allemande (+ 101,8 Md€) derrière l'industrie automobile (+ 123,0 Md€). L'excédent italien en produits manufacturés a également progressé de 7,9 Md€ (à + 95,5 Md€), après deux années de baisse. Cet excédent est principalement imputable à la fabrication de machines et équipements (+ 50,7 Md€) et à l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (+ 19,8 Md€). Le solde n'a toutefois progressé que de 0,3 Md€ en Espagne, dont l'équilibre des échanges (solde de 0,6 Md€ en 2017) repose principalement sur l'excédent des industries agroalimentaires (+ 7,2 Md€).

Facteurs de compétitivité

L'industrie manufacturière a été confrontée aux remontées du prix du pétrole et du taux de change de l'euro

Les coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière ont reculé pour la cinquième année consécutive

Le coût horaire du travail a progressé au même rythme que dans l'ensemble de la zone euro

Le coût horaire du travail (salaires bruts, charges patronales et taxes nettes des subventions liées à la masse salariale ou à l'emploi) dans l'industrie manufacturière française a progressé de 1,4 % par rapport à 2016 (après + 1,5 % en 2016), à 38,1 €/h. Cette hausse a été portée par une légère accélération des salaires bruts (+ 2,0 %, après + 1,6 % en 2016). Ceux-ci ont enregistré leur plus forte hausse annuelle depuis 2013 en raison notamment de la reprise de l'indice des prix à la consommation (+ 1,1 %, après + 0,1 % en 2016). La progression du coût horaire du travail a toutefois été contenue par les effets du relèvement du taux du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)[1] de 6 % à 7 % à partir du mois de janvier 2017.

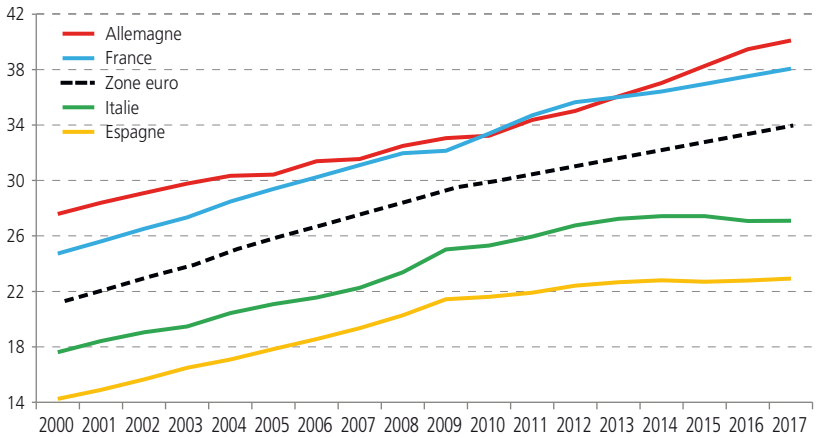
Cette hausse modérée prolonge la tendance au ralentissement du coût horaire de la main-d'œuvre observée depuis 2012 (+ 1,3 % par an en moyenne depuis cette période, contre + 3,1 % par an entre 2000 et 2012 – *graphique 1*). Cette décélération est imputable à celle des prix à la consommation (+ 0,4 % par an en moyenne entre 2012 et 2016, contre + 1,8 % par an entre 2000 et 2012) et à la mise en place de mesures visant à réduire le coût du travail, comme le CICE.

Le coût horaire du travail dans l'industrie manufacturière française a progressé au même rythme que dans l'ensemble de la zone euro en 2017 (+ 1,4 %, à 33,0 €/h). Il a de nouveau augmenté moins rapidement qu'en Allemagne (+ 1,6 %, à 40,1 €/h), où le coût de la main-d'œuvre a ralenti après quatre années de hausse soutenue. L'accélération récente du coût du travail en Allemagne (+ 2,7 % par an en moyenne entre 2012 et 2017, après + 2,0 % par an entre 2000 et 2012) a fait suite à une longue période de modération salariale. La croissance des rémunérations des années récentes a notamment été portée par le niveau peu élevé du taux de chômage, le renforcement des difficultés de recrutement dès 2013, l'instauration d'un salaire minimum en janvier 2015 et la conclusion d'accords de branche portant

[1] Le CICE est un crédit d'impôt reposant sur les salaires bruts compris entre 1 et 2,5 SMIC. Son taux a été fixé à 4 % en 2013, à 6 % à partir de 2014 puis à 7 % en 2017. Le CICE sera transformé en allègements pérennes de cotisations sociales patronales à partir du 1er janvier 2019.

Graphique 1 : Évolution du coût horaire du travail* dans l'industrie manufacturière dans les principaux pays de la zone euro

En €/h



* salaires, charges patronales et taxes nettes des subventions liées à la masse salariale ou à l'emploi.
Source : Eurostat, enquête ECMO et ICT.

sur la revalorisation des salaires[2]. Inversement, le coût du travail a continué de croître à un rythme modéré en Espagne (+ 0,6 %, à 22,9 €/h) et est resté stable en Italie (à 27,1 €/h), où il avait fortement progressé dans les années 2000. Le ralentissement du coût du travail en Espagne s'inscrit dans un contexte de taux de chômage élevé, de la mise en œuvre d'un accord interconfédéral à partir de 2010 puis d'une réforme du marché du travail à partir de 2012, qui ont renforcé la réactivité des salaires aux fluctuations de l'activité au sein de chaque entreprise. De même, la croissance du coût du travail dans l'industrie manufacturière italienne a été contrainte par les effets de la crise économique et financière et de la zone euro sur le marché de l'emploi ainsi que par des mesures réduisant la fiscalité assise sur la masse salariale à partir de 2012[3].

La productivité horaire du travail ralentit depuis 2011 mais continue de progresser plus rapidement que dans l'ensemble de la zone euro

La productivité horaire du travail (ratio de la valeur ajoutée en volume et des heures travaillées des salariés directs, c'est-à-dire hors intérim) a augmenté de 2,7 % en 2017, contre + 2,5 % lors des trois années précédentes. Ces gains de productivité ont été plus élevés qu'en Allemagne (+ 1,9 %), qu'en Espagne (+ 1,9 %), qu'en Italie (- 0,1 %) et que dans l'ensemble de la zone euro (+ 1,5 %).

La productivité horaire du travail dans l'industrie manufacturière française est toutefois en net ralentissement depuis 2011 (+ 2,1 % par an en moyenne depuis cette période, contre + 3,3 % par an entre 2000 et 2011 – *graphique 2*). Cette décélération est enregistrée dans la plupart des branches manufacturières, ainsi que dans l'ensemble des services marchands (+ 1,5 % par an moyenne depuis 2011, après + 2,7 % par an entre 2000 et 2011). Elle pourrait être imputable à un manque d'investissement dans les technologies du numérique[4], ou traduire une détérioration de l'efficience allocative des facteurs de production vers les entreprises les plus performantes[5]. La baisse des gains de productivité à la suite de la crise économique et financière et celle de la zone euro pourrait également s'expliquer par des phénomènes de rétention de main-d'œuvre, dont l'ampleur serait relativement différenciée selon les pays.

La productivité horaire du travail tend également à ralentir depuis 2011 dans l'industrie manufacturière allemande (+ 1,1 % par an en moyenne depuis 2011, contre 2,9 % par an entre 2000 et 2011) dans un contexte de hausse soutenue de l'emploi profitant davantage aux travailleurs peu qualifiés. Elle continue de croître à un rythme très modéré en Italie (+ 0,9 % par an depuis 2011, après + 1,2 % par an entre 2000 et 2011), où les gains de productivité ont sensiblement diminué dès le milieu des années 1990. La productivité horaire accélère au contraire depuis 2011 en Espagne (+ 2,9 % par an en moyenne, après + 1,9 % entre

[2] Dans la métallurgie, le syndicat professionnel IG Metall et la fédération patronale ont par exemple conclu en février 2018 un accord sur une augmentation des salaires de 4,3 %.

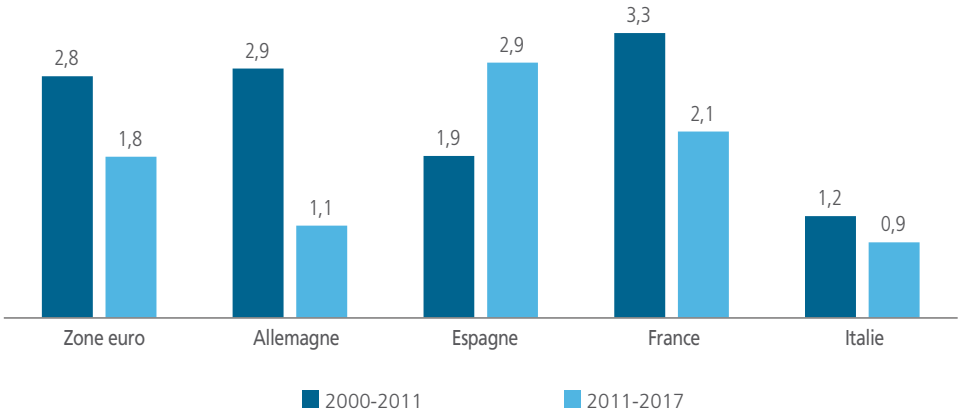
[3] Les mesures visant à réduire le coût du travail en Italie ont notamment comporté une baisse du coin socio-fiscal en 2012, une suppression de la part salariale de l'impôt régional sur les activités productives (Irap) pour les contrats en durée indéterminée en 2015 et une suppression des cotisations patronales pour les nouvelles embauches en CDI durant l'année 2015 valable pour trois ans.

[4] Sode A., « Comprendre le ralentissement de la productivité en France », La note d'analyse n°38, France Stratégie, janvier 2016.

[5] Cette G., Corde S. & Lecat R., « Stagnation de la productivité en France : héritage de la crise ou ralentissement structurel ? », Économie et statistiques, n°494-495-496, 2017.

Graphique 2 : Gains de productivité horaire du travail* dans l'industrie manufacturière dans les principaux pays de la zone euro

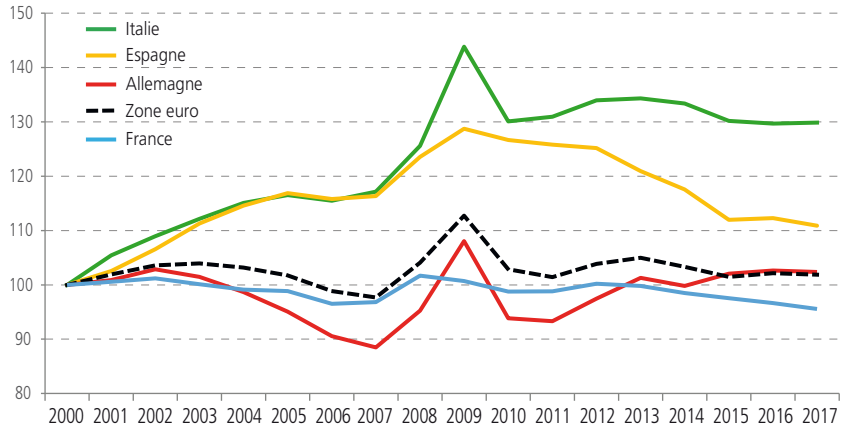
En %, moyenne annuelle par période



* valeur ajoutée en volume/heures travaillées des salariés directs.
Source : Eurostat, comptes nationaux trimestriels.

Graphique 3 : Évolution des coûts salariaux unitaires* dans l'industrie manufacturière dans les principaux pays de la zone euro

Indices base 100 en 2000



* coût horaire du travail/productivité horaire du travail.

Sources : Eurostat, enquête ECMO et ICT (coût horaire du travail), comptes nationaux trimestriels (productivité horaire du travail).

2000 et 2011), sous l'effet notamment des fortes destructions d'emplois enregistrées à la suite de la crise économique et financière puis de la zone euro.

Les coûts salariaux unitaires ont poursuivi leur recul

Les nouveaux gains de productivité enregistrés dans l'industrie manufacturière française en 2017 ont néanmoins plus que compensé les effets de l'augmentation du coût du travail. Les coûts salariaux unitaires (ratio du coût horaire et de la productivité horaire) ont en effet diminué de 1,2 % en 2017 *(tableau 1)*, après avoir déjà reculé lors des quatre années précédentes *(graphique 3)*.

Les coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière française ont une nouvelle fois évolué plus favorablement que dans l'ensemble de la zone euro en 2017 (- 0,2 %). Ils ont par exemple baissé de 0,3 % en Allemagne, après avoir augmenté entre 2012 et 2016 sous l'effet combiné de l'accélération du coût du travail et de la baisse des gains de productivité. Inversement, les coûts salariaux unitaires allemands avaient fortement diminué entre 2000 et 2007 (- 11,5 %, contre - 3,2 % en France), davantage que dans chacun des pays de la zone euro. En 2017, les coûts salariaux unitaires sont restés stables en Italie (+ 0,1 %), où ils stagnent depuis la fin de la crise économique et financière après avoir fortement augmenté dans les années 2000. Les coûts unitaires sont à l'inverse repartis à la baisse en Espagne (- 1,3 %), où ils reculent régulièrement depuis 2010 après avoir également progressé de manière soutenue lors de la décennie précédente.

L'industrie manufacturière a fait face à une augmentation du prix du pétrole et du taux de change de l'euro

Le prix du pétrole est reparti à la hausse en 2017

Le prix du baril de pétrole *Brent* (en dollars) a augmenté de 24,0 % en moyenne annuelle en 2017, enregistrant sa première hausse depuis 2012. Le prix du pétrole a progressé au cours du premier trimestre 2017 à la suite d'un accord sur la limitation de la production comprenant les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

Tableau 1 : Évolution du coût horaire du travail, de la productivité horaire du travail et des coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière en 2017

En %

	Zone euro	Allemagne	Espagne	France	Italie
Coût horaire du travail [1]	1,4	1,6	0,6	1,4	0,0
Productivité horaire du travail [2]	1,5	1,9	1,9	2,7	-0,1
Coûts salariaux unitaires [3]	-0,2	-0,3	-1,3	-1,2	0,1
Niveau du coût horaire du travail en 2017 (en €/h)	33,0	40,1	22,9	38,1	27,1

[1] salaires, charges patronales et taxes nettes des subventions liées à la masse salariale ou à l'emploi.
[2] valeur ajoutée en volume/heures travaillées des salariés directs.
[3] coût horaire du travail/productivité horaire du travail.
Sources : Eurostat, enquête ECMO et ICT (coût horaire du travail), comptes nationaux trimestriels (productivité horaire du travail).

et la Russie conclu en novembre 2016 *(graphique 4)*. Tiré par l'accélération de l'économie mondiale, il est de nouveau reparti à la hausse en fin d'année, à plus de 60 dollars par baril. En moyenne annuelle, le prix du pétrole a toutefois évolué à un niveau inférieur de moitié à son dernier point haut enregistré au mois de juin 2014, à partir duquel il avait chuté de 72,6 % jusqu'en janvier 2016. L'industrie manufacturière a également fait face au rebond des prix des autres matières premières industrielles (+ 20,5 % en dollars), qui avaient diminué lors des cinq années précédentes (- 44,9 % entre 2011 et 2016).

L'impact de l'augmentation du prix du pétrole sur la compétitivité-prix des entreprises manufacturières varie fortement selon leurs besoins en produits pétroliers bruts et raffinés. Ces besoins sont par exemple particulièrement élevés dans la cokéfaction-raffinage, l'industrie chimique et l'industrie du caoutchouc, du plastique et des produits minéraux non métalliques, qui représentaient 16,3 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière en 2016, soit un niveau similaire à celui enregistré dans l'ensemble de la zone euro (16,6 % en 2016) et légèrement plus élevé qu'en Allemagne (15,6 % en 2015).

L'effet des variations du prix du pétrole sur l'industrie manufacturière transite également par l'évolution de la demande en produits manufacturés. Les entreprises manufacturières françaises ont effet pâti de l'effet négatif de ces hausses de prix sur la demande adressée par les consommateurs et les entreprises en France et dans les autres pays non producteurs de matières premières. À l'inverse, elle a bénéficié de son impact positif sur la demande intérieure des pays producteurs. Par exemple, les pays de l'OPEP et la Russie concentraient 5,4 % de l'ensemble des exportations françaises de produits manufacturés en 2017, davantage que l'Allemagne (4,3 %) ou l'ensemble des pays de la zone euro (4,6 %). Le poids de ces pays dans les exportations françaises est particulièrement élevé dans la construction aéronautique et spatiale (9,2 %), l'industrie pharmaceutique (8,8 %) et la fabrication de machines et équipements (6,3 %).

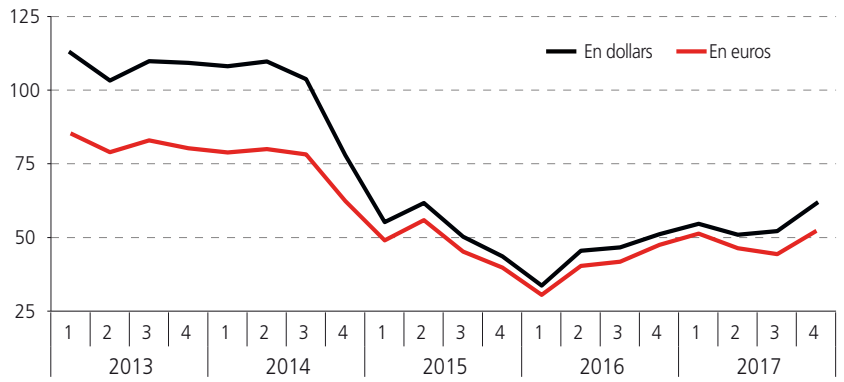
Le taux de change effectif nominal de la France s'est apprécié pour la deuxième année consécutive

L'accélération de l'activité économique a contribué à l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar (+ 2,0 % sur l'ensemble de l'année 2017). Situé aux environs de 1,06 dollar en début d'année, ce taux de change a fortement progressé lors des deuxième et troisième trimestres, avant de se stabiliser autour de 1,18 dollar. Il est néanmoins resté inférieur de 18,3 % à son dernier point haut de mars 2014 sur l'ensemble de l'année 2017.

L'euro a également progressé face à la livre sterling (+ 7,0 % en moyenne annuelle), au yen (+ 5,3 %), au yuan (+ 3,8 %) et au franc suisse (+ 2,0 %), mais a reculé par rapport au rouble (- 11,2 %), au réal (- 6,7 %) et au won (- 0,7 %). Le taux de change effectif nominal[6] de la France s'est ainsi apprécié de 1,1 % en 2017 (après + 1,6 % en 2016 – *graphique 5*), soit à un rythme similaire à ceux enregistrés en Espagne (+ 1,2 %), en Allemagne (+ 1,1 %), ou en Italie (+ 1,0 %). Sur l'ensemble de l'année 2017, le taux de change effectif nominal a également progressé en Corée du Sud (+ 2,9 %), mais a reculé au Royaume-Uni (- 5,9 % en 2017), au Japon (- 3,6 %), en Chine (- 2,5 %), et plus légèrement aux États-Unis (- 0,2 %). La sensibilité des industries manufacturières de la zone euro aux fluctuations de la monnaie unique

[6] Le taux de change effectif nominal tient compte des fluctuations de l'euro par rapport à l'ensemble des monnaies étrangères et de l'intensité des échanges avec l'ensemble des partenaires commerciaux. Il diffère donc selon les pays de la zone euro.

Graphique 4 : Prix du baril de pétrole (Brent) en dollars et en euros



Source : Insee.

Tableau 2 : Poids des pays hors zone euro dans les échanges de produits manufacturés de la France en 2017

Exportations FAB, importation CAF, données brutes estimées des données tardives, en %

	Exportations	Importations
Industrie manufacturière	55	51
Produits de la construction aéronautique et spatiale	76	64
Autres matériels de transport (naval, ferroviaire, etc.)	67	58
Produits pharmaceutiques	64	49
Produits manufacturés divers	62	68
Machines et équipements	59	45
Produits informatiques, électroniques et optiques	58	79
Équipements électriques	58	63
Textile, habillement, cuir et chaussures	56	72
Produits des industries agroalimentaires	54	36
Produits chimiques	53	38
Produits pétroliers raffinés et coke	52	61
Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	48	39
Produits métallurgiques et produits métalliques	43	37
Bois, papier et carton	38	32
Produits de l'industrie automobile	36	37

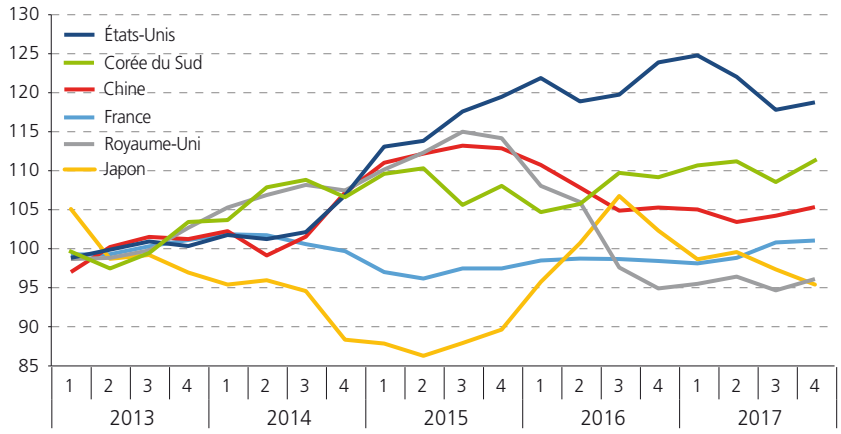
Source : Douanes.

varie selon le poids des marchés hors zone euro dans leurs exportations, qui atteignait 55 % en France en 2017, contre 48 % en Espagne, 60 % en Italie et 64 % en Allemagne. Le poids des marchés hors zone euro dans les exportations françaises est surtout relativement élevé dans la construction aéronautique et spatiale (76 %), qui a développé des techniques de couverture contre les risques de change, ainsi que dans les matériels de transport hors automobile et aéronautique (naval, ferroviaire etc. ; 67 %) et l'industrie pharmaceutique (64 % – *tableau 2*). Cette part est à l'inverse beaucoup plus faible dans l'industrie automobile (36 %) et la fabrication de produits en bois, papier et carton (38 %).

Une appréciation du taux de change de l'euro exerce également des pressions déflationnistes sur le prix des importations françaises, dégradant la compétitivité-prix des producteurs français sur leur marché intérieur. Cet effet déflationniste réduit néanmoins le coût des consommations intermédiaires importées pour certaines entreprises et affecte positivement la demande adressée par les consommateurs ayant bénéficié de nouveaux gains de pouvoir d'achat. En France, les approvisionnements hors zone euro représentaient 51 % des importations manufacturières totales en 2017, mais étaient particulièrement importants dans la fabrication de produits informatiques électroniques et optiques

Graphique 5 : Taux de change effectif nominal de la France et des autres principaux pays hors zone euro

Indices base 100 en 2013



Source : Banque des règlements internationaux.

(79 %) et l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (72 %).

Les prix de production de l'industrie manufacturière ont augmenté pour la première fois depuis 2012 en moyenne annuelle, mais moins fortement que dans l'ensemble des pays de la zone euro

Les prix de production dans l'industrie manufacturière française ont plus modérément augmenté à destination des marchés hors zone euro

Le rebond des prix des matières premières a conduit à la première hausse des prix de production en euros dans l'industrie manufacturière française depuis 2012 (+ 2,2 % en moyenne annuelle). Cette progression a concerné la plupart des produits manufacturés français. Elle a aussi davantage concerné les prix à destination des marchés français (+ 2,4 %) et de la zone euro (+ 2,5 %) que ceux destinés aux marchés hors zone euro (+ 1,2 %).

La divergence entre les prix des exportations françaises à destination des marchés de la zone euro et hors zone euro s'est concentrée lors des deuxième et troisième trimestres de l'année 2017, soit au cours de l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar *(graphique 6)*. Cette appréciation aurait donc conduit les exportateurs hors zone euro à consentir à des efforts de marges afin de limiter la dégradation de leur compétitivité-prix en zone dollar. Ces écarts d'évolution entre les prix de production à destination des marchés de la zone euro et hors zone euro ont concerné la plupart des produits manufacturés français en 2017. Ils ont également été enregistrés dans les industries manufacturières allemande (respectivement + 2,2 % et + 1,2 %) et italienne (+ 2,0 % et + 1,4 %).

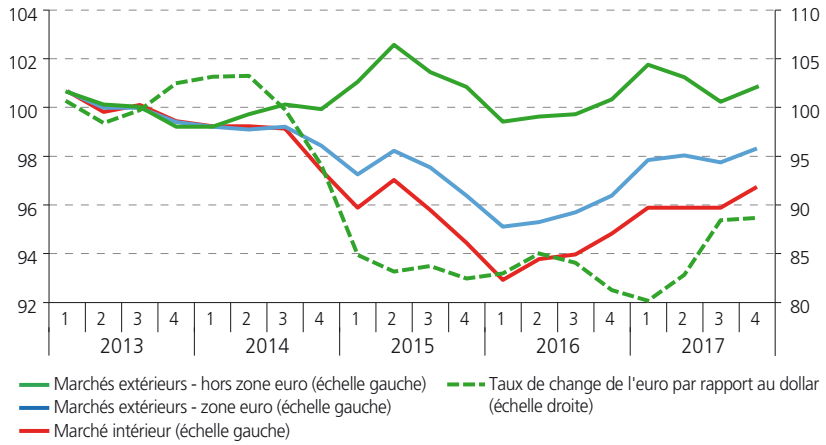
De tels efforts de marge avaient déjà été observés au cours de l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar entre 2001 et 2008, pendant laquelle les prix des exportations hors zone euro avaient progressé beaucoup moins rapidement (+ 1,1 % par an en moyenne) que les prix des exportations en zone euro (+ 2,5 % par an) ou que ceux destinés au marché intérieur (+ 2,3 % par an). Inversement, les industriels avaient profité de la dépréciation de la monnaie unique à partir de 2014 pour maintenir leurs prix hors zone euro malgré la baisse du prix du pétrole, et ainsi redresser leurs marges. Les prix des exportations hors zone euro avaient en effet été beaucoup plus dynamiques (+ 0,7 % par an en euros en moyenne entre 2013 et 2015) que ceux des exportations vers la zone euro (- 1,3 % par an) ou destinés au marché intérieur (- 2,1 % par an).

La compétitivité-prix de l'industrie manufacturière française s'est améliorée vis-à-vis des pays de la zone euro...

La hausse des prix de production dans l'industrie manufacturière française en 2017 (+ 2,2 %) a été moins forte que dans l'ensemble des pays de la zone euro (+ 2,7 %). Cette divergence prolonge la tendance à l'amélioration de la compétitivité-prix des entreprises manufacturières françaises par rapport aux autres pays de la zone euro depuis 2013 (baisse des prix de 2,9 % en France depuis cette période, contre - 0,8 % dans l'ensemble de la zone euro), y compris vis-à-vis de l'Allemagne (+ 1,1 %), l'Espagne (- 1,1 %) et l'Italie (- 1,0 %). Cette amélioration concerne la plupart des produits manufacturés français, en particulier ceux de la

Graphique 6 : Évolution des prix de production dans l'industrie manufacturière française (en euros) selon le type de marché et du taux de change de l'euro par rapport au dollar

Indices base 100 en 2013



Source : Eurostat.

Tableau 3 : Évolution des prix de production dans l'industrie manufacturière en France et dans l'ensemble de la zone euro

En %

	2017/2016		2017/2013	
	France	Zone euro	France	Zone euro
Industrie manufacturière	2,2	2,7	-2,9	-0,8
Cokéfaction et raffinage	19,0	15,7	-33,0	-26,9
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	4,7	6,2	0,3	1,9
Industrie chimique	4,5	4,1	-5,7	-3,0
Industries agroalimentaires	1,4	2,6	-1,6	0,5
Caoutchouc, plastique et produits minéraux non métalliques	1,1	0,8	-1,7	0,3
Équipements électriques	0,8	1,0	-2,2	1,8
Réparation, installation et produits manufacturés divers	0,8	0,6	3,9	4,3
Industrie pharmaceutique	0,8	-0,4	-3,6	1,5
Bois, papier et imprimerie	0,7	0,7	0,8	0,1
Matériels de transport hors automobile (aéronautique, naval, ferroviaire, etc.)	0,4	0,9	0,7	2,5
Machines et équipements	0,3	0,9	1,2	3,7
Industrie automobile	-0,3	0,2	1,2	1,4
Produits informatiques, électroniques et optiques	-0,6	0,5	-0,3	4,7
Textile, habillement, cuir et chaussures	-1,2	0,3	0,1	2,6

Source : Eurostat.

cokéfaction-raffinage, de l'industrie pharmaceutique, de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques et de celle d'équipements électriques *(tableau 3)*.

Ce renforcement de la compétitivité-prix s'observe également sur l'ensemble des destinations des produits français. Sur les marchés extérieurs situés dans la zone euro, les prix des exportations françaises ont par exemple davantage reculé (- 2,0 % depuis 2013) que les prix des exportations de l'ensemble des pays ayant adopté la monnaie unique (- 0,4 %) ou que ceux destinés à leurs propres marchés intérieurs (- 1,7 % en moyenne). Sur les marchés hors zone euro, les prix des exportations françaises ont augmenté moins fortement (+ 1,0 % depuis 2013) que les prix des exportations de l'ensemble des pays de la zone euro (+ 1,7 %). Sur le marché intérieur français, les prix de production des entreprises françaises ont diminué plus rapidement (- 3,9 % depuis 2013) que les prix des importations en provenance des pays de la zone euro (- 3,2 %).

... mais s'est dégradée par rapport aux pays hors zone euro

En 2017, les prix des produits manufacturés français ont toutefois progressé plus fortement que les prix des importations en provenance des pays hors zone euro, à la fois sur le marché français (respectivement + 2,4 % et + 1,6 %) et sur l'ensemble des marchés de la zone euro (+ 2,5 % et + 1,9 %). La compétitivité-prix de l'industrie manufacturière vis-à-vis des pays hors zone euro se dégrade régulièrement depuis la fin de la crise économique et financière. En 2017, les entreprises manufacturières originaires des pays hors zone euro ont également pu bénéficier des effets déflationnistes de l'appréciation du taux de change de l'euro sur leurs prix de vente.

Le taux de marge dans l'industrie manufacturière se stabilise à un niveau élevé

Le taux de marge a très légèrement diminué en 2017

Le taux de marge (ratio de l'excédent brut d'exploitation et des revenus mixtes à la valeur ajoutée) dans l'ensemble des branches manufacturières françaises a diminué de 0,1 point en 2017[7], après s'être stabilisé en 2016 *(graphique 7)*. En 2017, le taux de marge a été soutenu par l'amélioration de la conjoncture et par la hausse plus rapide des gains de productivité que du coût du travail. Il a toutefois pâti des effets de l'augmentation du prix du pétrole et des efforts de marge consentis par les entreprises exportatrices hors zone euro.

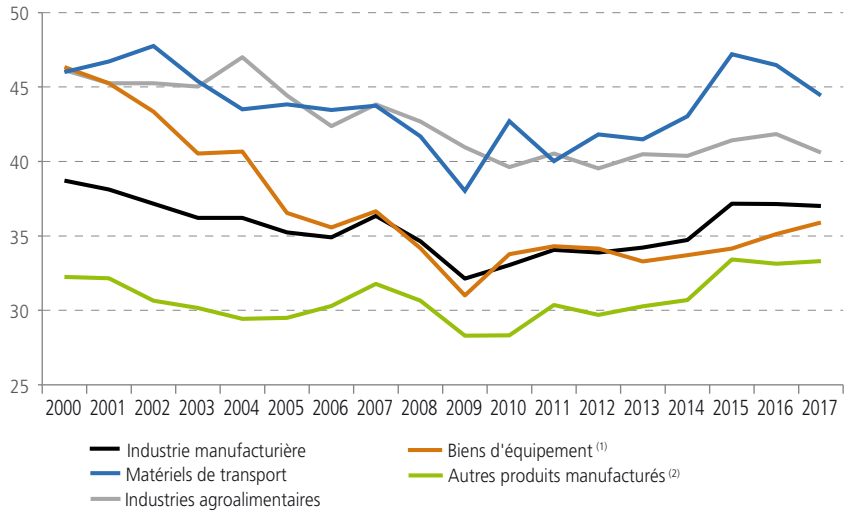
Le taux de marge dans l'industrie manufacturière s'est établi à 37,0 % sur l'ensemble de l'année, soit à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme (34,8 % en moyenne entre 1978 et 2017). Cette stabilisation des marges à un niveau élevé pourrait permettre une reprise durable de l'investissement et le redressement de la compétitivité hors prix de l'industrie manufacturière française, qui se serait dégradée entre 2008 et 2013 selon une étude du Conseil d'analyse économique[8].

[7] Les données sur le taux de marge diffèrent sensiblement de celles présentées dans Le 4 Pages de la DGE n°82 (avril 2018) « L'industrie manufacturière en 2017 : accélération de la production, hausse de l'emploi mais nouvelle dégradation du solde extérieur » en raison d'une révision des données des comptes nationaux.

[8] Le Bas M., Fontagné L., Martin P., Mayer T., « À la recherche des parts de marché perdues », Note du Conseil d'Analyse Économique, n° 23, 2013.

Graphique 7 : Évolution du taux de marge* dans l'industrie manufacturière française

En %



* excédent brut d'exploitation et revenus mixtes/valeur ajoutée.
(1) fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques ; fabrication d'équipements électriques ; machines et équipements.
(2) textile, habillement, cuir et chaussures ; bois, papier et imprimerie ; industrie chimique ; industrie pharmaceutique ; caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques ; métallurgie et produits métalliques ; réparation, installation et produits manufacturés divers.
Source : Insee, comptes nationaux annuels.

L'évolution du taux de marge en 2017 a néanmoins été relativement hétérogène selon les branches manufacturières. Il a par exemple poursuivi sa progression dans la fabrication de biens d'équipements (+ 0,8 point, à 35,9 %) et a légèrement rebondi dans celle d'autres produits manufacturés (+ 0,2 point, à 33,3 %). Inversement, le taux de marge a rechuté dans les industries agroalimentaires (- 1,2 point, à 40,6 %) et a reculé pour la deuxième année de suite dans la fabrication de matériels de transport (- 2,0 points, à 44,4 %), où il avait fortement augmenté entre 2009 et 2015 (+ 9,2 points pendant cette période).

Sur plus longue période, le redressement des marges suivant la crise économique et financière a concerné la plupart des branches manufacturières

La consolidation des marges dans l'industrie manufacturière fait suite à six années de forte progression ayant suivi la crise économique et financière de 2008-2009 (+ 4,9 points depuis 2009). Cette augmentation est notamment imputable à la mise en place du CICE, qui y a contribué à hauteur de + 0,9 point entre 2013 et 2015. Le redressement

Tableau 4 : Niveau du taux de marge* dans l'industrie manufacturière française selon les branches

En %

	2000	2009	2016
Industrie manufacturière	38,7	32,1	37,1
Industrie pharmaceutique	62,9	64,1	62,4
Coséfaction-raffinage	51,8	26,8	61,7
Industrie chimique	44,3	41,3	47,1
Matériels de transport	46,0	38,0	46,5
Produits informatiques, électroniques et optiques	54,1	41,1	44,1
Industries agroalimentaires	46,1	41,0	41,8
Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	33,5	30,5	33,6
Textile, habillement, cuir et chaussures	20,1	21,4	30,0
Machines et équipements	36,8	23,9	29,9
Équipements électriques	45,1	26,9	29,1
Bois, papier et imprimerie	27,5	18,2	26,6
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	29,5	20,1	23,6
Réparation, installation et produits manufacturés divers	20,8	16,4	23,0

*excédent brut d'exploitation et revenus mixtes/valeur ajoutée.
Source : Insee, comptes nationaux annuels.

du taux de marge a également été permis par l'amélioration de la conjoncture internationale, notamment la baisse du prix du pétrole et du taux de change de l'euro entre 2014 et 2016. Le taux de marge de l'ensemble des branches manufacturières françaises avait auparavant fortement reculé dans les années 2000 (- 6,6 points entre 2000 et 2009) sous l'effet de l'augmentation du prix du pétrole et du taux de change de l'euro par rapport au dollar, de l'intensification de la concurrence internationale et de l'impact de la crise économique et financière. En 2017, ce taux de marge se situait toujours 1,7 point en deçà de son dernier point haut atteint en 2000 (38,7 %).

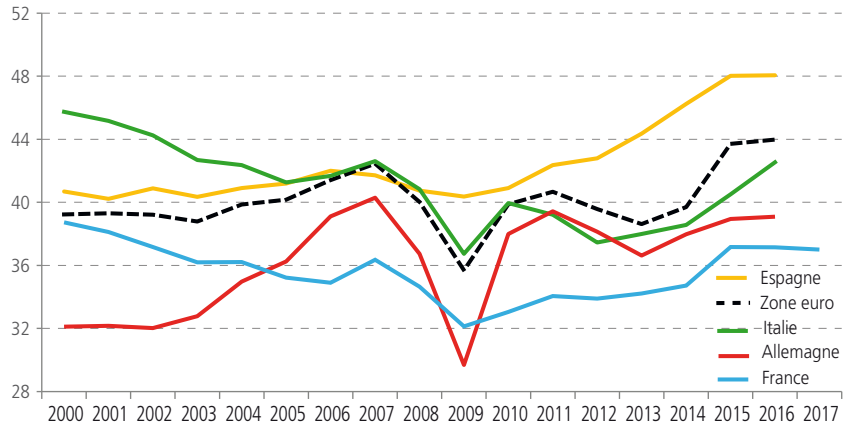
À un niveau plus fin de la nomenclature, le redressement des marges a concerné la plupart des branches manufacturières *(tableau 4)*. En 2016 (dernière année disponible à ce niveau de nomenclature), le taux de marge avait même largement dépassé son niveau de 2000 dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (+ 10,0 points par rapport à 2000), la cokéfaction-raffinage (+ 9,9 points), l'industrie chimique (+ 2,8 points) et la branche « réparation, installation et produits manufacturés divers » (+ 2,2 points). Néanmoins, les marges n'ont toujours pas effacé leur chute enregistrée dans les années 2000 dans la fabrication d'équipements électriques (- 16,1 points), celle de produits informatiques, électroniques et optiques (- 10,1 points), la branche « machines et équipements » (- 6,9 points), la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (- 5,8 points) et les industries agroalimentaires (- 4,3 points).

Le taux de marge est moins élevé que dans les autres principales économies de la zone euro

Le taux de marge de l'ensemble des branches manufacturières françaises est toujours moins élevé qu'en Allemagne (39,1 % en 2016), où il est en relative stagnation depuis la fin de la modération salariale au début des années 2010 *(graphique 8)*. Le taux de marge des branches manufacturières allemandes avait auparavant fortement progressé entre 2000 et 2007 (de 32,1 % à 40,3 %), période pendant laquelle les industriels allemands avaient bénéficié d'une augmentation sensiblement plus rapide de la productivité que du coût du travail et avaient moins pâti des effets de la dégradation de la conjoncture internationale (appréciation de l'euro, hausse du prix du pétrole) en raison du niveau élevé de leur compétitivité hors prix. Le taux de marge se situe également à un niveau sensiblement plus élevé qu'en France (mais aussi qu'en Allemagne) en Espagne (48,3 % en 2016) et en Italie (42,5 %).

Graphique 8 : Taux de marge* dans l'industrie manufacturière dans les principaux pays de la zone euro

En %



* excédent brut d'exploitation et revenus mixtes/valeur ajoutée.
Sources : Insee (France) et Eurostat, comptes nationaux annuels.

Facteurs de production

Y compris intérim, l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière a augmenté, pour la première fois depuis 2001

Les effectifs salariés totaux ont augmenté de 31 200 dans l'industrie manufacturière en 2017

L'emploi salarié direct dans l'industrie manufacturière a diminué de 3 600 en moyenne annuelle en 2017, mais a progressé de 7 100 sur un an au quatrième trimestre

Les effectifs salariés directs (c'est-à-dire hors intérim) dans l'industrie manufacturière française ont progressé de 7 100 entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017, enregistrant leur première hausse en glissement annuel depuis 2000. En moyenne annuelle, l'emploi salarié direct a diminué de 3 600 en 2017 (- 0,1 % – *tableau 1*)[1], la baisse la plus faible depuis 2001. En baisse structurelle (- 49 % depuis 1974, soit 61 000 salariés directs en moins par an en moyenne), l'emploi salarié manufacturier direct évolue moins favorablement que la production sous l'effet de gains de productivité élevés.

L'amélioration de l'emploi salarié direct dans l'industrie manufacturière en 2017, sur l'ensemble de l'année, a été particulièrement marquée au deuxième semestre, au cours duquel les effectifs ont légèrement rebondi (+ 8 300 entre fin juin et fin décembre 2017). Elle prolonge la tendance à la réduction des pertes d'emplois observée depuis 2010 (27 200 salariés directs en moins par an en moyenne) dans un contexte de moindres gains de productivité (voir *chapitre 3 : Facteurs de compétitivité*). Les

[1] Moyenne de l'emploi (en nombre de personnes) des quatre fins de trimestre de chaque année.

Tableau 1 : Emploi salarié direct et intérimaire dans l'industrie manufacturière en 2017

En nombre de personnes, moyenne des quatre fins de trimestre de chaque année, CVS

	Niveaux en 2017			Variation entre 2016 et 2017					
	Total	Direct	Intérim	Total		Direct		Intérim	
	en milliers			en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %
Industrie manufacturière	3 062	2 774	288	31,2	1,0	-3,6	-0,1	34,8	13,8
Industries agroalimentaires	629	574	55	8,2	1,3	3,9	0,7	4,3	8,5
Métallurgie et produits métalliques	421	378	42	5,1	1,2	-2,1	-0,5	7,1	20,4
Matériels de transport	393	345	48	4,5	1,2	0,1	0,0	4,4	10,0
Industrie automobile	n.d.	192	n.d.	n.d.	n.d.	-3,1	-1,6	n.d.	n.d.
Matériels de transport hors automobile	n.d.	153	n.d.	n.d.	n.d.	3,2	2,1	n.d.	n.d.
Caoutchouc, plastique, et autres produits minéraux non métalliques	301	267	35	2,7	0,9	-1,4	-0,5	4,1	13,5
Réparation, installation et produits manufacturés divers	276	276	22	0,7	0,3	0,7	0,3	2,8	14,6
Machines et équipements	198	178	20	2,6	1,3	-1,5	-0,8	4,0	25,3
Bois, papier et imprimerie	195	179	16	-1,1	-0,6	-3,1	-1,7	2,0	14,6
Industrie chimique	154	141	13	1,8	1,2	0,3	0,2	1,5	13,8
Produits informatiques, électroniques et optiques	141	133	8	1,0	0,7	0,2	0,1	0,9	12,0
Équipements électriques	120	107	12	-0,6	-0,5	-1,8	-1,6	1,2	10,5
Textile, habillement, cuir et chaussures	113	104	9	2,5	2,3	0,7	0,6	1,9	26,1
Industrie pharmaceutique	89	82	7	1,0	1,2	0,6	0,7	0,4	6,9
Cokéfaction-raffinage	10	9	1	-0,1	-1,0	-0,1	-1,6	0,1	11,3

n.d. : non disponible.
Source : Insee-Dares-Acoss.

effectifs s'étaient auparavant repliés de 74 800 par an en moyenne entre 2001 et 2008, avant de se contracter plus fortement encore en 2009 et en 2010 à la suite de la crise économique et financière (- 131 700 par an en moyenne). L'amélioration de la situation de l'emploi dans l'industrie manufacturière s'illustre également par la forte croissance du nombre de contrats en CDI conclus sur l'ensemble de l'année (+ 11,8 % en 2017), qui progresse beaucoup plus rapidement que lors de la phase de croissance du milieu des années 2000 (+ 6,9 % par an en moyenne depuis 2013, contre + 2,2 % par an entre 2003 et 2007).

L'évolution de l'emploi salarié direct selon les différents secteurs manufacturiers n'a pas reflété les écarts de performances en termes de production

L'emploi salarié direct a augmenté dans sept secteurs manufacturiers en 2017 *(tableau 1)*, qui enregistrent pour la plupart une évolution plus favorable de leurs effectifs que la moyenne de l'industrie manufacturière depuis la reprise de l'activité en 2013 *(graphique 1)*. Ainsi, les effectifs salariés directs ont fortement accéléré dans la fabrication de matériels de transport hors automobile[2] (2,1 %, après + 0,6 % en 2016), où ils progressent régulièrement depuis 2006. L'emploi salarié direct a également continué d'évoluer favorablement dans les industries agroalimentaires (+ 0,7 %), qui constituent le premier pourvoyeur d'emploi dans l'industrie manufacturière (21 % des effectifs salariés directs totaux), ainsi que dans l'industrie pharmaceutique (+ 0,7 %). Le dynamisme de l'activité a soutenu la croissance des effectifs dans l'industrie chimique (+ 0,2 %) et la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 0,1 %). Par ailleurs, l'emploi salarié direct a rebondi dans les secteurs « textile, habillement, cuir et chaussures » (+ 0,6 %, première hausse depuis plus de 25 ans) et « réparation, installation et produits manufacturés divers » (+ 0,3 %, première hausse depuis 2000) malgré la forte contraction de la production dans ces deux branches en 2017.

L'emploi salarié direct a reculé dans les autres secteurs, mais moins fortement qu'en 2016. C'est notamment le cas de l'industrie automobile (- 1,6 % en 2017), qui a enregistré les plus fortes réductions d'effectifs depuis 2013 alors même qu'elle constitue la branche la plus dynamique en termes de production *(graphique 2)*. Les effectifs salariés directs ont également continué de reculer plus rapidement que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière dans l'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie (- 1,7 %), la cokéfaction-raffinage (- 1,6 %), la fabrication de machines et équipements (- 0,8 %), la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (- 0,5 %) et l'industrie du caoutchouc, du plastique et des produits minéraux non métalliques (- 0,5 %), malgré la hausse de leur production en 2017. L'emploi salarié direct s'est aussi fortement contracté dans la fabrication d'équipements électriques (- 1,6 %).

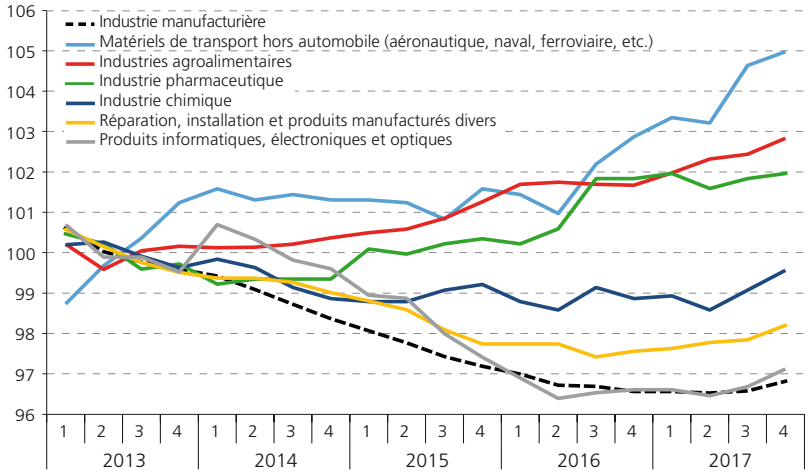
L'évolution des effectifs salariés directs a également été hétérogène selon les régions

La variation des effectifs salariés directs en 2017 a été relativement hétérogène à travers le territoire, confirmant des tendances observées depuis la crise économique et financière de 2008-2009. L'emploi salarié direct a progressé dans six régions de

[2] Construction aéronautique et spatiale, navale, ferroviaire, etc.

Graphique 1 : Secteurs dont l'emploi salarié direct* évolue à un rythme supérieur à la moyenne de l'industrie manufacturière française depuis 2013

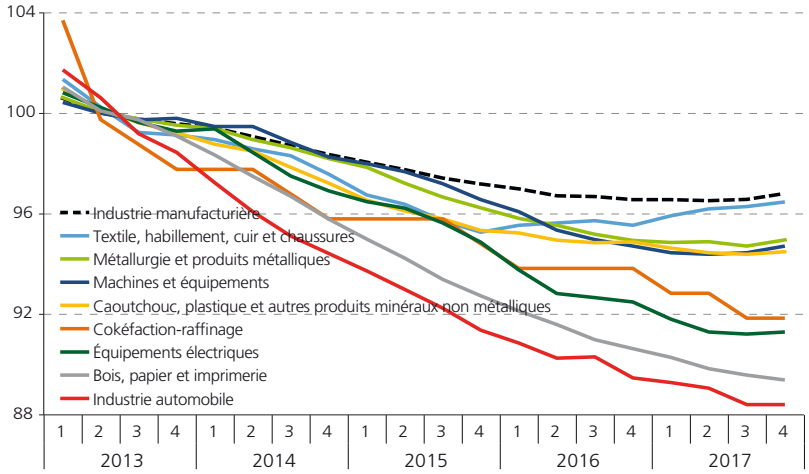
Indices base 100 en 2013, CVS



* en nombre de personnes en fin de trimestre.
Source : Insee-Dares-Acoss.

Graphique 2 : Secteurs dont l'emploi salarié direct* évolue à un rythme inférieur à la moyenne de l'industrie manufacturière française depuis 2013

Indices base 100 en 2013, CVS



* en nombre de personnes en fin de trimestre.
Source : Insee-Dares-Acoss.

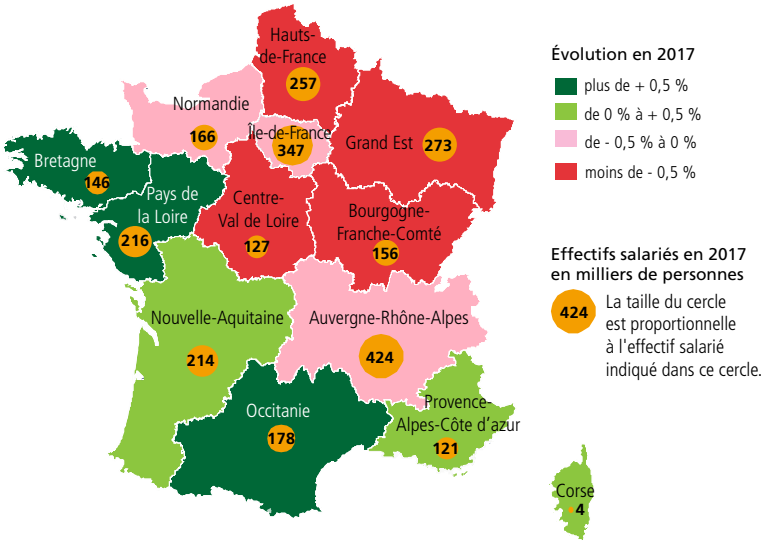
France métropolitaine *(carte)*, notamment dans les Pays de la Loire (+ 1,4 %), en Occitanie (+ 0,9 %) et en Bretagne (+ 0,5 %). Il s'est contracté tout en évoluant à un rythme proche de la moyenne nationale en Auvergne-Rhône-Alpes (- 0,1 %) et en Île-de-France (- 0,3 %), qui constituent les deux principales régions en termes d'emplois salariés manufacturiers (respectivement 16 % et 13 % des effectifs totaux). Les effectifs salariés directs ont dans le même temps fortement diminué dans les régions Bourgogne-Franche-Comté (- 1,2 %), Hauts-de-France (- 1,1 %) et Grand Est (- 0,9 %).

Cette forte disparité est en partie imputable à la spécialisation des régions dans des secteurs plus ou moins porteurs. Les écarts de performances entre régions auraient néanmoins été relativement importants si la structure sectorielle de l'emploi manufacturier avait été identique sur l'ensemble du territoire. Par exemple, les effectifs des régions Pays de la Loire et Occitanie ont enregistré des performances supérieures à la moyenne nationale dans presque tous les secteurs en 2017. Inversement, l'emploi salarié direct a évolué moins favorablement que sur l'ensemble du territoire dans la plupart des secteurs des régions Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France et Grand Est, alors même que les effectifs totaux de ces régions pâtissent déjà de leur spécialisation dans des secteurs enregistrant des pertes d'emplois élevées depuis de nombreuses années.

L'emploi salarié direct a évolué moins favorablement que dans la plupart des pays de l'Union européenne

L'emploi salarié direct (hors intérim) dans l'industrie manufacturière a augmenté de 1,8 % dans l'ensemble de l'Union européenne (après + 1,3 % en 2016) et de 1,4 % dans l'ensemble de la zone euro (après + 0,8 % en 2016 – *tableau 2*). En hausse pour la quatrième année consécutive, les effectifs salariés directs européens sont traditionnellement portés par une production plus dynamique qu'en France et des gains de productivité relativement moins élevés.

Carte : Emploi salarié direct* de l'industrie manufacturière dans les régions en 2017



* en nombre de personnes, moyenne des quatre fins de trimestre de chaque année.
Source : Acoss

Selon les données des comptes nationaux, l'emploi salarié direct a progressé dans tous les pays de l'Union européenne en 2017, à l'exception de la France, de la Lettonie (- 0,6 %), de la Lituanie (- 0,4 %) et de la Finlande (- 0,1 %). Il a par exemple augmenté pour la septième année consécutive en Allemagne (+ 1,2 %), dont le nombre de salariés se situe à son plus haut niveau depuis 2002. Les effectifs ont continué de croître à un rythme soutenu en Espagne (+ 3,1 %), où ils avaient fortement pâti des effets de la crise économique et financière puis celle de la zone euro (- 28,7 % entre 2008 et 2013). L'emploi salarié direct a progressé pour la deuxième année consécutive en Italie (+ 1,2 %) et pour la troisième fois en quatre ans dans l'industrie manufacturière britannique (+ 1,1 %), où le nombre de salariés avait diminué le plus rapidement parmi les pays de l'Union européenne entre 2000 et 2013 (- 36,4 %). Les effectifs salariés directs ont de nouveau augmenté à un rythme supérieur à la moyenne européenne dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, comme la Slovaquie (+ 4,7 %), la Roumanie (+ 4,4 %), la Pologne (+ 4,2 %) ou la Hongrie (+ 3,3 %).

La nouvelle hausse de l'emploi intérimaire a permis le premier rebond de l'emploi salarié total depuis 2001

Les effectifs salariés intérimaires ont progressé pour la quatrième année consécutive en 2017 (+ 13,8 %, soit + 34 800). Cette hausse, qui a concerné l'ensemble des secteurs manufacturiers, est la plus importante depuis le rebond de 2010 suivant la crise économique et financière. Elle a également conduit au premier rebond de l'emploi salarié total (y compris intérim) dans l'industrie manufacturière depuis 2001 (+ 1,0 % en moyenne annuelle, soit + 31 200 – *graphique 3*).

Tableau 2 : Évolution de l'emploi salarié direct* dans l'industrie manufacturière en Europe

En %

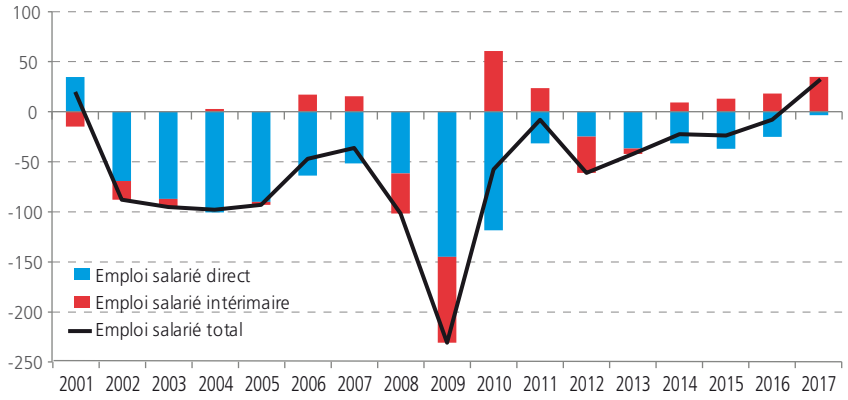
	2017	2016	2017/ 2013	2017/ 2007	2017/ 2000
Union européenne	1,8	1,3	4,0	-7,6	-13,5
Zone euro	1,4	0,8	2,1	-8,5	-13,9
Allemagne	1,2	0,3	2,7	5,6	-2,3
Espagne	3,1	3,1	8,1	-23,8	-24,7
France	-0,1	-0,9	-3,4	-15,7	-25,4
Italie	1,2	1,1	0,0	-14,0	-13,4
Royaume-Uni	1,1	-0,3	2,1	-10,8	-35,0

* en nombre de personnes.
Sources : Insee-Dares-Acoss (France) et Eurostat, comptes nationaux annuels (autres pays).

L'emploi salarié total a progressé dans la plupart des secteurs en 2017. Il a par exemple été relativement dynamique dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (+ 2,3 %), la fabrication de machines et équipements (+ 1,3 %), l'industrie chimique (+ 1,2 %) et la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (+ 1,2 %), qui ont enregistré de fortes hausses d'effectifs salariés intérimaires en 2017. L'emploi salarié total a augmenté pour la quatrième année consécutive dans les industries agroalimentaires (+ 1,3 %) et pour la troisième année de suite dans l'industrie pharmaceutique (+ 1,2 %), où les effectifs totaux ont également été tirés par la croissance de l'emploi salarié direct. À l'inverse, les effectifs salariés totaux s'est de nouveau contracté dans la coséfaction-raffinage (- 1,0 %), l'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie (- 0,6 %) et la fabrication d'équipements électriques (- 0,5 %) malgré la hausse de l'emploi intérimaire.

Graphique 3 : Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière française

En milliers de personnes, moyenne des quatre fins de trimestre de chaque année, CVS



Source : Insee-Dares-Acoss.

Le taux de recours à l'intérim dans l'industrie manufacturière s'est établi à son plus haut niveau historique

Le recours au travail intérimaire par les entreprises peut être motivé par le besoin de réalisation de travaux précis et temporaires dans le cadre du remplacement d'un salarié ou de l'attente de sa prise de fonction, de la réalisation de tâches saisonnières ou bien d'un accroissement temporaire de l'activité. L'emploi salarié intérimaire permet aux entreprises manufacturières d'adapter rapidement leurs effectifs à l'évolution de la conjoncture. Ce type d'emploi augmente en effet régulièrement depuis la fin de la crise de la zone euro (+ 7,7 % par an en moyenne depuis 2013) et avait déjà réagi rapidement au rebond de l'activité ayant suivi la crise économique et financière de 2008-2009. De manière similaire, les effectifs intérimaires avaient sensiblement diminué dès le début de la crise économique et financière puis celle de la zone euro.

Au-delà des variations conjoncturelles, le besoin de flexibilité exprimé par les entreprises se traduit par une hausse tendancielle du poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié manufacturier total. Ce taux de recours à l'intérim s'est élevé à 9,4 % sur l'ensemble de l'année 2017, soit son plus haut niveau historique. Il tend à augmenter dans l'ensemble des secteurs, tout en demeurant relativement hétérogène. Le poids de l'intérim dans l'emploi salarié total est par exemple traditionnellement élevé dans la fabrication de matériels de transport (12,3 % en 2017), l'industrie du caoutchouc, du plastique et des autres produits minéraux non métalliques (11,5 %) et la fabrication d'équipements électriques (10,3 %), mais nettement inférieur à la moyenne de l'industrie manufacturière dans la cokéfaction-raffinage (5,4 %) et la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (5,8 %). Le travail intérimaire est par ailleurs sensiblement plus développé dans l'industrie manufacturière que dans les services, où il progresse aussi régulièrement depuis 2013 (+ 12,4 % par an en moyenne) mais ne représentait que 1,5 % de l'emploi salarié total en 2017. L'industrie manufacturière se démarque également par une durée moyenne plus élevée des missions d'intérim, qui atteignait 2,3 mois en 2017, contre 1,4 mois dans les services.

Le recours aux CDD de très courte durée est resté stable dans l'industrie manufacturière

Les besoins croissants de flexibilité des entreprises manufacturières ne se traduisent pas par un recours accru aux contrats à durée déterminée de très courte durée (moins d'un mois), dont le nombre s'est stabilisé en 2017 après avoir diminué lors des quatre années précédentes (- 2,0 % par an en moyenne) selon les données de déclaration d'embauche collectées par l'Acoss. Ces contrats en CDD de moins d'un mois représentait 22 % des contrats en salariat direct conclus dans l'industrie manufacturière en 2017, contre 72 % dans les services, où ils ont de nouveau progressé en 2017 (+ 3,0 %). Le nombre total de contrats en CDD dans l'industrie manufacturière a toutefois crû de 2,5 % en 2017 grâce à une forte poussée des contrats de plus d'un mois (+ 4,1 %), qui progressent de 3,3 % par an en moyenne depuis 2013.

La proportion de salariés en intérim ou en CDD dans l'industrie manufacturière française s'élevait à 14,4 % selon les données d'Eurostat, contre 14,8 % dans les activités de services. Cette proportion était plus élevée que celles enregistrées dans l'ensemble des pays de l'Union européenne (11,4 %) ou de la zone euro (11,8 %), en Italie (10,8 %), en Allemagne (10,2 %) ou au Royaume-Uni (3,6 %), mais inférieure à celle observée en Espagne (19,4 %). Les contrats temporaires (CDD, intérim) ou à durée indéterminée recouvrent néanmoins des spécificités juridiques différenciées selon les pays.

L'investissement aurait de nouveau progressé en 2017

L'investissement aurait progressé de 3 % en valeur en 2017

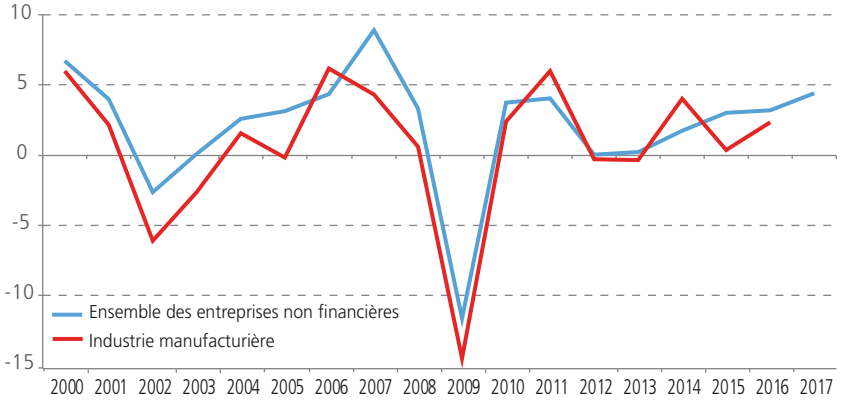
Interrogés par l'Insee en avril 2018, les industriels estiment avoir augmenté leurs dépenses d'investissement en valeur de 3 % pendant l'année 2017. L'investissement aurait été particulièrement dynamique dans la fabrication de biens d'équipement (+ 17 %) et les industries agroalimentaires (+ 5 %) mais se serait contracté dans la fabrication de matériels de transport (- 7 %).

En 2017, environ 29 % des investissements dans l'industrie manufacturière étaient motivés par le renouvellement de l'outil productif. Les autres principales motivations économiques des investissements étaient la modernisation et la rationalisation des équipements (23 %), l'extension des capacités de production (16 %) ou l'introduction de nouveaux produits (12 %). Ces motivations sont relativement stables depuis le début des années 1990, malgré une légère augmentation de la part des investissements motivés par un renouvellement de l'outil productif (de 24 % en 1991 à 29 % en 2017). Inversement, la part des investissements motivés par une modernisation de l'outil productif a reculé de 27 % en 1991 à 23 % en 2017.

Selon les données des comptes nationaux, l'investissement de l'ensemble des entreprises non financières aurait de nouveau accéléré en 2017 (+ 4,4 %, après + 3,0 % en 2015 puis + 3,2 % en 2016). Cette nouvelle hausse s'explique notamment par le dynamisme des dépenses d'investissement en services informatiques (+ 8,5 % en volume), en biens d'équipement (+ 7,3 %) et en matériels de transport (+ 6,6 %).

Graphique 4 : Évolution de l'investissement dans l'ensemble des entreprises non financières et dans l'industrie manufacturière

Évolution en volume, en %



Source : Insee, comptes nationaux.

L'investissement dans l'industrie manufacturière est dynamique depuis 2013

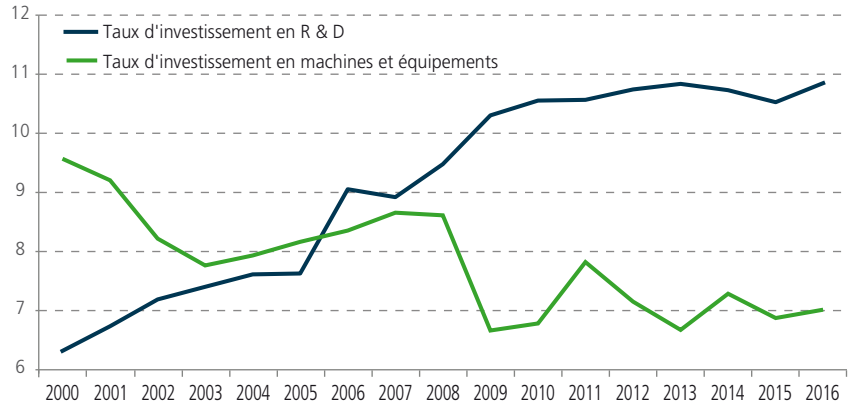
Les données des comptes nationaux sur l'investissement des branches manufacturières en 2017 ne sont pas encore disponibles. L'investissement manufacturier a progressé en moyenne de 2,2 % par an en volume entre 2013 et 2016 *(graphique 4)*.

Cette hausse de l'investissement a été permise par la restauration des marges, qui a redonné aux entreprises des moyens d'investir (voir *chapitre 3 : Facteur de compétitivité*), la persistance de bonnes conditions de financement, ainsi que la reprise de la production industrielle (voir *chapitre 1 : Production manufacturière*). L'investissement a également été soutenu par la mesure de « suramortissement » des investissements instaurée en avril 2015 et prolongée jusqu'en avril 2017[3], qui permettait aux entreprises de déduire de leur résultat imposable le montant de leurs investissements productifs à hauteur de 40 % supplémentaires. Une progression durable des dépenses d'investissement n'avait plus été enregistrée depuis la phase de croissance du milieu des années 2000 (hausse en moyenne de 3,7 % par an en volume entre 2005 et 2008), pendant lequel elles avaient été tirées par la croissance de l'activité mais avaient pâti d'une compression des marges.

[3] Les commandes devaient être passées avant avril 2017.

Graphique 5 : Évolution du taux d'investissement en R & D et en machines et équipements dans l'industrie manufacturière française

En %



Source : Eurostat, comptes nationaux.

La légère hausse du taux d'investissement depuis 2000 recouvre une progression soutenue du taux d'investissement en R & D et une baisse du taux d'investissement en machines et équipements

Le taux d'investissement (ratio des dépenses d'investissement à la valeur ajoutée) dans l'industrie manufacturière française s'est élevé à 25,7 % en 2016, soit à un niveau supérieur à celui observé en 2000 (23,1 %). Il était plus élevé qu'en Italie (24,0 % en 2016), qu'en Espagne (20,1 % en 2015) et qu'en Allemagne (19,3 % en 2016), où le taux d'investissement a reculé depuis 2000. Les dépenses d'investissement dans l'industrie manufacturière française sont composées d'investissements en R & D (42 % du total en 2016), en machines et équipements (27 %), logiciels et bases de données (22 %) et construction (8 %). Le taux d'investissement en R & D dans l'industrie manufacturière française a augmenté de 6,3 % en 2000 à 10,6 % en 2016 *(graphique 5)*. Ces investissements en R & D sont réalisés aux deux tiers par des branches de haute technologie : la fabrication de matériels de transport (36 % de la R & D de l'industrie manufacturière), celle de produits informatiques, électroniques et optiques (18 %) et l'industrie pharmaceutique (13 %). Le taux d'investissement en R & D dans l'industrie manufacturière se situe à un niveau supérieur à celui observé dans la plupart des pays de l'Union européenne[4], y compris l'Allemagne (8,8 %). Cette intensité en R & D est particulièrement remarquable compte tenu du poids relativement élevé de branches de basse et moyenne-basse technologie dans l'industrie manufacturière française. Si cette dernière disposait de la même structure sectorielle que l'industrie manufacturière allemande, son intensité en R & D atteindrait en effet 16 % de sa valeur ajoutée. Inversement, les efforts d'investissement tendent à diminuer en termes d'acquisition de machines et équipements. Le taux d'investissement dans ce type d'actif a en effet reculé de 9,6 % en 2000 à 7,0 % en 2016, et se situe à un niveau moins élevé que dans la plupart de pays de l'Union européenne, comme l'Italie (15,4 % en 2015), l'Espagne (9,2 % en 2015) ou l'Allemagne (8,3 % en 2016). Ce taux est en baisse dans l'ensemble des branches, à l'exception de l'industrie chimique et de la cokéfaction-raffinage, exposant davantage l'industrie manufacturière a l'apparition de difficultés d'offre en cas d'accélération de l'activité.

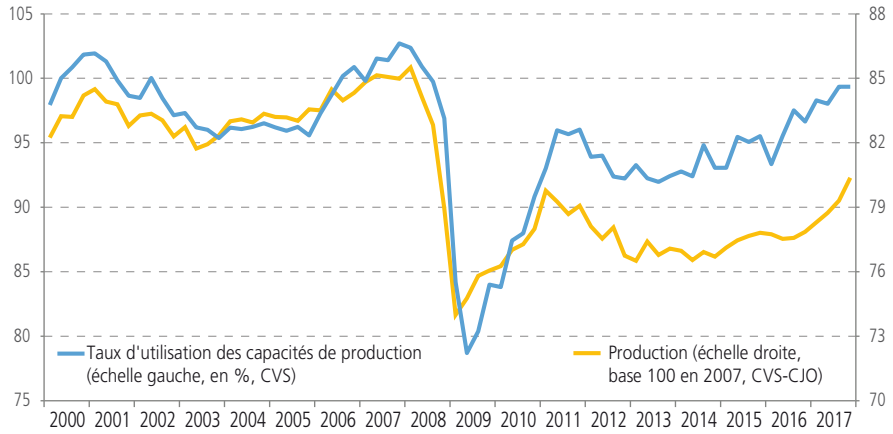
[4] Seuls le Danemark et la Suède enregistrent un effort d'investissement en R & D plus élevé qu'en France (12 % de la valeur ajoutée manufacturière dans ces deux pays en 2015).

L'amélioration de la conjoncture s'est accompagnée d'un renforcement des difficultés d'offre

Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière s'est établi au-dessus de sa moyenne de long terme

L'accélération de l'activité s'est accompagnée d'une hausse du taux d'utilisation des capacités de production, qui s'est élevé à 84,3 % sur l'ensemble de l'année 2017 (après 81,9 % en 2015 puis 82,5 %

Graphique 6 : Taux d'utilisation des capacités de production et production dans l'industrie manufacturière française



Sources : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture (taux d'utilisation des capacités de production) et indice de production industrielle (production).

en 2016). Cette augmentation a concerné l'ensemble des branches, notamment la fabrication de matériels de transport (+ 2,1 points, à 89,8 %). En hausse pour la quatrième année consécutive, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière se situe désormais au-dessus de sa moyenne de long terme (82,9 % en moyenne sur la période 1976-2017). Il évolue également à un niveau relativement élevé comparativement à celui de la production depuis 2010 *(graphique 6)*, pouvant refléter une extension insuffisante des capacités de production entre la fin de la crise économique et financière de 2008-2009 et 2013.

Les entreprises ont été davantage confrontées à des difficultés d'offre en 2017

La progression du taux d'utilisation des capacités de production en 2017 traduit l'amélioration de la conjoncture ainsi que l'apparition de tensions sur l'appareil de production. Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie réalisée par l'Insee, la proportion d'entreprises manufacturières uniquement confrontées à des difficultés d'offre a en effet progressé tout au long de l'année pour s'élever à 33 % au quatrième trimestre 2017[5], contre 18 % un an auparavant *(graphique 7)*. Cette hausse a concerné l'ensemble des branches, mais a été particulièrement forte dans l'industrie automobile (64 % au quatrième trimestre 2017, contre 12% un an auparavant). La proportion d'entreprises confrontées à des difficultés d'offre uniquement se situe désormais à des niveaux comparables à ceux enregistrés lors des précédents hauts de cycles de 2000-2001 et 2007-2008. Elle est aussi plus élevée que la part des industriels contraints seulement par des difficultés de demande (28 % au quatrième trimestre 2017), pour la première fois depuis 2008.

Le renforcement des difficultés d'offre s'explique par une augmentation des contraintes liées à la fois à l'insuffisance des équipements et au manque de main-d'œuvre

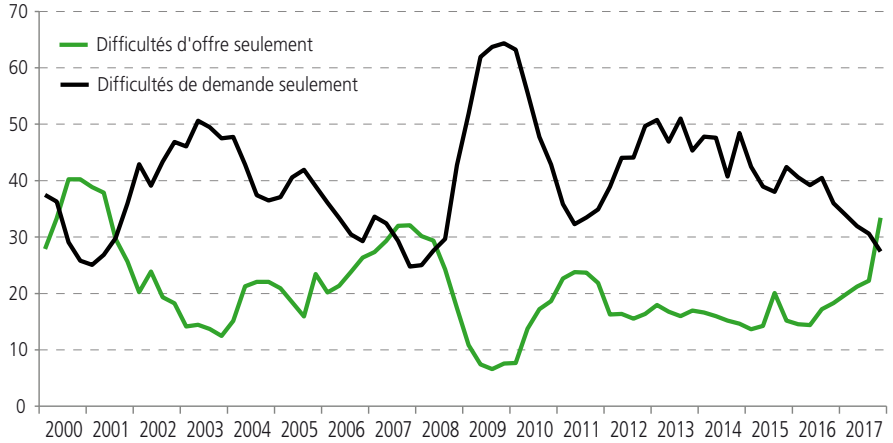
Le renforcement des tensions sur l'appareil de production est imputable aux contraintes liées à l'insuffisance de l'équipement. Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture d'Eurostat, l'insuffisance d'équipements concernait 12 % des entreprises françaises au quatrième trimestre 2017, contre 9 % un an auparavant *(graphique 8)*. Cette proportion était par ailleurs plus élevée que dans l'ensemble de la zone euro (8 % au quatrième trimestre 2017) ou qu'en Allemagne (10 %)[6], comme depuis 2011.
La hausse des difficultés d'offre s'explique également par l'augmentation des contraintes dues à un manque de main-d'œuvre, qui traduisent pour partie les difficultés croissantes de recrutement dans l'industrie manufacturière. Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture d'Eurostat, la proportion d'entreprises manufacturières françaises limitées par le manque de main-d'œuvre s'élevait à 11 % au quatrième trimestre 2017, contre 9 % un an

[5] Par ailleurs, la proportion d'entreprises confrontées à la fois à des difficultés d'offre et de demande a atteint 9 % au quatrième trimestre 2017, contre 10 % un an auparavant.

[6] Les contraintes liées à l'insuffisance de l'équipement ont toutefois progressé moins rapidement en France qu'en Allemagne au début de l'année 2018 (13 % en France au deuxième trimestre contre 26 % en Allemagne). En Allemagne, la proportion d'entreprises concernées par ce type de contraintes se situait à un niveau peu élevé au premier trimestre 2017 (4 %). Elles ont ensuite progressé tout au long de l'année 2017 (8 % au quatrième trimestre), et plus fortement encore au cours des premier (13 %) et deuxième (26 %) trimestres 2018.

Graphique 7 : Proportion d'entreprises confrontées à des difficultés d'offre et de demande dans l'industrie manufacturière française

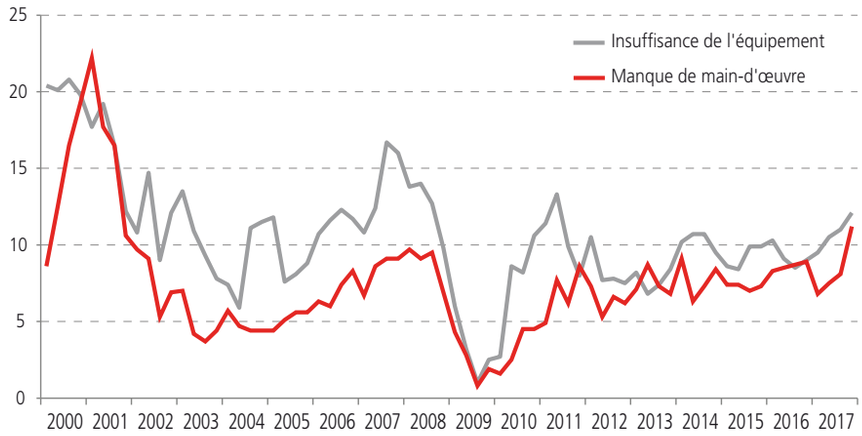
En %, CVS



Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture.

Graphique 8 : Proportion d'entreprises contraintes par l'insuffisance de leur équipement ou le manque de main-d'oeuvre dans l'industrie manufacturière française

En %, CVS



Source : Eurostat, enquête trimestrielle de conjoncture.

auparavant. Cette part était toutefois moins élevée que dans l'ensemble de la zone euro (14 %) et bien moins qu'en Allemagne (21 %).

Ces contraintes peuvent refléter l'existence de barrières à l'embauche, en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) de longue durée. Selon l'enquête de conjoncture de l'Insee, ces barrières concernaient environ 57 % des entreprises manufacturières françaises à la fin de l'année 2017, soit davantage que dans l'ensemble de l'économie (50 %). Les principales barrières à l'embauche de salariés citées par les industriels étaient l'absence de main-d'œuvre compétente (pour 38 % d'entre eux) et l'incertitude économique (32 %), devant les coûts liés à l'emploi (20 %) et la règlementation (19 %). La proportion d'entreprises concernées par des barrières à l'embauche en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) de longue durée était particulièrement élevée dans l'industrie automobile (69 %), notamment la part d'entreprises freinées par l'incertitude économique (59 %) et le manque de main-d'œuvre compétente (52 %).

Le renforcement des difficultés rencontrées par les industriels pour recruter des personnels qualifiés pour leurs métiers peut être également illustré par l'évolution de l'indicateur de tensions sur le marché du travail mesuré par la Dares, défini comme le ratio des offres d'emplois collectées par Pôle emploi aux entrées dans ce même organisme. Au deuxième trimestre 2017 (dernières données disponibles), l'indicateur avait augmenté de 24 % sur un an dans l'industrie. Son niveau était particulièrement élevé dans les métiers de l'électricité et de l'électronique (en hausse de 43 % sur un an), de la maintenance et de la mécanique (+ 28 %) et du travail des métaux (+ 23 %). Les tensions sur le marché du travail étaient par ailleurs supérieures de moitié à celles enregistrées dans la construction et les services.

Crédits photographiques

Couverture (de gauche à droite) : © Andrew Lewis ; © Ka Yann - Fotolia ; © Vusta - iStock ; © Renault - Antoine LA ROCCA.

La production manufacturière française a fortement accéléré en 2017 : + 2,8 %, après + 0,3 % en 2016. L'activité, portée par un contexte conjoncturel favorable, a progressé dans la plupart des branches. Le déficit commercial en biens manufacturés s'est néanmoins creusé de 7,1 Md€, atteignant son plus bas niveau historique (- 51,1 Md€), en dépit d'une forte augmentation des exportations (+ 4,7 %). L'augmentation plus rapide de la productivité horaire (+ 2,7 %) que du coût horaire du travail (+ 1,4 %) a conduit à un nouveau recul des coûts salariaux unitaires (- 1,2 %). L'industrie manufacturière a été confrontée aux augmentations du prix du pétrole et du taux de change de l'euro. Ses prix de production ont augmenté pour la première fois depuis 2012 (+ 2,2 %), mais moins fortement que dans l'ensemble des pays de la zone euro. Le taux de marge dans l'ensemble des branches a très légèrement reculé (- 0,1 point) mais demeure à un niveau élevé (37,0 %). L'emploi salarié total a progressé pour la première fois depuis 2001 (+ 31 200 en moyenne annuelle) grâce à une hausse de l'emploi intérimaire (+ 34 800) et à un recul modéré de l'emploi salarié direct (- 3 600). L'emploi salarié direct a même augmenté en glissement annuel (+ 7 100). L'investissement aurait progressé de 3 % en valeur en 2017.

DGE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES